

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES

-----  
DIRECTION GÉNÉRALE DES INFRASTRUCTURES  
DE TRANSPORTS  
-----

RÉPUBLIQUE  
DE GUINÉE BISSAU



UNITÉ - LUTTE - PROGRÈS

## ACTUALISATION DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PROJET DE CONSTRUCTION ET DE BITUMAGE DU TRONÇON DE ROUTE BOKE -QUEBO



### VOLUME IV: PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION ABRÉGÉ DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET

Avril 2018



10 B.P. 13478 Ouagadougou 10 Burkina Faso  
Tél. (226) 25 36 91 98 / 25 36 97 11  
Fax. (226) 25 36 34 03  
Cité 1200 logements, 64, rue 14.10, Villas n°206 & 205  
E-mail : [ageim@fasonet.bf](mailto:ageim@fasonet.bf) / Web : [www.ageim-ic.com](http://www.ageim-ic.com)

## **TABLE DES MATIÈRES**

TABLE DES MATIÈRES .....	1
SIGLES ET ABRÉVIATIONS .....	3
LISTE DES TABLEAUX .....	4
LISTE DES FIGURES .....	5
LISTE DES PHOTOS .....	5
I. INTRODUCTION .....	6
II. DESCRIPTION DU PROJET, ZONE DU PROJET ET ZONE D'INFLUENCE DU PROJET .....	7
II.1 DESCRIPTION DU PROJET .....	7
II.1.1 Description et composante du projet .....	7
II.1.2 Activités prévues dans le cadre du projet .....	7
II.2 ZONE DU PROJET .....	8
II.3 ZONE D'INFLUENCE DU PROJET .....	9
II.4 ÉTUDES SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA ZONE DU PROJET .....	10
II.4.1 Principales caractéristiques du milieu humain .....	10
II.4.2 Organisation politique .....	12
II.4.3 Éducation .....	12
II.4.4 Santé .....	14
II.4.5 Patrimoine culturel .....	15
II.4.6 Principales caractéristiques du milieu économique .....	15
II.4.7 Conditions de vie des ménages .....	21
II.4.8 Conditions de vie des femmes dans la société .....	23
II.4.9 Dégradation de l'environnement .....	23
II.4.10 Changements climatiques .....	24
III. IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES POTENTIELS DU PROJET ET MÉCANISMES DE MINIMISATION DE LA RÉINSTALLATION .....	25
III.1 IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES POTENTIELS DU PROJET .....	25
III.1.1 Impacts négatifs potentiels du projet .....	25
III.1.2 Impacts positifs potentiels du projet .....	27
III.1.3 Principales mesures de compensation des impacts négatifs du projet .....	28
III.2 MÉCANISMES DE MINIMISATION DE LA RÉINSTALLATION .....	28
IV. PRINCIPE, OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION ET PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE .....	29
IV.1 PRINCIPE DU PLAN D'ACTION DE LA RÉINSTALLATION ABRÉGÉ .....	29
IV.2 OBJECTIFS DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION .....	29
IV.3 INFORMATIONS ET CONSULTATIONS PUBLIQUES .....	30
V. CADRE JURIDIQUE, RÉGLEMENTAIRE ET PROCÉDURES APPLICABLES AU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION .....	32
V.1 CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE DE LA GUINÉE BISSAU .....	32
V.1.1 Constitution du 16 mai 1984 .....	32
V.1.2 Loi n° 5/98 sur le foncier .....	32
V.2 SO 2 DE LA BAD : RÉINSTALLATION FORCÉE : ACQUISITION DE TERRES, DÉPLACEMENT ET INDEMNISATION DES POPULATIONS .....	33
VI. ÉLIGIBILITÉ, RECENSEMENT DES PERSONNES ET INVENTAIRE DES BIENS AFFECTÉS .....	34
VI.1 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ .....	34
VI.2 DATE D'ÉLIGIBILITÉ .....	34
VI.3 RECENSEMENT DES PERSONNES ET INVENTAIRES DES BIENS AFFECTÉS .....	34
VI.3.1 Approche méthodologique .....	34



VI.4	PRINCIPAUX RÉSULTATS DES RECENSEMENTS DES PERSONNES ET DES BIENS AFFECTÉS PAR LE PROJET .....	36
VI.5	PRINCIPALES COUCHES SOCIO-PROFESSIONNELLES DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET .....	39
VII.	<b>ÉVALUATION DES INDEMNISATIONS, COMPENSATIONS ET ACCOMPAGNEMENTS DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET.....</b>	<b>40</b>
VII.1	FORMES DE COMPENSATIONS .....	40
VII.2	PRINCIPES DE COMPENSATIONS ET BARÈMES DES COÛTS UNITAIRES DES BIENS AFFECTÉS .....	41
VII.2.1	<i>Principe de compensations.....</i>	<i>41</i>
VII.2.2	<i>Barèmes des coûts unitaires des biens affectés .....</i>	<i>43</i>
VII.2.3	<i>Méthodes d'évaluation des coûts des actifs affectés .....</i>	<i>43</i>
VII.3	ÉVALUATION DES COÛTS DE DÉDOMMAGEMENTS DES BIENS AFFECTÉS PAR LE PROJET .....	43
VIII.	<b>SÉLECTION, PRÉPARATION DES SITES DE RÉINSTALLATION, MESURES DE RÉINSTALLATION DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET.....</b>	<b>45</b>
VIII.1	SÉLECTION ET PRÉPARATION DES SITES DE RÉINSTALLATION .....	45
VIII.1.1	<i>Sélection et préparation des sites .....</i>	<i>45</i>
VIII.1.2	<i>Protection de l'environnement.....</i>	<i>45</i>
VIII.1.3	<i>Intégration dans les populations d'accueil.....</i>	<i>45</i>
VIII.2	MESURES DE RÉINSTALLATION DES PERSONNES AFFECTÉES.....	45
VIII.2.1	<i>Séances d'information .....</i>	<i>46</i>
VIII.2.2	<i>Préparation de dossiers individuels .....</i>	<i>46</i>
VIII.2.3	<i>Négociation d'ententes individuelles et signature des accords.....</i>	<i>46</i>
VIII.2.4	<i>Paiement des compensations financières .....</i>	<i>47</i>
VIII.2.5	<i>Assistance aux personnes affectées par le projet .....</i>	<i>47</i>
IX.	<b>GESTION DES LITIGES .....</b>	<b>48</b>
IX.1	PROCÉDURES INFORMELLES .....	48
IX.1.1	<i>Gestion des comités locaux.....</i>	<i>48</i>
IX.1.2	<i>Gestion administrative .....</i>	<i>49</i>
IX.2	PROCÉDURES FORMELLES.....	49
X.	<b>RESPONSABILITÉS ORGANISATIONNELLES .....</b>	<b>50</b>
X.1	DGIT ET SES STRUCTURES RATTACHÉES.....	50
X.2	COMITÉ DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION .....	50
X.3	COMITÉ DE SUIVI DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION .....	50
X.4	ASSISTANCE TECHNIQUE À LA MISE EN ŒUVRE .....	51
XI.	<b>PROGRAMME D'EXÉCUTION DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION .....</b>	<b>52</b>
XI.1	DURÉE DE LA MISSION .....	52
XI.2	TÂCHES ET RESPONSABILITÉ DE MISE EN ŒUVRE DU PSR .....	52
XI.3	CHRONOGRAMME DES ACTIVITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION .....	53
XI.4	BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION OU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION ABRÉGÉ .....	53
XI.5	FINANCEMENT DU PSR.....	54
XII.	<b>SUIVI ET ÉVALUATION DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION.....</b>	<b>55</b>
XII.1	DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION .....	55
XII.2	INDICATEURS DE SUIVI .....	55
XIII.	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>58</b>
XIV.	<b>RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....</b>	<b>59</b>
XV.	<b>ANNEXES .....</b>	<b>61</b>

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

---

<b>AAAC</b>	: Autorité d'Évaluation Environnementale Compétente
<b>AGEIM-IC</b>	: Agence d'Études, d'Ingénierie et de Maîtrise d'Œuvre-Ingénieurs Conseils
<b>BAD</b>	: Banque Africaine de Développement
<b>CMOPSR</b>	: Comité de Mise en Œuvre du Plan Succinct de Réinstallation
<b>CSPSR</b>	: Comité de Suivi du Plan Succinct de Réinstallation
<b>CEDEAO</b>	: Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>DENARP</b>	: Document de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
<b>DGIT</b>	: Direction General d'infrastructures de transport
<b>ÉIES</b>	: Étude d'Impact Environnemental et Social
<b>EFTP</b>	: Enseignement technique et formation professionnelle
<b>FCFA</b>	: Franc de Communauté Financière Africaine
<b>IDH</b>	: Indicateur de Développement Humain
<b>ILAP</b>	: Enquête Légère pour l'Évaluation de la Pauvreté
<b>IST</b>	: Infection Sexuellement Transmissible
<b>OP.4.12</b>	: Politique Opérationnelle 4.12
<b>PAP</b>	: Personnes Affectées par le Projet
<b>PGES</b>	: Plan de Gestion Environnementale et Sociale
<b>PSR</b>	: Plan Succinct de Réinstallation
<b>PNUD</b>	: Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>RGPH</b>	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
<b>VIH/SIDA</b>	: Virus Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immunodéficience Acquise

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 :	Localisation administrative du tronçon de route du projet.....	8
Tableau n° 2 :	Répartition de la population selon le sexe .....	10
Tableau n° 3 :	Répartition de la religion selon l'ethnie (en %) .....	11
Tableau n° 4 :	Répartition des biens affectés dans l'emprise du tronçon de la route par nature et par localité traversée.....	37
Tableau n° 5 :	Répartition de la superficie des bâtis affectés par localité traversée par le projet .....	38
Tableau n° 6 :	Types, nombre et pourcentage des couches socio-professionnelles des PAP .....	39
Tableau n° 7 :	Formes de compensations préconisées .....	40
Tableau n° 8 :	Principes et mesures de compensation préconisées dans le cadre du projet .....	42
Tableau n° 9 :	Matrice des éléments de calcul des compensations des biens affectés.....	43
Tableau n° 10 :	Matrice des éléments de calcul des compensations des biens affectés.....	43
Tableau n° 11 :	Tâches et responsabilités de la planification et de la mise en œuvre du PSR .....	52
Tableau n° 12 :	Calendrier prévisionnel de mise en œuvre du PSR.....	53
Tableau n° 13 :	Budget d'exécution du PSR.....	53
Tableau n° 14 :	Exemples de mesures de suivi du PSR.....	56
Tableau n° 15 :	Exemples de mesures d'évaluation du PSR.....	57

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Plan de localisation du tronçon de la route Boké-Québo (23 km) .....	9
---	---

## LISTE DES PHOTOS

Photo 1: Vue partielle des plantations d'anacardes longées (A) et traversées (B) par la route.....	16
Photo 3: Aperçus d'une maison en banco tôle (A) et d'une maison en banco toit en chaume (B) .....	25
Photo 4: Aperçus du centre de santé communautaire de Balana en ruine (A) et du forage en panne du centre de santé communautaire de Ga-Dembele (B) .....	25
Photo 5: Aperçus de plantation d'anacardes (A) et de plantation de manguiers (B) dans l'emprise de la route ..	26
Photo 6: Aperçus de plantation d'orangers (A) et de plantation de bananiers (B) dans l'emprise de la route .....	26
Photo 2: Vue partielle des participants aux informations et consultations publiques de Balana (A) et de Ga- Dembele .....	30
Photos 7: Aperçu de bornes permettant d'identifier l'emprise du tronçon de route à la traversée des localités de Ga-Duru (A) et de Ga-Dembele (B).....	34
Photos 8: Photos de la fiche de recensement (A) et d'une PAP avec son infrastructure (B) .....	35
Photos 9: Aperçu de la fiche de recensement d'une PAP absente (A) et de son infrastructure affectée (B) .....	35



---

## I. INTRODUCTION

---

1. Le tronçon de route Conakry - Bissau du corridor Dakar - Abidjan - Lagos est considéré comme un maillon essentiel du programme de développement des infrastructures du Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA) de l'Union Africaine (UA) et du Programme Régional de Facilitation des Transports de la CEDEAO.
2. La route Boké-Québo fait partie du programme régional des transports de la CEDEAO et est inscrit sous la dénomination CW/TR-38/99. Il est noté que l'aménagement de la section Boké-Quebo dans le cadre du présent projet, permettra de compléter le chaînon manquant du tronçon Conakry-Bissau du corridor Dakar-Lagos.
3. Ainsi, les Gouvernements des Républiques de Guinée Conakry et de Guinée Bissau ont soumis à la Banque, en octobre 2011, la requête conjointe pour le financement du projet de construction de la route Boké-Quebo.
4. Le but du projet est de contribuer au renforcement de l'intégration et du commerce sous régionaux tout en renforçant le désenclavement extérieur de la Guinée Conakry et de la Guinée Bissau. En outre, le projet permettra d'améliorer le niveau de service de la route, facilitera la circulation des usagers, l'évacuation des productions agro-sylvo-pastorales, les évacuations sanitaires, le développement des activités socio-économiques, la réduction de la pauvreté, à l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations de la zone d'influence, etc.
5. Cependant, les travaux de construction et de bitumage du tronçon de route Boké-Québo ne peuvent se faire sans désagréments causés à l'environnement et au milieu socio-économique. Ainsi, le projet a fait l'objet d'une ÉIES en 2004. Des résultats de cette étude, il ressort que le projet entraînera dans une moindre mesure la destruction de quelques infrastructures socio-économiques dans l'emprise du tronçon de route. Cependant, ni un Plan d'Action de Réinstallation ni un Plan Succinct de Réinstallation ou Plan d'Action de Réinstallation Abrégé des Personnes Affectées par le Projet (PAP) n'a été élaboré.
6. En faisant référence à la Loi N° 5/98 du 23 avril 1998, la question des indemnisations est évoquées. En effet, cette loi sur le foncier constitue la base légale de la procédure d'expropriation et de compensation en Guinée Bissau. Elle institue une procédure dite d'expropriation pour cause d'utilité publique, sous réserve d'une juste et préalable indemnisation. En outre, la question de Réinstallation Involontaire est en vigueur à la BAD.
7. Ainsi, le nombre de PAP étant 170 inférieur à 200, le présent Plan Succinct de Réinstallation (PSR) se justifie pleinement selon la réglementation de la Guinée Bissau et selon la politique de la BAD.

## II. DESCRIPTION DU PROJET, ZONE DU PROJET ET ZONE D'INFLUENCE DU PROJET

---

### II.1 DESCRIPTION DU PROJET

#### II.1.1 DESCRIPTION ET COMPOSANTE DU PROJET

8. En faisant référence à l'aide mémoire de la Mission d'évaluation du projet de construction de la route Boke–Quebo de la BAD, effectuée du 06 au 14 mars 2018, le projet consistera en la construction et le bitumage de la route suivant les standards d'aménagement des routes Inter-États de la CEDEAO.

9. Selon toujours l'aide mémoire, les calculs ont été menés pour une classe de trafic T3 et une vitesse de référence de 80km/h. Ainsi, il s'agira entre autres de procéder:

- à l'élargissement de la plateforme pour y insérer une chaussée de 7 m de large bordée de 2 accotements de 1,5 m ;
- à la mise en œuvre d'une couche de 20 cm de fondation en graveleux latéritique, d'une couche de base de 18 cm en grave concassée et d'un revêtement de Sem en béton bitumineux (BB) ;
- à la réalisation d'aménagements et mesures connexes constitués d'infrastructures socio-économiques et marchand, de pistes, de voirie et d'embellissement dans la ville de Québo, de forages et d'appui aux Associations de femmes et des jeunes, notamment pour la valorisation de la noix d'acajou, le maraîchage, la mise en place d'une unité de suivi et de protection de la biodiversité dans la préfecture de Québo, la sensibilisation au Virus Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immunodéficience Acquise (VIH/SIDA), à l'excision, aux mariages précoces, à la protection de l'environnement et à la sécurité routière, à la prévention contre Ebola.

#### II.1.2 ACTIVITÉS PRÉVUES DANS LE CADRE DU PROJET

10. L'exécution d'un tel projet nécessitera entre autres les principales opérations suivantes :

##### **En phase préparatoire :**

- la libération de l'emprise des travaux,
- l'installation du chantier et de la base de chantier,
- le stockage des matériaux et matériels.

##### **En phase travaux :**

- la présence de la main d'œuvre,
- le déboisement de l'emprise du tronçon de la route, des zones d'emprunt et des carrières,
- le décapage de la couche existante et de la terre végétale,
- l'exécution de fouilles pour les fondations,
- les dépôts de tous venants et autres déchets,
- l'exploitation de gîtes d'emprunt, de carrières et des eaux,
- la réalisation d'ouvrages d'assainissement,
- l'exécution des terrassements (déblais et remblais),

- la mise en œuvre des couches de forme, de fondation, de base et de roulement,
- la préparation et la mise en œuvre de béton hydraulique et de bitume,
- la pose d'équipements de sécurité, de la signalisation verticale et horizontale,
- la mise en œuvre des PGES de chantier et de l'entreprise.

**11.** Les travaux d'aménagement du tronçon de la route du projet nécessiteront la mobilisation d'un certain nombre d'équipements lourds et bien appropriés : Bulldozer, niveleuse, compacteur, pelle chargeuse, grue, camion benne, camion citerne, finisseuse, grader, etc.

**En phase exploitation :**

- la présence et l'exploitation du tronçon de route aménagé,
- la présence et l'exploitation des ouvrages de franchissement et d'assainissement,
- la prolifération d'infrastructures sociales aux abords du tronçon de route aménagé,
- les travaux d'entretien courant et périodique du tronçon de la route et des ouvrages aménagés.

## II.2 ZONE DU PROJET

**12.** La zone du projet est située dans le Secteur administratif Québo au niveau de la Région de Tombali. Plus précisément, les localités traversées par le tronçon de la route Boké-Québo (23 km) sont données dans le tableau ci-après.

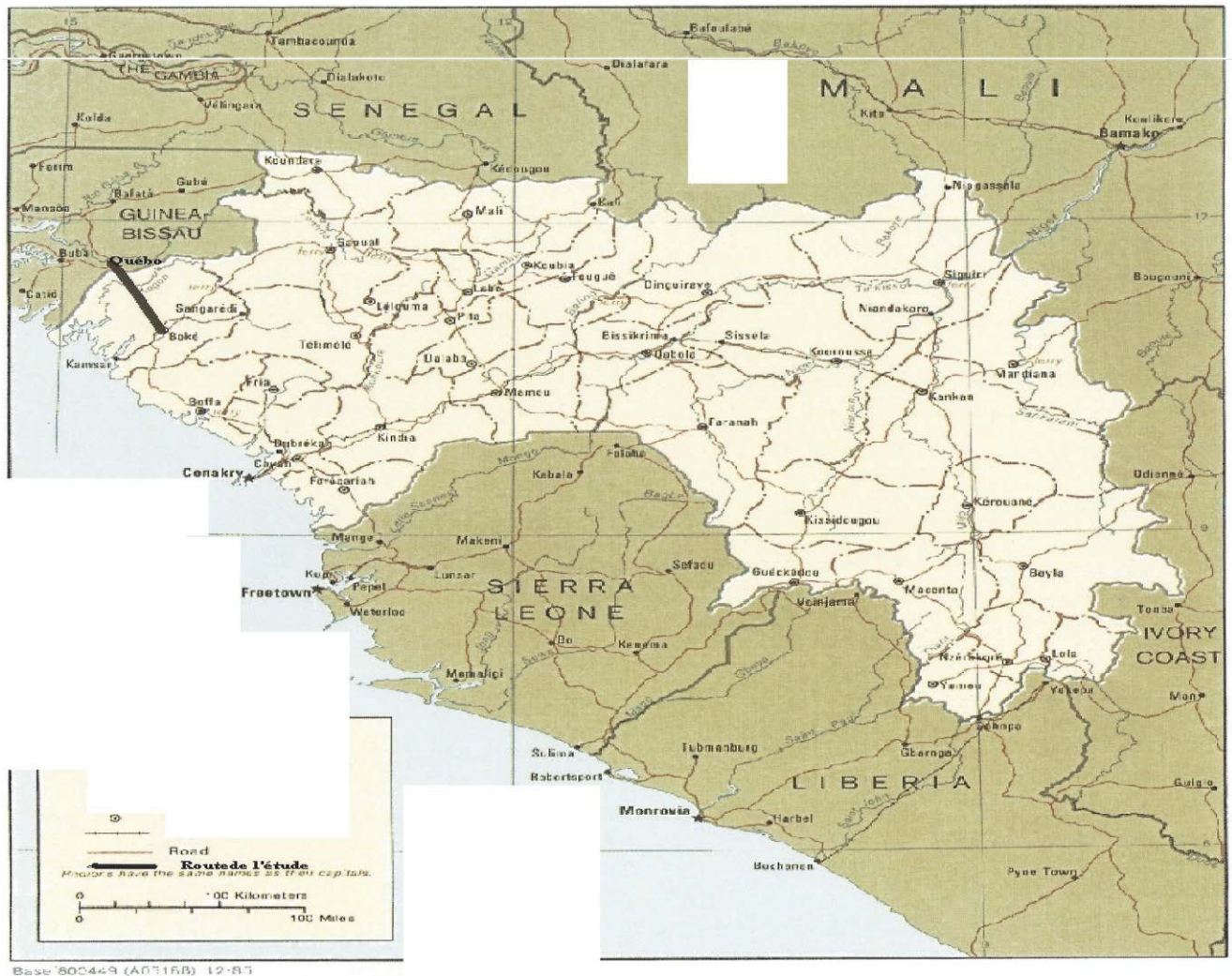
**Tableau n° 1 : Localisation administrative du tronçon de route du projet**

Région concernée	Secteur concerné	Localités traversées par le tronçon de route
Tombali	Québo	Mampata
		Tchaimara
		Dagala
		Boela 1
		Boela 2
		Tchangue Yaie
		Dakar Sinho
		Balana
		Ga-Dembele
		Ga-Duru

**Source :** Visite de terrain et Consultations publiques/AGEIM-IC, Mars 2018.

**13.** Ces localités sont directement traversées par le projet. En outre, Certaines d'entre elles ont des infrastructures impactées par le projet. Ce qui nécessite la prise de dispositions adéquates lors de la mise en œuvre du projet.

**14.** Le tronçon de la route Boké-Québo (23 km), directement concerné par le projet est localisé sur le plan ci-après.

**Figure 1 : Plan de localisation du tronçon de la route Boké-Québo (23 km)**

Source : Extrait de l'aide mémoire de la mission d'évaluation du projet de construction de la route Boké-Québo (du 06 au 14 mars 2018) par la BAD.

## II.3 ZONE D'INFLUENCE DU PROJET

**15.** La zone d'influence environnementale et sociale est déterminée de manière à faciliter la prise en compte de tous les éléments des milieux naturels et socio-économiques pouvant être touchés de près ou de loin par le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km). Ainsi, la zone d'influence du projet peut être décomposée en deux zones comme suit :

- une zone d'influence directe qui couvre une emprise 30 m (limites des bornes topographiques). Cette délimitation correspond à l'espace où les infrastructures, les activités socio-économiques, la végétation, les cours d'eau, etc. pourraient être directement affectées par les travaux ;
- une zone d'influence diffuse ou zone d'étude élargie, s'étendant à l'ensemble du Secteur de Québo directement concerné par les retombées socio-économiques ainsi que les impacts environnementaux du projet. En outre, la Région de Tombali, les Secteurs et les Régions limitrophes et même toute la Guinée Bissau seront de façon générale concernés par les retombées économiques du projet.



## II.4 ÉTUDES SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA ZONE DU PROJET

### II.4.1 PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU MILIEU HUMAIN

#### II.4.1.1 Démographie

**16.** L'ensemble de la population de la Région de Tombali est estimé à 90 128 habitants selon les résultats du 3<sup>ème</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2009 (RGPH, 2009) de l'Institut National de la Statistique (INEC). Ce nombre représente 6,25 % de la population totale de la Guinée Bissau (1 442 227 habitants). Le tableau ci-après donne la répartition de la population de la Région selon le sexe.

**Tableau n° 2 : Répartition de la population selon le sexe**

Régions	Total	Homme		Femme	
		Effectif	%	Effectif	%
Tombali	90 128	43 430	48,19	46 698	51,81

**Source :** Extrait RGPH 2009/AGEIM-IC, mars 2018.

**17.** En faisant allusion au tableau ci-dessus, la répartition par sexe montre une plus grande représentation de femmes que d'hommes (51,81 % contre 48,19 %) dans la Région. Au niveau des PAP enquêtées, on note la présence de 15,33 % de femmes.

**18.** La répartition en classes d'âges met en évidence la jeunesse de la population. En effet, de façon générale, 54 % de la population ont moins de 20 ans. Cette jeunesse de la population constitue un atout pour un développement socio-économique. Cependant, elle peut aussi constituer un obstacle dû souvent aux comportements à risques (alcoolisme, banditisme, rapports sexuels non protégés, etc.) de certains jeunes. L'âge moyen des PAP est de 47 ans. Le plus jeune à 18 ans et le plus âgé a 83 ans.

**19.** Les travaux d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km), tout en constituant un atout pour le recrutement des jeunes comme main d'œuvre locale, peut aussi entraîner la propagation des IST et du VIH/SIDA si des dispositions adéquates ne sont pas prises.

**20.** Le taux d'accroissement annuel de la population a été évalué à 2,39 % en 2012 par la Banque Mondiale. Quant au niveau de fécondité, il reste élevé et est de 5,8 enfants par femme. La croissance rapide de la population génère parfois des demandes sociales élevées, parmi lesquelles, l'approvisionnement en eau potable, les infrastructures scolaires et sanitaires, comme mentionné lors des séances d'informations et de consultations publiques dans le cadre de la présente étude.

**21.** Quant à l'espérance de vie, elle était de 48,6 ans en 2008. Elle est passée à 54 ans en 2012 due à la fois à l'amélioration des revenus monétaires, à l'accès et à la qualité des services de santé.

**22.** De façon générale, le portugais est la langue officielle de la Guinée-Bissau. Elle n'est cependant parlée que par 20 à 25 % de la population. Le créole est maintenant devenu la langue vernaculaire de plus de 50 % de la population. C'est la langue de commerce et de relations interculturelles. Les principaux dialectes sont entre autres le balante, le peulh, le manjaque, le mandinga et le pepels.

**23.** Les groupes ethniques dominant dans les localités traversées par le tronçon de route du projet sont : Peuls (Fula), les Mandingas et les Balanta. Ils représentent respectivement 74,77 %, 13,08 % et 8,41 % des PAP enquêtées.

**24.** En ce qui concerne les religions, de façon générale les croyances indigènes en Guinée Bissau ont à elles seules 50 % d'adeptes contre 45 % pour l'islam et 5 % pour le catholicisme. Au Nord et au Sud, les populations, quoique très attachées à leurs croyances traditionnelles, ont aussi embrassé les religions islamiques et chrétiennes. Le tableau ci-après donne une idée sur la répartition de la religion selon l'ethnie.

**Tableau n° 3 : Répartition de la religion selon l'ethnie (en %)**

Religions	Ethnies						
	Balanta	Mandinga	Manjaco	Pepel	Bijagos	Nalu	Fula
Animisme	32,10	0,60	33,30	31	25,50	2,80	0,30
Islam	1,80	86,90	5,50	1,60	3,80	82,30	88
Christianisme	36,10	1,60	44,40	44	42,80	4,10	0,70

Source : RGPH, 2009.

**25.** En faisant référence au tableau ci-dessus, on note que les Balantas pratiquent surtout le christianisme (36,10 %) et l'animisme (32,10 %). Les Mandingas (86,90 %) et les Fula (88 %) ont plus d'adeptes pour l'islam.

**26.** Les enquêtes réalisées sur les PAP donnent la répartition suivante : 93,75 % pour l'islam et 6,25 % pour les chrétiens. Tout en pratiquant ces religions majoritaires, certaines personnes s'adonnent aussi à l'animisme.

**27.** Lors des consultations publiques de Ga-Duru, de Ga-Dembele et de Balana, les Autorités religieuses locales ont suggéré que des sacrifices soient réalisés pour le bon déroulement des travaux. Cet aspect est pris en compte dans le PGES.

#### **II.4.1.2 Mouvements migratoires**

**28.** De façon générale, deux types de mouvements migratoires sont observés dans la zone du projet : la migration externe (émigration) et la migration interne (immigration). L'immigration se fait essentiellement dans le Sud disposant d'un potentiel agricole important. En effet, la monoculture de riz de mangrove intensive dans la Région de Tombali attire des populations tout comme la production de l'anacarde. La ville de Bissau constitue aussi un foyer important d'immigration surtout pour les jeunes à la recherche d'emplois.

**29.** Quant à l'émigration, essentiellement constituée de la main d'œuvre rurale, elle se fait vers les centres urbains et vers les pays voisins comme le Sénégal et la Guinée Conkry, mais aussi vers le Portugal.

**30.** Le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) contribuera à minimiser l'exode rural des jeunes par le développement des activités socio-économiques des localités traversées et la création d'emplois.

## **II.4.2 ORGANISATION POLITIQUE**

### **II.4.2.1 Pouvoir politique traditionnel**

**31.** Dans les différentes localités, le pouvoir traditionnel s'organise autour d'un pouvoir centralisé dirigé par un chef. Le chef de village est chargé de trancher certains litiges et de veiller à l'harmonie au sein de son entité territoriale qu'il administre. Les populations sont regroupées en familles, dirigées par des chefs de familles, en associations de femmes, de jeunes, d'anciens.

**32.** Dans le cadre de la présente étude, les Autorités Coutumières de certaines localités ont été informées du projet et impliquées aux séances de consultations publiques.

### **II.4.2.2 Pouvoir politique moderne**

**33.** Il est représenté par des Gouverneurs et Administrateurs de Secteurs. La vie politique est également animée par des partis politiques. Ainsi, l'Administrateur du Secteur de Québo a aussi été informé et consulté dans le cadre du présent projet.

### **II.4.2.3 Relation entre pouvoir politique traditionnel et pouvoir moderne**

**34.** Les deux types de pouvoirs travaillent en étroite collaboration pour assurer le développement économique et social de leurs localités. De nos jours, les personnes ressources charnières entre les deux types de pouvoirs sont les Administrateurs de Secteurs et les chefs de villages. En effet, il y a une étroite collaboration entre les pouvoirs traditionnels et les administrations régionales, par les voies de réunions de concertation au niveau régional et même au niveau local.

## **II.4.3 ÉDUCATION**

### **II.4.3.1 Alphabétisation**

**35.** La population adulte est très faiblement alphabétisée. En effet, selon les données du recensement de 2009, le taux d'analphabétisme était encore important, s'établissant à 56 %. Cependant, le taux d'alphabétisation de la tranche d'âge de 15 à 24 ans était de 65 %.

**36.** En 2010, le taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans était de 39,90 % au niveau national et 50,40 % à Bissau.

### **II.4.3.2 Enseignement préscolaire**

**37.** Le taux brut de scolarisation au préscolaire était de 3 % pour l'année scolaire 1999/2000. Il est passé à 5 % en 2009/2010<sup>1</sup>. Son taux d'accroissement annuel a été évalué à + 5 %.

**38.** L'augmentation importante des effectifs au niveau préscolaire serait attribuable aux initiatives privées et à quelques entités religieuses. En effet, la part des enfants du préscolaire inscrite dans les jardins communautaires était nulle pour l'année scolaire 1999/2000 et était passée à 34 % en 2005/2006 avant de diminuer en 2009/2010 au profit des écoles privées qui scolarisaient 62 % des élèves du préscolaire. La majorité de l'offre à

---

<sup>1</sup> Rapport d'état du système éducatif, avril 2013, p16.

ce niveau provenait du privé et seuls 17 % des effectifs étaient scolarisés dans des structures publiques en 2009/2010.

#### **II.4.3.3 Enseignement primaire**

**39.** Si le taux net de scolarisation au primaire est de 67,40 % au niveau national, il se limite à 56,50 % dans les zones rurales, contre 83,50 % dans les zones urbaines<sup>2</sup>. En faisant référence au taux brut de scolarisation, il est constaté qu'il est passé de 70 % entre 2000 et 2003 à 101 % entre 2005 et 2007 et à 107,80 % entre 2009 et 2010<sup>3</sup>. Ces taux montrent un progrès dans la scolarisation des enfants au primaire.

**40.** Selon l'Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS), le taux net de scolarisation des filles est passé de 55,90 % pour l'année scolaire 2003/2004 à 65,40 % en 2010.

**41.** Si le travail des enfants (environ 32 %) et le mariage des jeunes filles (environ 29 %) font partie des principales causes d'abandon au primaire, il y a lieu également de prendre en compte les causes de maladies et de grossesses précoces.

**42.** Certaines localités directement concernées par le projet comme Ga-Dembele, Dakar Sinho et Mampata disposent d'infrastructures du primaire.

**43.** Vue la proximité de l'école de Dakar Sinho du tronçon de route du projet, il est proposé dans le PGES la réalisation d'une clôture adaptée afin de sécuriser les élèves et le personnel.

**44.** Lors des séances d'information et de consultation des populations locales concernées par le projet, certains participants ont émis la nécessité de construire si possible une école dans leur village afin de permettre aux enfants d'obtenir une bonne éducation et formation. En effet, selon des informations reçues lors des recensements des PAP, il est constaté que très peu d'enfants sont scolarisés dû au manque d'infrastructures scolaires. Quelques rares PAP sont allés à l'école.

#### **II.4.3.4 Enseignement secondaire et supérieur**

**45.** Si le travail des enfants (environ 32 %) et le mariage des jeunes filles (environ 29 %) font partie des principales causes d'abandon au primaire, il y a lieu également de prendre en compte les causes de maladies et de grossesses précoces.

**46.** Le taux brut de scolarisation au secondaire était de 19 % pour l'année scolaire 1999/2000. Il est passé à 43 % en 2009/2010. L'accroissement annuel est évalué à + 9 %<sup>4</sup>.

**47.** L'augmentation au niveau de l'enseignement secondaire était due à la fois à l'élargissement de l'offre publique et à l'augmentation du nombre de lycées privés (la part du privé entre 1999/2000 et 2009/2010 était comprise entre 10 % et 18 % selon le cycle).

---

<sup>2</sup> DENARP II, page 20, paragraphe 4.

<sup>3</sup> DENARP, page 19, tableau 2.

<sup>4</sup> DENARP II, page 16, tableau 2.



**48.** La part des effectifs scolarisés au privé pour l'Enseignement technique et la formation professionnelle (EFTP) avait considérablement augmenté comme pour l'enseignement supérieur. En effet, la part des effectifs de l'EFTP au privé était passée de 36 % en 2005/2006 à 53 % en 2009/2010. Celle de l'enseignement supérieur est passée de 20 à 45 % pour les mêmes années.

**49.** Il ressort que dans la Région de Tombali, les garçons sont trois fois plus nombreux que les filles au niveau de l'enseignement secondaire.

**50.** Au niveau des PAP enquêtées, il est constaté que seules 38,80 % de ces PAP ont été scolarisées. Concernant leurs enfants (408 au total), ce sont 55,88 % qui sont scolarisés.

#### **II.4.4 SANTÉ**

**51.** De façon générale, le paludisme est le plus grand problème de santé publique en Guinée Bissau. Il touche surtout les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. C'est la première cause de morbidité et mortalité des enfants de moins de 5 ans.

**52.** Il ressort que seuls 35 % des enfants de moins de cinq ans et 32 % des femmes enceintes dorment sous une Moustiquaire Imprégnée. Pourtant, ils constituent les groupes sociaux les plus vulnérables face à cette épidémie pour lesquels les conséquences sont souvent graves.

**53.** En outre, les mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement sont à l'origine de certaines maladies hydriques (diarrhée, paludisme, choléra, etc.). Les épidémies de fièvre typhoïde et fièvre jaune sont également très fréquentes.

**54.** La prévalence du VIH/SIDA était estimée à 3,60 % en 2010 selon les sites sentinelles, avec un taux plus élevé pour les femmes enceintes (5 %). Cette épidémie touche particulièrement les jeunes filles du groupe d'âge compris entre 15 et 18 ans, entraînant ainsi une féminisation de l'épidémie.

**55.** Des cas de morsures de serpents, parfois avec des pertes en vie humaine sont signalés.

**56.** Par ailleurs, de par le passé, en 2015, malgré la présence de malades à virus EBOLA dans le pays voisin, la Guinée Conakry, aucun cas n'avait été encore signalé en Guinée Bissau.

**57.** Néanmoins, des séances de sensibilisation relatives à cette maladie sont proposées dans le PGES. En outre, ces sensibilisations prendront en compte les IST, le VIH/SIDA, les grossesses non désirées, l'excision et le mariage forcé.

**58.** Des centres de santé communautaire ont été identifiés à proximité du tronçon de route du projet dans les localités de Balana et de Ga-Dembele. Cependant, ces centres ne sont pas fonctionnels. En effet, celui de Balana est en ruine. Quant au centre, de Ga-Dembele, il est impacté par le projet.

**59.** Les évacuations sanitaires se font sur de longues distances avec les moyens personnels des populations locales vers les centres de santé les mieux équipés (Québo, Buba).

**60.** Ce qui a amené certains participants aux séances d'informations et de consultations publiques à suggérer la construction, si possible de centre de santé dans leur localité. Ainsi, dans le cadre de la présente actualisation de l'étude, il est suggéré la construction d'un centre de santé équipé dans la localité de Ga-Dembele qui pourra aussi prendre en charge les malades des villages environnants.

#### **II.4.5 PATRIMOINE CULTUREL**

**61.** La zone du projet possède une diversité ethnico-culturelle. En effet, au sein des communautés, on note un certain nombre de cérémonies préparatoires de divers actes socioculturels, comme la circoncision, le mariage, les sacrifices pré et post pratiques agricoles, aussi bien que les rituels sur les sépultures des défunts, originaires des familles nobles.

**62.** De nos jours, la reconversion de certains membres des communautés à l'islam et au christianisme entraîne l'abandon de ces rites.

**63.** Aucun lieu sacré ou autre patrimoine culture n'a été identifié dans l'emprise du tronçon de route du projet. Cependant, dans les localités de Balana et de Ga-Dembele, il est signalé la présence de bois sacrés. Des mesures sont prises en compte dans le PGES pour éviter la profanation de ces sites. En outre, suite aux suggestions faites par les populations locales lors des consultations publiques, il est proposé dans le PGES la réalisation de sacrifices dans les localités de Balana, Ga-Dembele et de Ga-Duru pour le bon déroulement des travaux.

#### **II.4.6 PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU MILIEU ÉCONOMIQUE**

**64.** L'économie de la Guinée-Bissau est basée essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles. L'agriculture constitue la principale activité économique. La pêche, l'élevage, l'exploitation des forêts et le tourisme constituent des sous-secteurs importants de cette économie.

**65.** En effet, l'agriculture, la foresterie, la pêche et l'élevage représentaient 40,3 % du PIB en 2010<sup>5</sup>. Quant au commerce de produits alimentaires et agricoles, il représentait la première activité génératrice de revenus en Guinée-Bissau.

##### **II.4.6.1 Agriculture**

**66.** L'agriculture est le pilier de l'économie de la Guinée-Bissau, source de revenus pour 85 % de la population. Elle fournit 50 % du PIB, 80 % de l'emploi et plus de 98 % des exportations et est constituée essentiellement par les petits producteurs familiaux, estimés à près de 120.000 exploitants, réalisant 90 % de la production de biens et services provenant du secteur rural<sup>6</sup>.

<sup>5</sup>Étude relative à la formulation du programme d'actions détaillé de développement de la filière lait en zone UEMOA, annexe 4 : Guinée Bissau, UEMOA, avril 2013.

<sup>6</sup>Cadre de programmation pays 2014-2017 de la Guinée Bissau, Résumé exécutif.

#### **II.4.6.1.1 Anacardier**

**67.** L'anacarde constitue le principal produit d'exportation du pays. En effet, la filière acajou constitue la première activité génératrice de revenu en termes de commercialisation de la production agricole avec 95 % des exportations et 17 % des recettes de l'État<sup>7</sup>. Elle touche essentiellement le monde rural.

**68.** Toutefois, seuls 4 % de la production sont transformées au niveau national, le reste étant exporté sous forme de noix brute.

**69.** L'anacarde, tout en occupant 47 % des superficies cultivées et impliquant 80 % des populations rurales dans les activités agricoles, est un secteur stratégique de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

**70.** La production d'anacardes joue un rôle central dans la vie économique du pays de façon générale et en particulier chez les ménages. En effet, elle permet aux producteurs et aux ménages de se procurer des revenus substantiels. La cueillette représente le principal pic de travail (mai à juin). Elle est assurée par les femmes et les enfants. La rémunération se fait souvent en nature sous la forme de faux fruits que les femmes transforment en boissons alcoolisées (vin et eau de vie).

**71.** La production et la commercialisation du cajou permettent aux paysans de se procurer entre autres du riz, principale denrée de consommation du pays.

**72.** Le tronçon de route du projet longe et traverse quelques plantations d'anacardiers comme le montre les photos ci-après.



Photo 1: Vue partielle des plantations d'anacardes longées (A) et traversées (B) par la route

**73.** Ainsi, le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) entraînera l'abattage de quelques pieds d'anacardes dans l'emprise. Les anacardiers abattus sont pris en compte dans le Plan Succinct de Réinstallation des PAP (PSR). Par ailleurs, le projet contribuera à faciliter l'évacuation des productions d'acajous.

<sup>7</sup>DENARP, Septembre 2009.

#### ***II.4.6.1.2 Riziculture***

**74.** Le riz constitue l'aliment de base de plus de 95 %<sup>8</sup> de la population bissau-guinéenne et un des principaux produits d'échanges. En dehors de ces aspects nutritionnels et économiques, cette denrée a aussi un rôle principal sur les plans social et religieux.

**75.** Vendu ou troqué, le riz permet d'acheter les produits de premières nécessités, de scolariser les enfants, de s'occuper des problèmes de santé, d'accroître le cheptel, etc.

**76.** La demande en riz augmente du fait de l'accroissement démographique. Cependant, la production reste relativement faible, ne couvrant que 47 % de la consommation nationale. Or le pays dispose d'un potentiel important en riziculture irriguée dont 106 000 ha pour le riz de mangroves et 200 000 hectares pour le riz de bas-fonds.

**77.** Lors des séances de consultations publiques, les participants ont noté la présence de potentialité en production de riz (des centaines d'hectares de bas-fonds). Ils souhaitent que ces sites soient aménagés pour permettre aux jeunes et femmes de produire du riz. En outre, les batteuses et décortiqueuses de riz font partie des besoins exprimés par ces participants.

#### ***II.4.6.1.3 Autres cultures céréales***

**78.** Les céréales cultivées en saison pluviale, maïs, mil, sorgho, fonio et niébé font partie des systèmes de production extensifs, essentiellement basés sur le "cycle" défrichement - brûlis - culture - jachères.

#### ***II.4.6.1.4 Oléagineux***

**79.** Les caractéristiques climatiques et pédologiques sont particulièrement favorables à la culture d'arachide dans la Région de Tombali. En effet, la production totale d'arachide de cette Région représente près de 45 % de l'ensemble du pays.

**80.** Une partie de la production est consommée dans le pays sous forme de pâte et d'huile, l'autre partie étant commercialisée dans les zones frontalières avec le Sénégal et la Guinée Conakry.

#### ***II.4.6.1.5 Racines et tubercules***

**81.** Igname, patate et manioc sont essentiellement produits dans les zones du projet. Bien que considérées comme des cultures secondaires, ces racines et tubercules (igname, patate, manioc) jouent un rôle important en matière de sécurité alimentaire et de revenus pour les ménages.

#### ***II.4.6.1.6 Productions fruitières***

**82.** Outre les noix de cajou, on note la production d'agrumes (citron et orange), de bananes, mangues, noix de palme, papayes, noix de cola, ananas et goyaves. Une partie de ces fruits est consommée au niveau local et l'autre partie est exportée.

---

<sup>8</sup> DENARP II 2011-2015, Juin 2011, P76.



**83.** La Région de Tombali fait partie des principales régions productrices de ces types de fruits hors mis la production d'anacarde.

**84.** Le projet entrainera l'abattage d'arbres fruitiers dans l'emprise. Ces arbres sont pris en compte dans le Plan Succinct de Réinstallation des PAP. Par ailleurs, le projet contribuera à faciliter l'évacuation des productions fruitières.

#### ***II.4.6.1.7 Palmier à huile***

**85.** Le palmier à huile intervient dans l'alimentation (huile) des populations locales. Il constitue aussi pour elle une source importante de revenus (vente de noix, d'huile de palm, de savon d'huile de palm), la demande étant importante dans certains pays voisins comme le Sénégal, la Gambie et la Guinée Conakry.

**86.** Le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) entrainera l'abattage de quelques palmiers dans son emprise. Les propriétaires des palmiers abattus sont pris en compte dans le Plan Succinct de Réinstallation des PAP (PSR/PAP).

#### ***II.4.6.1.8 Maraîchage***

**87.** Les activités de maraîchage ne sont pas très développées dans les localités directement concernées par le projet. Cependant, la zone possède les conditions édapho-climatiques lui permettant de pratiquer ces activités pouvant contribuer à la sécurité alimentaire, à l'amélioration et à la diversification de l'alimentation.

**88.** Seuls deux sites potagers sont empiétés par le projet à la traversée de la localité de Gadembele. Leurs propriétaires ont été pris en compte dans le PSR/PAP.

#### **II.4.6.2 Élevage**

**89.** De façon générale, l'élevage en Guinée-Bissau contribue pour 17 % au PIB et pour 32 % au Produit Agricole. Selon le dernier recensement du cheptel, il ressort que le capital cheptel s'établit en valeur à 194 milliards FCFA<sup>9</sup>.

**90.** L'élevage sédentaire extensif de petits et gros ruminants est le mode dominant dans les localités concernées par le projet. Quant à la transhumance concernant surtout les bovins, elle est pratiquée par des éleveurs venant des pays voisins, surtout la Guinée Conakry.

**91.** Bovins, ovins, caprins, porcins et volailles (poulet, canard, pintade) sont les principales espèces d'animaux élevées dans la zone du projet.

#### **II.4.6.3 Pêche**

**92.** Si la Guinée Bissau de façon générale offre de bonnes conditions naturelles pour le développement des ressources halieutiques, elle n'a cependant pas une grande tradition de pêche.

---

<sup>9</sup> Étude relative à la formulation du programme d'actions détaillé de développement de la filière lait en zone UEMOA, annexe 4 : Guinée Bissau, UEMOA, avril 2013.

**93.** Les activités de pêche sont très peu développées dans les localités concernées par le projet. En effet, elles se limitent à une pêche artisanale sur certains points d'eau.

#### **II.4.6.4 Chasse**

**94.** Les ressources fauniques sont assez importantes en Guinée Bissau et en particulier dans la Région de Tombali.

**95.** La chasse est pratiquée pour la consommation familiale mais également pour la recherche de revenus. Elle est ouverte du 1<sup>er</sup> novembre au 30 mai de chaque année. Quelques activités de braconnage, mettant la ressource en péril sont notées.

#### **II.4.6.5 Exploitations forestières**

**96.** Le bois est exploité sous forme de bois d'œuvre (planche, meubles) et de bois d'énergie (bois de chauffe, charbon). La recherche de revenus contribue à une surexploitation des forêts entraînant ainsi leurs dégradations et réductions progressives. En effet, on note une baisse de 30 % des surfaces de forêts sub-humides denses de Tombali.

#### **II.4.6.6 Industrie**

**97.** Malgré la disponibilité en ressources naturelles, l'industrie Bissau guinéenne qui ne représente que 15 % du PIB se limite à la transformation de matière première et à la fabrication de produits de consommation courante (brasserie, fabrication de jus de fruits, huile d'arachide, matériaux de construction, etc.). Elle est quasi inexistante dans les localités traversées par le tronçon de route Boké-Québo (23 km).

#### **II.4.6.7 Mines**

**98.** La Guinée Bissau regorgerait de potentialités en ressources minières inexploitées : pétrole offshore, bauxite et du phosphate, zinc, cuivre, argile, sables, etc.

#### **II.4.6.8 Commerce**

**99.** Le secteur du commerce dominé par le secteur informel, occupe surtout les jeunes et les femmes. En effet, de façon générale les femmes apportent une contribution certaine à la croissance économique à travers ce secteur. Selon l'ILAPII/2010, 77,10 % des femmes actives sont occupées dans le secteur primaire et près de 23,0 % dans le secteur tertiaire, dont 12 % pour le seul sous-secteur commerce.

**100.** Dans la zone concernée par le projet, la vente et/ou l'achat des produits agro-pastoraux et manufacturés se font non seulement dans les localités comme Buba, Québo, mais, aussi dans les pays voisins comme la Guinée-Conakry, la Gambie et le Sénégal.

**101.** La vente des produits agro-pastoraux procure aux ménages des revenus plus ou moins importants. Elle contribue aussi à l'économie locale, nationale et à la création d'emplois.

**102.** L'exécution du projet va contribuer à développer les activités commerciales dans la zone du projet.

#### **II.4.6.9 Services bancaires et financiers**

**103.** Il n'existe pas de systèmes bancaires ni d'institutions d'épargne et de crédits dans les localités et secteurs directement concernés par le projet. Ainsi, l'accès aux crédits agricoles constitue une contrainte majeure au développement des activités des producteurs.

#### **II.4.6.10 Tourisme, artisanat et hôtellerie**

**104.** En matière de tourisme et d'écotourisme, la Guinée Bissau regorge d'énormes potentialités : plage de sable, écosystème, faune et flore exubérantes, paysages, culturels, etc.).

**105.** Tenant compte des contraintes résultant de la saison des pluies, les périodes favorables aux activités touristiques, se situent entre les mois de novembre et mars, pouvant s'allonger jusqu'en avril et mai.

**106.** L'artisanat utilitaire (maçonnerie, poterie, vannerie, sculpture, etc.) est rencontré dans la zone du projet. Il constitue une source de création d'emplois et de revenus pour les populations.

**107.** En ce qui concerne l'hôtellerie, elle est quasiment inexistante dans les localités traversées par le tronçon de route du projet. Elle est surtout rencontrée dans les localités de Québo, Saltinho et Buba, mais très peu développée.

#### **II.4.6.11 Transport**

**108.** Le transport des personnes et des marchandises est très peu développé dans la zone du projet dû au mauvais état du tronçon de route Boké-Québo. Cette situation constitue une des contraintes majeures au développement du transport terrestre, des échanges économiques, à l'enlèvement des productions. Les localités traversées sont desservies par quelques transporteurs.

#### **II.4.6.12 Télécommunication et organes de presse**

**109.** La télécommunication est plus ou moins développée dans les localités traversées par le tronçon de route du projet due à l'introduction de la téléphonie cellulaire. En effet, des réseaux cellulaires comme Orange et MTN couvrent certaines localités traversées. Cependant, la difficulté d'accès à l'énergie électrique constitue l'une des contraintes majeures au développement de cette téléphonie mobile.

**110.** Sur le plan radiophonique, les émissions de la radiodiffusion nationale (RDN) et de certaines radios privées couvrent les localités traversées par le projet.

**111.** Ces outils de communication peuvent être utilisés dans les activités d'information et de sensibilisation des populations locales relatives à la question de libération des emprises, des indemnisations des personnes et de leurs biens affectés, au développement socio-économique, à la conservation et à l'utilisation durable des ressources naturelles.

## **II.4.7 CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES**

### **II.4.7.1 Niveau de pauvreté**

**112.** Le niveau de développement humain en Guinée Bissau reste toujours faible et précaire selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). En effet, les instabilités politiques depuis plusieurs décennies n'ont pas permis de créer les meilleures conditions de mise en place des politiques publiques ambitieuses et durables.

**113.** Selon le rapport mondial du PNUD sur le développement, la Guinée Bissau avec son Indicateur de Développement Humain (IDH) de 0,289 est classée au 164 rang sur un total de 169 pays<sup>10</sup>. Les facteurs qui plombent ce faible niveau de l'IDH, sont la pauvreté, la faiblesse des opportunités de revenus, l'accès et la qualité des services de santé ayant aussi un impact sur l'espérance de vie (48,6 ans).

**114.** Selon les résultats de l'Enquête Légère pour l'Évaluation de la Pauvreté (ILAP), les taux de pauvreté absolue (revenu inférieur à 2\$ par jour) et extrême (revenu inférieur à 1\$ par jour) sont respectivement de 64,70 % et 20,80 % de la population en Guinée Bissau.

**115.** La profondeur de la pauvreté estimée sur la base de la pauvreté extrême, est respectivement de 19,80 % pour le Secteur Autonome de Bissau et de 26,40 % pour les autres Régions.

**116.** L'évaluation de la pauvreté faite en 2002 révèle que les pauvres en Guinée Bissau sont pour l'essentiel jeunes (80% entre 15 et 35 ans). L'analyse par genre montre que la pauvreté touche davantage les femmes que les hommes. La proportion de pauvreté absolue (2\$US/jour/personne) pour les femmes chefs de ménages est de 56,30 % à Bissau et de 70 % dans les Régions. Pour les hommes chefs de ménages, elle est de 48,80 % à Bissau et de 76,50 % dans les Régions. S'agissant de la pauvreté extrême (1\$US), la proportion pour les femmes chefs de ménages est de 15,50 % à Bissau et de 38,70 % dans les Régions. Celle des hommes chefs de ménages est de 12,20 % à Bissau et de 40 % dans les Régions.

**117.** La pauvreté s'est aggravée entre 2002 et 2010. En effet, les résultats de l'enquête de 2010 (ILAPII) indiquent que 69,3 % des Bissau guinéens sont pauvres et 33 % extrêmement pauvres soit respectivement 5 et 13 % de plus qu'en 2002. Particulièrement à Bissau, elle est restée constante (51 %) alors qu'elle s'est aggravée dans les autres régions.

**118.** En ce qui concerne la pauvreté non monétaire, elle touchait 40 % de la population Bissau guinéenne en 2009. Cette pauvreté affectait 60,30 % de la population rurale et 8,40 % de la population urbaine<sup>11</sup>. La profondeur de la pauvreté (écart moyen en % par rapport au seuil de pauvreté) était de 5,70 % au niveau national, 8,80 % en milieu rural et 0,90 % en milieu urbain.

**119.** La plus faible incidence de la pauvreté non monétaire était observée au SAB avec seulement 2,60 % de la population touchée.

<sup>10</sup> DENARP 2011-2015, page 18, paragraphe 1.

<sup>11</sup> DENARP 2011-2015, page 8, paragraphe 4.

**120.** Ainsi, des gains même faibles dans l'amélioration des conditions d'habitat, d'accès à l'eau potable, de possession de biens durables, etc. pourraient se traduire par des changements importants sur l'incidence de la pauvreté.

#### **II.4.7.2 Source d'énergie**

**121.** L'électrification est quasi inexistante dans les localités traversées par le tronçon de route du projet. Seuls quelques localités comme Mampata, Buba, Quebo disposent temporairement de courant par jour.

**122.** Le pétrole, les bougies, le bois et le charbon, sont les autres sources d'énergie exploitées par les populations locales pour l'éclairage et la cuisson. Les femmes procèdent au ramassage et à la commercialisation de ces sources d'énergie. Il est constaté une production importante de charbon de bois à travers l'abattage des arbres. Ce qui contribue à une dégradation accélérée des ressources forestières.

#### **II.4.7.3 Habitat**

**123.** Comme précédemment annoncé, dans les localités traversées par le projet, on rencontre essentiellement des habitations traditionnelles construites en banco avec des toitures en chaume ou en tôles s'étendant parfois le long de la route du projet.

**124.** Dans le cadre du présent projet, quelques maisons localisées dans l'emprise du projet seront expropriées. Cet aspect est pris en compte dans le PSR/PAP.

#### **II.4.7.4 Accès à l'eau potable et assainissement**

**125.** Les résultats de l'enquête approfondie sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages ruraux en Guinée Bissau de Novembre/décembre 2010 montrent que le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural est de 49 % avec de grandes disparités régionales.

**126.** Pour la Région de Tombali, le taux d'accès était de 43,50 %, soit 43 % en saison sèche et 44 % en saison de pluie. Cependant, la réalité sur le terrain est tout autre. En effet, dans la plupart des localités traversées par le projet, il est noté par les populations locales une insuffisance en approvisionnement en eau potable.

**127.** Les populations locales s'approvisionnent essentiellement dans des puits traditionnels qu'elles ont-elles même réalisés. Ainsi, lors des consultations publiques, les participants ont souhaité que des forages soient réalisés pour les besoins des populations locales. Cet aspect est pris en compte dans le présent PGES.

**128.** En ce qui concerne l'assainissement, les indicateurs de 2010 de l'Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS) montrent que 5 % des ménages vivant dans le monde rural utilisent des installations sanitaires améliorées contre 35 % en milieu urbain. Ainsi, la nature reste le principal lieu d'aisance des populations en zone rurale. Ce qui constitue des risques sanitaires graves. Le principal mode d'évacuation des ordures ménagères est le dépotoir individuel dans la nature.

**129.** La prise en compte de sensibilisations dans le PGES à travers des séances d'éducatons environnementales et sociales de la présente étude permettront de minimiser les risques sanitaires graves pour les populations locales.

#### **II.4.7.5 Emploi**

**130.** En faisant référence au DENARP II arrivé à son terme en 2015, il ressort que la situation de l'emploi, surtout pour les jeunes ne s'est pas beaucoup améliorée. En effet, il est constaté que le taux d'occupation de la tranche de 15 à 24 ans était de 10,6 % en 2009, avec un taux de 4,6 % pour les femmes. Ainsi, avec le sous-emploi le taux de chômage est probablement autour de 30 %<sup>12</sup>.

**131.** De nos jours, la promotion de la création d'emplois fait partie de l'un des défis du Gouvernement de la Guinée Bissau. Ainsi, le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) va certainement contribuer à créer des emplois pour les populations locales, surtout pour les femmes et les jeunes.

#### **II.4.8 CONDITIONS DE VIE DES FEMMES DANS LA SOCIÉTÉ**

**132.** La contribution de la femme Bissau-guinéenne aux activités économiques, aux progrès sociaux et à l'équilibre de la cellule familiale est importante. En effet, cette contribution est essentielle à la scolarisation des enfants et à la santé des membres de la famille. En outre, sa responsabilité dans la réalisation des activités génératrices de revenus, travaux domestiques, la production rurale dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du commerce attestent du rôle évident et important qui est le sien dans tous les domaines de développement et de la croissance économique.

**133.** Cependant, malgré sa participation croissante dans tous les secteurs de la vie, la femme n'occupe pas encore toute la place qu'elle mérite dans la société bissau-guinéenne. Au niveau de la création de richesses par exemple, sa contribution est sous-estimée. En outre, un des problèmes que rencontrent les femmes, est le difficile accès à la terre. En effet, comme dans la plupart des sociétés bissau-guinéennes, l'accès à la terre est réservé aux hommes. Seules les veuves ont parfois le droit de gérer des terres pour le compte de leurs enfants. Aussi, la formation et l'éducation sont entre autres les domaines où les inégalités existent de façon marquante au profit des hommes.

**134.** La pauvreté touche davantage les femmes que les hommes. Ce qui conditionne et soumet les femmes à la prostitution, à l'exploitation, aux grossesses précoces, etc. Ainsi, dans le but d'améliorer leurs conditions de vie, le Gouvernement bissau-guinéen promeut la participation active de la Femme Guinéenne dans toutes les sphères de la vie sociale.

#### **II.4.9 DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT**

**135.** Il est noté une réduction du couvert végétal, la rareté voire la disparition de certaines espèces de la faune, l'érosion des sols, la dégradation des berges des cours d'eau dans la zone du projet de façon générale. Ainsi, les causes les plus importantes et profondes de dégradation de l'environnement découlent principalement des facteurs écologiques et humains. On retiendra entre autres :

---

<sup>12</sup> DENARP II, paragraphe 2, page 8.

- la déforestation anarchique pour les exploitations agricoles ;
- l'exploitation anarchique du bois d'œuvre et pour la carbonisation ;
- la pauvreté entraînant une exploitation anarchique des ressources naturelles ;
- les effets néfastes du changement climatique (insuffisance et mauvaise répartition des pluies) ;
- les feux de brousse ;
- la croissance rapide de la population entraînant des demandes de plus en plus élevées en ressources naturelles ;
- l'analphabétisme.

**136.** La réalisation de séances d'éducatives environnementales et sociales a été prise en compte dans le PGES de la présente étude pour contribuer à la prise de conscience chez les populations locales de la nécessité de la conservation et de l'utilisation durable de leurs ressources naturelles.

#### **II.4.10 CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

**137.** Le phénomène des changements climatiques se manifeste par un certain nombre d'effets néfastes dont :

- les possibilités d'augmentation des phénomènes d'inondation ;
- l'avancée de la sécheresse et de la désertification ;
- la dégradation des sols par l'érosion ;
- la dégradation du couvert végétal, etc.

**138.** Face à cette situation, la Guinée-Bissau a adopté des instruments de politique et de gestion dans les différents secteurs de développement dans lesquels sont définies les priorités de développement national qui ont une relation directe avec la problématique des changements climatiques. Ces priorités se trouvent également complétées et renforcées par des actions définies dans les cadres sous régional et régional.



### III. IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES POTENTIELS DU PROJET ET MÉCANISMES DE MINIMISATION DE LA RÉINSTALLATION

#### III.1 IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES POTENTIELS DU PROJET

##### III.1.1 IMPACTS NÉGATIFS POTENTIELS DU PROJET

**139.** Les travaux de construction et de bitumage du tronçon de la route Boké-Québo (23 km), vont entraîner des expropriations dans l'emprise. Ce qui va ainsi engendrer des impacts sociaux négatifs en termes de libération de cette emprise.

**140.** Les résultats des enquêtes effectuées dans l'emprise du tronçon de la route du projet donnent un total de 170 PAP.

**141.** Les photos ci-après présentent quelques types de biens affectés dans l'emprise du projet.



Photo 2: Aperçus d'une maison en banco tôle (A) et d'une maison en banco toit en chaume (B)



Photo 3: Aperçus du centre de santé communautaire de Balana en ruine (A) et du forage en panne du centre de santé communautaire de Ga-Dembele (B)





Photo 4: Aperçus de plantation d'anacardes (A) et de plantation de manguiers (B) dans l'emprise de la route



Photo 5: Aperçus de plantation d'orangers (A) et de plantation de bananiers (B) dans l'emprise de la route

**142.** Les impacts socio-économiques négatifs des travaux de construction et de bitumage du tronçon de la route Boké-Québo (23 km) sont principalement :

- la destruction et/ou l'expropriation de biens socio-économiques. Ce sont entre autres :
  - ✓ 5714,7301 m<sup>2</sup> de maisons,
  - ✓ 7 puits traditionnels,
  - ✓ 2 forages non fonctionnels,
  - ✓ 5137 anacardiens,
  - ✓ 687 manguiers,
  - ✓ 1145 bananiers,
  - ✓ 697 palmiers,
  - ✓ 117 orangers, etc.
- la destruction d'environ 11 ha de forêt sèche et de 0,3 ha de forêt galerie dans l'emprise du tronçon de la route du projet ;
- les risques de développement de maladies respiratoires (toux, crises d'asthme, irritations de bronches, sensations d'étouffement) et oculaires (irritations) chez les ouvriers, les usagers des tronçons de voiries et les populations riveraines dus aux soulèvements de poussières par la circulation des véhicules et engins, décapage, terrassement, etc. ;

- les contaminations par les IST et le VIH/SIDA et les grossesses non désirées dus à la présence et aux comportements sexuels à risques du personnel de chantier et des populations riveraines ;
- la destruction en profondeur du profil initial des sols sur toutes les surfaces des excavations, tassements marginaux, constitution de sites d'érosion au niveau des zones d'emprunt non remises en état ;
- la pollution des eaux de surface et des sols par les déchets liquides (hydrocarbures, les huiles de vidanges usagées, les eaux usées, etc.) et solides (gravats, filtres usés, pneus usés, etc.) de chantier issus des sites de stockage de déblais, remblais, tous venants, déversements d'hydrocarbures, vidanges des engins, base-vie, mise en œuvre de béton, moellons, etc. ;
- les risques d'accidents pendant les travaux avec le personnel de chantier, les usagers et les riverains du tronçon de route du projet et les populations locales de façon générale dus à la circulation des véhicules et engins de chantier ;
- les risques d'accidents et perturbation de la circulation sur le tronçon de route aménagé dus à l'occupation anarchique des abords du tronçon de route bitumé, au non respect du code de la route par les usagers et les excès de vitesse.

### III.1.2 IMPACTS POSITIFS POTENTIELS DU PROJET

**143.** Le projet de construction et de bitumage du tronçon de la route Boké-Québo (23 km) aura aussi des impacts positifs. Au nombre de ces impacts, on peut retenir entre autres :

- la facilitation de la circulation, la réduction de pertes de temps pour les usagers, l'amélioration du confort de circulation et réduction des coûts de consommation du carburant ;
- l'arrêt des émissions de poussières par la circulation des véhicules et réduction des maladies respiratoires et oculaires due au bitumage du tronçon ;
- le reboisement de 50 ha de forêts en compensation de celles détruites dans l'emprise ;
- la contribution à l'absorption du CO<sub>2</sub> dégagé dans la ville par les plantations d'arbres proposées dans le cadre du projet ;
- la réduction de l'expansion de poussières sur la végétation riveraine souvent cause de la perturbation de la photosynthèse des plantes et amélioration de la production végétale ;
- la facilitation des évacuations sanitaires ;
- la réduction des risques de propagation des IST et du VIH/SIDA, des grossesses non désirées, excisions, des mariages précoces due aux séances de sensibilisations ;
- l'amélioration de la santé et du cadre de vie des populations riveraines par la réduction de la prolifération des vecteurs du paludisme due au drainage des eaux pluviales par les ouvrages d'assainissement réalisés ;
- la réduction des dépenses sur la santé de la population locale par la réduction de la prolifération des vecteurs de maladies due à un meilleur assainissement dans les localités traversées par le projet ;
- le développement d'activités économiques le long du tronçon bitumé, l'amélioration des retombées économiques pour les commerçants et réduction du niveau de pauvreté ;
- le développement des activités génératrices de revenus des femmes et réduction de la pauvreté entraînant une amélioration de leurs conditions de vie dû au développement du transport et à la facilitation des acquisitions et évacuations de produits ;

- l'amélioration de la qualité de vie et du bien être des populations due aux retombées économiques du projet entraînant une réduction du niveau de pauvreté.

### **III.1.3 PRINCIPALES MESURES DE COMPENSATION DES IMPACTS NÉGATIFS DU PROJET**

**144.** Ce PSR propose des indemnisations, des compensations et/ou des mesures d'accompagnement pour la perte :

- de bâtiments à usage d'habitation,
- de bâtiments à usage commercial,
- d'infrastructures sociales (forages, centres de santé communautaire),
- d'arbres fruitiers et non fruitiers (anacardes, manguiers, orangers, cassia, etc.).

### **III.2 MÉCANISMES DE MINIMISATION DE LA RÉINSTALLATION**

**145.** L'une des principales exigences en matière de déplacement de populations est de minimiser dans la mesure du possible, l'expropriation de terres et la réinstallation involontaire en étudiant les alternatives viables lors de la conception du projet.

**146.** Le cas idéal qui consiste à pouvoir éviter le déplacement involontaire ne peut être rempli qu'exceptionnellement, mais au cas où un déplacement forcé est inévitable, il faudra examiner toutes les alternatives possibles du projet en question pour réduire le nombre de personnes à déplacer, et pour réduire la nécessité d'une compensation en général.

**147.** Quelques alternatives ont été donc analysées pour minimiser les impacts susceptibles d'engendrer un déplacement de populations. Parmi ces alternatives, on peut noter principalement le respect du tracé existant dans la mesure du possible, la limitation des travaux dans les emprises utiles et l'information des personnes concernées, etc.

**148.** La décision de respecter au maximum le tracé existant et l'emprise utile des travaux a permis par exemple de minimiser l'expropriation d'infrastructures socio-économiques à la traversée de certaines localités.

**149.** La proposition de la localisation des sites de carrières et des zones d'emprunt dans des espaces libres de toute activité de production et ne présentant aucune sensibilité environnementale permettra d'éviter des expropriations additionnelles et de réduire les impacts négatifs sur les milieux biophysiques.

**150.** Par ailleurs, le Consultant recommande que la base de chantier ne soit pas implantée sur des espaces exploités par les populations locales et que la préférence soit accordée aux zones ne présentant aucune potentialité.



## IV. PRINCIPE, OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION ET PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

---

### IV.1 PRINCIPE DU PLAN D'ACTION DE LA RÉINSTALLATION ABRÉGÉ

**151.** Le principe fondamental du PSR est d'éviter de porter préjudice aux populations locales affectées par le projet. En effet, le projet peut entraîner un appauvrissement de la tranche de populations affectée. Même en étant entrepris comme un projet d'intérêt public, la détérioration des conditions de vie d'une partie de la population ne contribue ni à la réduction de la pauvreté ni au développement de l'ensemble des citoyens.

**152.** Conformément à ce principe, la réinstallation doit toucher le minimum possible de personnes et les PAP doivent être impliquées dans la mise en œuvre du projet qui les affecte. Par ailleurs, le projet tout en consultant les populations affectées, doit assurer un dédommagement juste et équitable des pertes subies.

**153.** Une assistance devra être apportée à ces personnes dans leurs efforts visant à l'amélioration de leur niveau de vie ou à la restauration de leurs conditions antérieures d'existence.

**154.** Il convient de souligner que la réinstallation étant une solution ultime, l'objectif fondamental demeure toujours de déplacer le moins de personnes, en tenant compte de la conjonction des facteurs techniques, environnementaux et économiques.

**155.** Par ailleurs, il faut noter que la politique de la BAD prône la prise en compte des dimensions sociales, culturelles et les aspects économiques dans les réinstallations. Elle adopte aussi une vision progressiste de la communauté et de la propriété commune qui soulignent la nécessité cruciale de maintenir la cohésion sociale, les structures communautaires et les interactions sociales des liens que la propriété commune prévoit.

### IV.2 OBJECTIFS DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION

**156.** Conformément aux exigences de la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO 2) de la BAD, les objectifs visés par le présent PSR visent la prise en compte des principes fondamentaux de la Politique de Réinstallation Involontaire en vigueur à la Banque, à savoir :

- (i) la nécessité de fournir une compensation au coût intégral de remplacement ;
- (ii) l'importance de parvenir à une réinstallation qui améliore le niveau de vie, la capacité de génération de revenus et l'ensemble des moyens de subsistance, et ;
- (iii) la nécessité de s'assurer que les aspects potentiels des considérations sociales telles que le genre et l'âge ne désavantagent pas les personnes particulièrement affectées par le projet.

### IV.3 INFORMATIONS ET CONSULTATIONS PUBLIQUES

**157.** Dans le cadre de la présente étude, les populations locales ont été informées et consultées. En effet, les populations de Ga-Duru, Ga-Dembele et Balana ayant plus d'infrastructures sociales affectées par le projet ont été consultées.

**158.** Les photos ci-après montrent les participants de Ga-Dembele et de Balana aux consultations publiques.



Photo 6: Vue partielle des participants aux informations et consultations publiques de Balana (A) et de Ga-Dembele (B)

**159.** Cette approche participative a eu pour but de leur présenter le projet et de prendre en compte leurs préoccupations et suggestions en vue d'une meilleure insertion du projet dans son milieu.

**160.** Au cours de ces consultations, le Consultant a présenté :

- sommairement le projet ;
- les principaux impacts négatifs et positifs du projet ;
- les mesures environnementales et sociales préconisées pour atténuer, supprimer ou compenser les impacts négatifs et pour bonifier les impacts positifs.

**161.** Par la suite, les participants ont largement été écoutés. Tout en adhérant au projet, ils ont souhaité que celui-ci voit jour le plus rapidement possible pour le bonheur des populations locales. En outre, ils ont émis un certain nombre de souhaits à prendre en compte dans le projet. Ce sont :

#### **Consultation publique de Ga-Duru**

- la construction d'une école dans le village,
- l'aménagement d'un terrain de football pour les jeunes,
- la construction d'un centre de santé,
- la construction d'un marché,
- la réalisation d'un forage,
- Il est strictement interdit aux étrangers d'enceinter les femmes de la localité ;
- l'interdiction strictement aux étrangers de frapper un enfant de la localité,
- l'indemnisation des biens et la réinstallation des personnes affectées,



- l'accompagnement avec du matériel de sport (chaussures, ballons, maillots, etc.),
- le recrutement de la main d'œuvre locale pour les travaux,
- l'acquisition de décortiqueuses de riz pour les femmes.

### **Consultation publique de Ga-Dembel**

- la réalisation effective du projet après plusieurs années de promesses,
- l'aménagement d'un marché,
- l'acquisition de décortiqueuses de riz pour les femmes,
- la construction d'un magasin de stockage de produits,
- la construction d'une maison de la femme,
- la réalisation de forages,
- l'acquisition d'une ambulance pour faciliter les évacuations sanitaires ;
- la construction d'un centre de santé,
- l'acquisition d'une presse à huile de palme,
- l'acquisition d'une presse à huile à manioc,
- la formation des femmes dans le domaine de la couture,
- le recrutement de la main d'œuvre locale pour les travaux,
- la construction d'un centre de formation des jeunes sur les nouvelles technologies,
- l'aménagement de bas-fonds pour la production agricole des populations locales,
- l'aménagement d'un terrain de football pour les jeunes,
- la construction d'un centre culturel,
- l'indemnisation des biens impactés et la réinstallation des personnes affectées,
- l'interdiction stricte au personnel de chantier de courtiser les femmes de la localité.

### **Consultation publique de Balana**

- la construction d'une école,
- la construction d'une mosquée,
- la réalisation de forages,
- la construction d'un centre de santé,
- l'acquisition d'un moulin à grain,
- l'aménagement d'un terrain de football pour les jeunes,
- la formation des femmes en couture,
- la formation des populations locales en meilleures pratique agricole,
- le recrutement de la main d'œuvre locale pour les travaux.

**162.** Les procès-verbaux des séances d'informations et de consultations publiques sont en annexe 2 du présent rapport.

## V. CADRE JURIDIQUE, RÉGLEMENTAIRE ET PROCÉDURES APPLICABLES AU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION

### V.1 CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE DE LA GUINÉE BISSAU

#### V.1.1 CONSTITUTION DU 16 MAI 1984

**163.** Dans la constitution de la Guinée Bissau, un certain nombre de préoccupations majeures sont prises en compte pour un développement socio-économique et environnemental harmonieux. Ainsi, l'Article 10 de la constitution stipule que : *" Sur sa zone économique exclusive, définie par la loi, l'État de Guinée-Bissau exerce sa compétence exclusive en vue de la conservation et l'exploitation des ressources naturelles vivantes et non vivantes"*.

**164.** (i) la propriété de l'État, patrimoine commun à tout le peuple, (ii) la propriété coopérative, organisée sur la base du libre consentement, qui a rapport à l'exploitation agricole, à la production de biens de consommation, à l'artisanat et autres activités déterminées par la loi et (iii) la propriété privée qui a rapport aux différents biens de l'État, sont les formes de propriétés reconnues en Guinée-Bissau (Alinéa 1, Article 12).

**165.** Sont propriété de l'État, le sol, le sous-sol, les eaux, les richesses minérales, les principales sources d'énergie, les richesses forestières, les moyens de base de la production industrielle, les moyens d'information et de communication, les banques, les assurances, les infrastructures et les moyens fondamentaux de transport (Alinéa 2 de l'Article 12). Cependant, l'État peut concéder aux coopératives et à d'autres personnes morales, individuelles ou collectives, l'exploitation de la propriété de l'État du moment que ces concessions servent l'intérêt général et qu'elles augmentent les richesses sociales (Alinéa 3 de l'Article 13).

**166.** L'État préserve et défend le patrimoine culturel du peuple, dont la valorisation doit servir au progrès et à la sauvegarde de la dignité humaine (Article 17).

**167.** Le travail est un droit et un devoir pour tout citoyen (Alinéa 1, Article 36). Ainsi, celui qui travaille a droit à la protection, sécurité et l'hygiène dans le travail (Alinéa 1, Article 37).

**168.** Par ailleurs, il est noté à l'Article 24 que l'homme et la femme sont égaux devant la loi dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle.

**169.** La Constitution évoque également la question de la santé publique. Elle a pour but de promouvoir le bien-être physique et mental de la population et son intégration équilibrée dans le milieu socio-écologique dans lequel elle vit. La santé publique doit s'orienter vers la prévention et viser à la socialisation progressive de la médecine et des secteurs médico-pharmaceutiques (Article 15).

#### V.1.2 LOI N° 5/98 SUR LE FONCIER

**170.** La Guinée-Bissau s'est caractérisée tout au long de son histoire par la présence constante de deux sources de légitimité et de deux modèles d'institutions:

- la légitimité coutumière, sur laquelle se fonde tout un ensemble de règles et de coutumes, appelées de droit traditionnel. Ce système constitue le support pour la

majorité de la population, et il s'appuie, du point de vue institutionnel, sur le "chefado da tabanca" (les institutions indigènes du pays) ;

- la légitimité publique, sur laquelle se base le droit de l'État, dit moderne dont émane des règles et institutions spécifiques, notamment le service de cadastre national.

**171.** Depuis un certain nombre d'années, le pays a choisi de libéraliser son économie et a donc entamé des réformes fondamentales, notamment, en application de l'option de désengagement de l'État des activités productives. Ceci se traduit par un transfert progressif de l'utilisation de la terre de l'État aux personnes individuelles et collectives.

**172.** Il était donc nécessaire d'élaborer une législation foncière plus conforme aux besoins du pays, autorisant et garantissant les investissements. Une nouvelle loi a donc été préparée. Cette nouvelle loi adoptée en 1998 (Loi N° 5/98 du 23 avril 1998) et qui modifie en profondeur la logique de l'appropriation de la terre s'est fixée trois grands objectifs à savoir :

- garantir la terre aux communautés locales ;
- incorporer le régime coutumier de la terre dans le droit, ainsi que les institutions qui le représentent ;
- encourager l'investissement dans la terre à travers la création d'une valeur marchande de la terre.

**173.** La Loi N° 5/98 du 23 avril 1998 a consacré le droit d'usage coutumier de la terre avec quelques innovations. Ainsi, un régime nouveau dit de "concession de la terre", qu'elle soit urbaine ou rurale permet de reconnaître un usage "perpétuel" (définitif ou temporaire).

**174.** Une autre innovation de cette nouvelle loi consiste dans la création du mécanisme d'impôts qui vise entre autres, à augmenter l'efficacité de l'usage de la terre, de décourager la constitution ou le maintien de grandes propriétés traditionnelles sur lesquelles l'usufruitier n'a pas la capacité de lui donner une rentabilité économique.

**175.** Cette loi sur le foncier constitue la base légale de la procédure d'expropriation et de compensation en Guinée Bissau. Elle institue une procédure dite d'expropriation pour cause d'utilité publique, sous réserve d'une juste et préalable indemnisation.

## V.2SO 2 DE LA BAD : RÉINSTALLATION FORCÉE : ACQUISITION DE TERRES, DÉPLACEMENT ET INDEMNISATION DES POPULATIONS

**176.** Elle consolide les conditions et engagements politiques énoncés dans la politique de la Banque sur la réinstallation involontaire et intègre un certain nombre d'améliorations destinées à accroître l'efficacité opérationnelle de ces conditions.

**177.** En outre, la SO met en évidence les principes fondamentaux de la Politique de Réinstallation Involontaire en vigueur à la Banque, à savoir :

- (i) la nécessité de fournir une compensation au coût intégral de remplacement ;
- (ii) l'importance de parvenir à une réinstallation qui améliore le niveau de vie, la capacité de génération de revenus et l'ensemble des moyens de subsistance, et ;
- (iii) la nécessité de s'assurer que les aspects potentiels des considérations sociales telles que le genre et l'âge ne désavantagent pas les personnes particulièrement affectées par le projet.

## VI. ÉLIGIBILITÉ, RECENSEMENT DES PERSONNES ET INVENTAIRE DES BIENS AFFECTÉS

### VI.1 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

**178.** Afin de faciliter la libération de l'emprise du projet, d'éviter tout conflit relatif au déplacement de PAP et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des PAP, tous les occupants recensés, qu'elles aient ou non des titres formels, des droits légaux ou des droits coutumiers, sont éligibles à l'indemnisation à la date d'identification et de recensement des personnes et de leurs biens affectés.

### VI.2 DATE D'ÉLIGIBILITÉ

**179.** La date butoir ou date limite d'éligibilité correspond à la fin de la période des opérations de recensement des personnes affectées et de leurs biens dans l'emprise du projet. Au-delà de cette date, l'occupation de l'emprise du projet ne peut plus faire l'objet d'un dédommagement. Cette date a été fixée du 29 mars 2018 au 02 avril 2018 pour le recensement des personnes et biens affectés.

**180.** Lors des consultations publiques et des recensements, il a été suggéré aux populations locales d'éviter l'occupation de l'emprise délimitée pour les travaux.

### VI.3 RECENSEMENT DES PERSONNES ET INVENTAIRES DES BIENS AFFECTÉS

#### VI.3.1 APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

**181.** Le Consultant a procédé dans un premier temps à l'identification de l'emprise définie pour le projet. Ainsi, a été considérée pour les recensements des personnes et de leurs biens affectés par le projet une emprise de 30 m.

**182.** Les travaux menés par les équipes topographiques en délimitant le tronçon de route du projet ont permis à l'équipe d'enquêteurs de mieux appréhender l'emprise concernée. Les photos ci-après montrent la délimitation du tronçon de la route par des bornes.



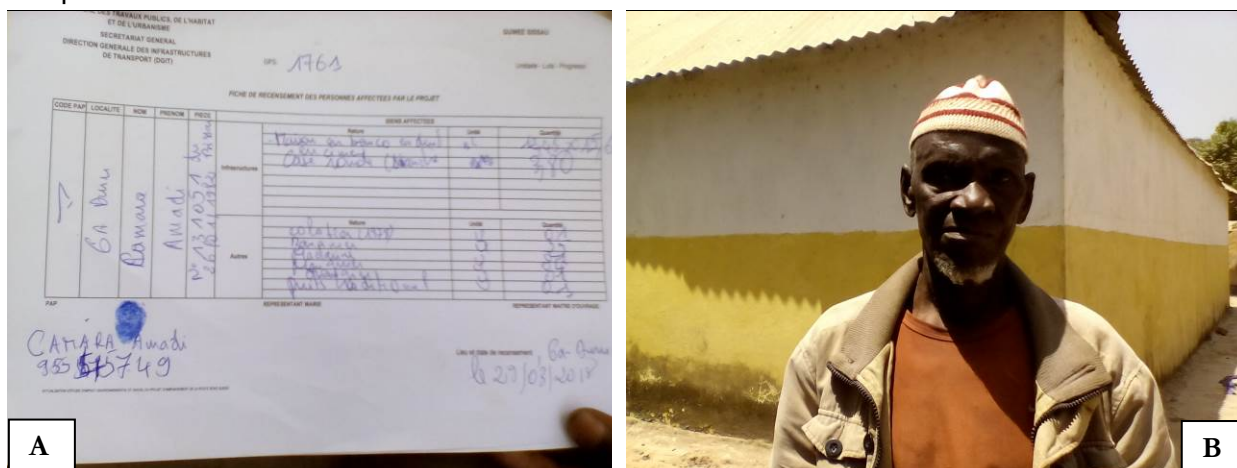
**Photos 7:** Aperçu de bornes permettant d'identifier l'emprise du tronçon de route à la traversée des localités de Ga-Duru (A) et de Ga-Dembele (B)



**183.** Il a été procédé par la suite à l'identification et au recensement des PAP et des biens affectés :

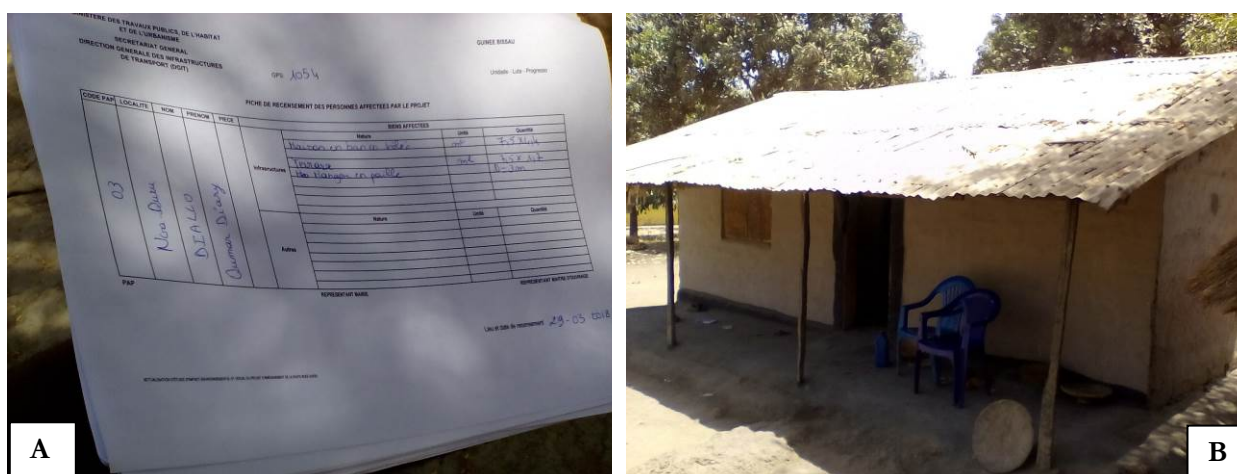
- à travers une fiche (voir fiche en annexe 3) ;
- en considérant la carte d'identité dont dispose la PAP (nom, prénom, n° pièce, lieu d'établissement) ;
- en définissant la nature du bien affecté (maison en banco, maison en parpaings, case ronde, arbres, etc.) ;
- en quantifiant le bien affecté (comptage du nombre, mesure des dimensions, etc.) ;
- en prenant le point GPS de chaque bien affecté ;
- en prenant le numéro téléphonique de la PAP si elle en dispose ;
- en prenant la photo de la PAP ou tout simplement celle du bien affecté (en cas d'absence du propriétaire).

**184.** Les photos ci-après montrent la fiche (A), la PAP et son bien affecté (B) dans l'emprise.



Photos 8: Photos de la fiche de recensement (A) et d'une PAP avec son infrastructure (B)

**185.** Quant aux photos ci-après, elles montrent la fiche (A) et le bien photographié (B) d'une PAP absente.



Photos 9: Aperçu de la fiche de recensement d'une PAP absente (A) et de son infrastructure affectée (B)

#### VI.4 PRINCIPAUX RÉSULTATS DES RECENSEMENTS DES PERSONNES ET DES BIENS AFFECTÉS PAR LE PROJET

**186.** Les résultats des enquêtes effectuées dans l'emprise du tronçon de la route Boké-Québo (23 km) concerné par le projet donnent 170 PAP.

**187.** En effet, la mise en œuvre du projet entraînera le déplacement d'infrastructures socio-économiques et de plantations d'arbres dans l'emprise du tronçon de la route.

**188.** Le tableau ci-après donne les quantités des biens affectés par nature et par localité traversée par le projet.



**Tableau n° 4 : Répartition des biens affectés dans l'emprise du tronçon de la route par nature et par localité traversée**

Types de biens affectés	Unité	Quantité										
		Ga-Duru	Gadembel	Balana	Dakarsinho	Tchangue Jaia	Boela 1	Boela 2	Dagala	Tchaimara	Mampata	Total
Maisons en banco tôlees enduit en ciment	m²	395,82			397,4							793,22
Maisons en banco tôlees	m²	980,21	940,64	211,48	21,5	234,64	16	493,38	166,69			3064,54
Maisons en banco non tôlees	m²	22,08		15,75		48,19			24,2			110,22
Maisons en banco toit en chaume	m²	136,98	281,4	81,35				40,47				540,2
Maisons en parpaings tôlees	m²		59,86	65,6								125,46
Maisons en paille	m²			30,09								30,09
Greniers en banco	U			1								1
Four en banco	U				1							1
Terrasse d'habitation cimentée	m²	207,82										207,82
Cases rondes	m²	281,89	141,6297	235,77	60,87	43,62		87,83				851,61
Case carré	m²	12,6										12,6
Hangars toits en chaume	m²	22,54	129,8095	46,34		14,52			22,75			235,9631
Hangars tôlees	m²	47,6			31,08	9						87,68
Manguiers	U	79	201	34	143	70	47	30	56	17	10	687
Bananières	U	590	192	3	72	100	10	102	76			1145
Anacardières	U	1099	458	881	493	322	289	182	771	247	395	5137
Palmiers	U	638	4		52		1		2			697
Orangers	U	9	32	16	6	6	30	6	4	4	4	117
Papayers	U	3	5							2		10
Citronniers	U		10	1	5							16
Goyavier	U	1	2					1		1		5
Tamariniers	U	2										2
Cassias	U			2								2
Colatiers	U	1		1								2
Jaca (langue locale)	U								2			2
Puits traditionnels	U	1	3		2			1				7
Mosquée en banco tôleée	m²	31,51	113,53							41,76		186,8
Forages non fonctionnels	U		2									2
Réservoir d'eau en parpaings	m²				3,62							3,617

Types de biens affectés	Unité	Quantité										
		Ga-Duru	Gadembel	Balana	Dakarsinho	Tchangue Jaia	Boela 1	Boela 2	Dagala	Tchaimara	Mampata	Total
Champs de maïs	m²	25										25
Jardins potagers (pieds de manioc)	U		25									25
Poulaillers	U			1								1
Clôtures en banco	m²		47,1									47,1
Douches	U		1									1
Toilettes	U	1			1							2

Source : Enquêtes de terrain, AGEIM-IC, mars 2018.

**189.** En faisant référence au tableau ci-dessus, particulièrement pour les habitations, ce sont au total 5714,73 m² de maisons qui seront affectés dans l'emprise du projet. Le tableau ci-après donne la répartition de la superficie des bâtis affectés par type et par localité.

**Tableau n° 5 : Répartition de la superficie des bâtis affectés par localité traversée par le projet**

Types de maisons affectées	Unité	Quantité										
		Ga-Duru	Gadembel	Balana	Dakarsinho	Tchangue Jaia	Boela 1	Boela 2	Dagala	Tchaimara	Mampata	TOTAL
Maisons en banco tolées enduit en ciment	m²	395,82			397,4							793,22
Maisons en banco tolées	m²	980,21	940,64	211,48	21,5	234,64	16	493,38	166,69			3064,54
Maisons en banco non tolées	m²	22,08		15,75		48,19			24,2			110,22
Maisons en banco toit en chaume	m²	136,98	281,4	81,35				40,47				540,2
Maisons en parpaings tolées	m²		59,86	65,6								125,46
Maisons en chaume	m²			30,09								30,09
Cases rondes	m²	281,89	141,6297	235,77	60,87	43,62		87,83				851,61
Cases carrés	m²	12,6										12,6
Mosquée en banco tolée	m²	31,51	113,53							41,76		186,8
<b>Total</b>	<b>m²</b>	<b>1861,07675</b>	<b>1537,0597</b>	<b>640,04475</b>	<b>479,7689</b>	<b>326,45</b>	<b>16</b>	<b>621,68</b>	<b>190,89</b>	<b>41,76</b>		<b>5714,7301</b>
	<b>%</b>	<b>32,57</b>	<b>26,90</b>	<b>11,20</b>	<b>8,40</b>	<b>5,71</b>	<b>0,28</b>	<b>10,88</b>	<b>3,34</b>	<b>0,73</b>		<b>100,00</b>

Source : Enquêtes de terrain, AGEIM-IC, mars 2018.

**190.** En faisant référence au tableau ci-dessus, ce sont les localités de Ga-Duru (32,57 %), de Ga-Dembel (26,90 %), Balana (11,20 %) et de Boela 2 (10,88 %) qui sont le plus affectés par le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 Km).

## VI.5 PRINCIPALES COUCHES SOCIO-PROFESSIONNELLES DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET

**191.** Les observations de terrain et l'analyse des données du recensement permettent de donner les informations relatives aux différentes couches socio-professionnelles des PAP dans le tableau ci-après.

**Tableau n° 6 :** Types, nombre et pourcentage des couches socio-professionnelles des PAP

	Agriculteur	Professeur	Élève	Militaire	Chauffeur	Forgeron	Commerce	Douanier
Nombre	63	01	01	02	04	01	01	01
Pourcentage	85,14	1,35	1,35	2,7	5,41	1,35	1,35	1,35

**192.** En faisant référence au tableau ci-dessus, on note que la majorité des PAP sont des agriculteurs (85,14 %).

## VII. ÉVALUATION DES INDEMNISATIONS, COMPENSATIONS ET ACCOMPAGNEMENTS DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET

### VII.1 FORMES DE COMPENSATIONS

**193.** Les formes de compensations sont données dans le tableau suivant :

**Tableau n° 7 : Formes de compensations préconisées**

Forme de compensations	Description
Paielements en espèces	La compensation sera calculée et payée dans la monnaie nationale selon les dispositions prises par le projet.
Compensation en nature	L'octroi de sites aux PAP pour la construction des maisons, des matériaux de construction, les jeunes plants, etc.
Assistance	L'assistance peut comprendre des allocations de déménagement, de transport, de main-d'œuvre, une aide alimentaire, etc.

**194.** Les terrains appartenant à l'État seront cédés gratuitement. Les biens appartenant à des personnes privées seront acquis à leur valeur d'échange. Le principe directeur est que, quiconque occupant un terrain à acquérir par le projet reçoive en échange un autre terrain de taille et de qualité égales.

**195.** La compensation des ménages et des individus se fera en espèces, en nature, et/ou à travers l'octroi d'aide.

**196.** Les versements des compensations soulèvent souvent des problèmes par rapport à l'inflation, la sécurité et le calendrier. L'un des objectifs de l'octroi de la compensation en nature est de réduire les poussées inflationnistes sur les frais des biens et services. L'inflation peut toujours survenir au niveau local. Aussi, les prix sur le marché devront-ils être surveillés au cours de la période pendant laquelle la compensation est en train de s'effectuer pour procéder à des ajustements des valeurs de la compensation.

**197.** Concernant le choix de la forme de compensation, l'expérience a montré que les compensations en espèces comportent de hauts risques pour les pauvres et les autres groupes vulnérables. Par contre, les couches les plus aisées préfèrent souvent les paiements en espèces car ils peuvent renforcer le capital de certaines de leurs activités.

**198.** Cependant, le Promoteur dans le cas du présent projet, laissera particulièrement le choix de la forme de compensation aux propriétaires d'habitations affectées. Il prendra soin d'insister auprès des groupes vulnérables pour qu'ils choisissent l'option comportant le moins de risque pour eux. L'un des objectifs de cette mesure est aussi de faire des personnes affectées, des participants actifs du processus de compensation et de recasement et non des victimes passives.

**199.** Pour les autres biens affectés (anacardiens, orangers, manguiers, etc.), il sera privilégié la compensation en espèces.

**200.** On veillera à donner un délai acceptable aux personnes affectées pour préparer et/ou s'installer sur le nouveau site qui leur a été octroyé.

**201.** Les populations affectées doivent être prioritaires dans les cibles des offres d'emplois du projet. D'autres mesures d'accompagnement peuvent être prises, comme par exemple un appui alimentaire aux populations les plus vulnérables.

## VII.2 PRINCIPES DE COMPENSATIONS ET BARÈMES DES COÛTS UNITAIRES DES BIENS AFFECTÉS

### VII.2.1 PRINCIPE DE COMPENSATIONS

**202.** Le tableau ci-après présente les principes et les mesures de compensations des PAP dans le cadre du projet de construction et de bitumage du tronçon de la route Boké-Québo (23 km).



**Tableau n° 8 : Principes et mesures de compensation préconisées dans le cadre du projet**

Type de biens affectés par le projet	Catégorie de PAP	Principes et mesures de compensation			Commentaires
		Options de compensation		Autres indemnités	
		En nature	En espèces		
Infrastructures (bâtiments)	Propriétaires	Néant	Valeur de remplacement à neuf en fonction du type de l'infrastructure	Néant	Néant
Infrastructures publiques	Communauté	Remplacement à neuf en fonction de la catégorie de l'infrastructure	Valeur de reconstruction à neuf	Néant	Choix du site par les populations locales
Puits traditionnels	Propriétaires	Néant	Valeur de reconstruction à neuf	Néant	Néant
Arbres fruitiers	Propriétaires	Néant	Coût unitaire de l'espèce de l'arbre tenant compte du barème arrêté dans le cadre de l'étude	Néant	Néant
Arbres non fruitiers	Propriétaires	Néant	Coût unitaire de l'espèce de l'arbre tenant compte du barème arrêté dans le cadre de l'étude	Néant	Néant
Assistance aux personnes vulnérables	Personnes vulnérables	Néant	Constitution de fond d'aide (fixation d'une somme forfaitaire)	Néant	La commission de mise en œuvre du PAR gèrera les situations cas par cas.

## VII.2.2 BARÈMES DES COÛTS UNITAIRES DES BIENS AFFECTÉS

**203.** À noter qu'au niveau national, il n'existe pas une grille précise sur les coûts unitaires de dédommagement des différents biens affectés par les projets. Les estimations sont faites sur la base de l'expérience des Consultants et sur les documents déjà existants à ce titre.

**204.** Ainsi, le tableau de l'annexe 15 donne les coûts unitaires des différents biens affectés dans l'emprise du projet de construction et de bitumage de la route Boké-Québo (23 km).

## VII.2.3 MÉTHODES D'ÉVALUATION DES COÛTS DES ACTIFS AFFECTÉS

**205.** Les méthodes de calcul des compensations reposent sur les principes de l'évaluation des pertes et les coûts de remplacement des biens perdus. Le tableau ci-après indique les éléments de base du calcul des biens affectés.

Tableau n° 9 : Matrice des éléments de calcul des compensations des biens affectés

Type de biens affectés	Catégorie de PAP	Éléments de base du calcul	Coût de Compensation (CC)
Infrastructures (bâtiments)	Propriétaires	Superficie du bâtiment (m²) : Sb Coût Unitaire du bâtiment : CU/Sb	CC = Sb x CU/Sb
Arbres fruitiers	Propriétaires	Coût Unitaire par espèce d'arbre fruitier : CU/esparbfr Nombre d'arbres de l'espèce fruitier : Nesparbfr	CC = CU/esparbfr x Nesparbfr
Arbres non fruitiers	Propriétaires	Coût Unitaire par espèce d'arbre non fruitier : CU/esparbnfr Nombre d'arbres de l'espèce non fruitier : Nesparbnfr	CC = CU/esparbnfr x Nesparbnfr
Puits traditionnels	Propriétaires	Coût Unitaire du puits : CU/puits Nombre de puits : Npuits	CC = CU/puits x Npuits
Forage fonctionnel	Propriétaires	Coût Unitaire du Forage fonctionnel : CU/Fofonc Nombre de forage fonctionnel : NFofonc	CC = CU/Fofonc x NFofonc
Forage fonctionnel non	Propriétaires	Coût Unitaire du Forage non fonctionnel : CU/Fononfonc Nombre de forage non fonctionnel : NFononfonc	CC = CU/Fononfonc x NFononfonc

## VII.3 ÉVALUATION DES COÛTS DE DÉDOMMAGEMENTS DES BIENS AFFECTÉS PAR LE PROJET

**206.** Le montant total de dédommagement des 170 PAP a été évalué à **quatre cent quarante-cinq millions six cent cinquante-trois mille soixante-six (445 653 066) FCFA**. Le tableau ci-après présente les montants totaux des indemnisations par localité traversée.

Tableau n° 10 : Matrice des éléments de calcul des compensations des biens affectés

Localités concernées	cout total compensation par localité
Ga-Duru	129 156 256
Ga-Dembel	101 892 118
Balana	50 829 347
Dakar Sinho	44 779 971
Tchangue Jaia	25 235 796
Boela 1	10 365 000
Boela 2	34 070 078
Dagala	30 300 300
Tchaimara	8 729 200
Mampata	10 295 000
<b>TOTAL</b>	<b>445 653 066</b>

**207.** Avant la mise en œuvre effective des travaux, le Maître d'Ouvrage par l'intermédiaire d'un Consultant Assistant actualisera la liste des PAP et de leurs biens affectés avant de procéder aux indemnisations.

**208.** La liste des PAP, les biens affectés et les coûts des compensations sont insérés de l'annexe 4 à l'annexe 14 du présent PSR.

## VIII. SÉLECTION, PRÉPARATION DES SITES DE RÉINSTALLATION, MESURES DE RÉINSTALLATION DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET

---

### VIII.1 SÉLECTION ET PRÉPARATION DES SITES DE RÉINSTALLATION

#### VIII.1.1 SÉLECTION ET PRÉPARATION DES SITES

**209.** Dans le cadre du présent projet, des expropriations majeures concerneront un certain nombre de personnes ayant des habitations dans l'emprise du tronçon de la route.

**210.** L'éventuelle réinstallation des PAP à déplacer tiendra compte de la disponibilité en eau potable, de la capacité d'assainissement des eaux de pluie et des eaux usées, de l'accessibilité et de la sécurité des populations.

**211.** Le Maître d'Ouvrage privilégiera une approche participative pour les expropriations majeures (habitations) en vue de trouver des solutions consensuelles avec les PAP. Cette approche devra débuter 4 à 6 mois avant le début des travaux afin de faciliter la libération de l'emprise.

#### VIII.1.2 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**212.** Les sites généralement destinés à la réinstallation de personnes déplacées, sont leurs milieux de vie actuels. Ce qui veut dire qu'en principe, les dispositions environnementales et sociales sont supposées acquises.

**213.** Néanmoins, il va sans dire que les espaces qui seront dévolus aux éventuelles PAP à réinstaller devront offrir un niveau d'acceptabilité environnementale et sociale qui ne nécessitera aucune mesure particulière.

#### VIII.1.3 INTÉGRATION DANS LES POPULATIONS D'ACCUEIL

**214.** La réinstallation des éventuelles PAP se fera dans des sites disposant d'espaces dans leurs milieux actuels de vie. Ce qui n'occasionnera pas de difficulté d'intégration.

**215.** En effet, en tant que membres de la communauté à part entière dans leurs localités respectives, les PAP n'auront à priori aucune difficulté pour intégrer leur milieu d'accueil.

### VIII.2 MESURES DE RÉINSTALLATION DES PERSONNES AFFECTÉES

**216.** Conformément au principe de l'OP 4.12 de la Banque Mondiale, les procédures et les étapes de la réinstallation des PAP couvrent plusieurs phases réparties en activités dont la mise en œuvre des mesures de compensation ainsi que des mesures d'appui et d'accompagnement des PAP, dans un processus juste équitable et transparent. Ce processus sera soutenu par des séances d'information et de sensibilisation des PAP tout en prenant en compte entre autres :

- la préparation de dossiers individuels pour chaque PAP ;
- la négociation d'ententes individuelles avec les PAP et la signature des accords avec les PAP ;

- le paiement des indemnités financières aux PAP ;
- l'assistance aux PAP.

### **VIII.2.1 SÉANCES D'INFORMATION**

**217.** Au démarrage de la mise en œuvre de la réinstallation, il est nécessaire de rappeler aux PAP les critères d'éligibilité adoptés ainsi que les principes d'indemnisation, de compensation ou d'accompagnement qui ont guidé l'estimation des pertes. Il est également important de tenir des séances d'information destinées spécifiquement aux PAP pour les informer officiellement sur le programme de mise en œuvre. Ces séances d'information devront aborder les points suivants :

- la participation communautaire et implication des PAP au processus de mise en œuvre;
- les compensations prévues pour les différentes pertes ;
- la revue des modalités de versement des indemnités financières ;
- l'identification des responsables de l'opération des dédommagements et les rôles des acteurs impliqués ;
- l'établissement du dispositif et du mécanisme de recueil et de gestion des éventuels litiges (procédures de recours et règlement des litiges) ;
- le planning retenu pour la mise en œuvre.

### **VIII.2.2 PRÉPARATION DE DOSSIERS INDIVIDUELS**

**218.** Des dossiers individuels seront préparés pour chaque PAP à réinstaller, sur la base des résultats définitifs du recensement d'une part et des principes et barèmes de compensation qui auront été retenus, ainsi que des fiches de compensation individuelles. Ces fiches récapituleront toutes les compensations d'une même PAP, pour tous les types de biens perdus. Elles seront annexées au protocole d'accord de négociation avec chaque PAP.

**219.** Le dossier individuel fournira les informations de base suivantes :

- l'identité de la PAP et le numéro de la carte d'identité ;
- les biens perdus et les compensations correspondantes ;
- le protocole d'accord signé par la PAP avec les modalités de compensation ;
- les copies des chèques et des décharges, etc.

### **VIII.2.3 NÉGOCIATION D'ENTENTES INDIVIDUELLES ET SIGNATURE DES ACCORDS**

**220.** Les fiches individuelles de compensation annexées au projet de protocole d'accord serviront de base de négociation avec les PAP. Cette étape consiste à présenter aux PAP, sur une base individuelle, les résultats de l'évaluation des pertes les concernant et à déterminer d'un commun accord si cette évaluation est acceptable. Cette divulgation se fera en présentant la fiche individuelle de compensation de la PAP concernée. Elle sera accompagnée d'une présentation des bases de calcul afin que les personnes affectées puissent évaluer la justesse et le bien-fondé de la compensation offerte. Dans le cas où les personnes affectées jugeraient que l'évaluation n'est pas satisfaisante, elles devront être informées des recours mis à leur disposition.



**221.** S'il y a un accord à l'amiable, un protocole d'accord sera soumis à chaque personne concernée en vue de la signature par les deux parties (PAP et Commission Chargée des Indemnisations). Après la signature de cet accord, la PAP cédera les biens affectés au projet moyennant versement des compensations prévues et convenues.

**222.** Dans la perspective où il serait impossible d'arriver à un accord, les négociations se poursuivront devant un médiateur accepté par les deux parties. La recommandation du médiateur ne sera pas exécutoire, mais représentera la dernière option avant qu'un litige ne soit officiellement enregistré. Les questions litigieuses devront alors être référées au processus de règlement des litiges prévu par le PSR.

**223.** Une copie du protocole d'accord sera conservée par la PAP et par le Consultant chargé d'assister le Maître d'Ouvrage pour la mise en œuvre du Plan.

**224.** Outre la fiche individuelle de compensation et le protocole d'accord, le dossier individuel des PAP comportera un ensemble de rubriques dont le contenu sera actualisé au fur et à mesure. Ces rubriques incluront entre autres :

- la date et la quittance de versement des indemnités financières ;
- la date prévue pour le règlement des compensations ;
- la date effective du règlement des compensations ;
- l'assistance fournie en sus des compensations ;
- les réclamations et griefs enregistrés et gérés.
- etc.

#### **VIII.2.4 PAIEMENT DES COMPENSATIONS FINANCIÈRES**

**225.** Sur la base des accords obtenus avec les PAP, le Maître d'Ouvrage procédera au versement des indemnités financières à la PAP concernée avec l'appui du Consultant assistant.

**226.** Les PAP devront disposer des indemnités prévues avant le démarrage des travaux. En effet, toutes les compensations en espèces devront être versées avant que les personnes affectées ne perdent la possession des biens visés par le protocole d'accord.

**227.** Après le paiement effectif des compensations, les PAP signeront une décharge reconnaissant avoir été indemnisées selon les termes de l'accord signé. La décharge sera jointe au dossier individuel de la PAP.

#### **VIII.2.5 ASSISTANCE AUX PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET**

**228.** Des séances de sensibilisation à l'endroit du genre pourraient être menées pour éviter que certains hommes ne récupèrent l'argent versé à leurs épouses pour les compensations en espèces.

**229.** Enfin, pour les personnes ayant été identifiées comme vulnérables, un appui supplémentaire leur sera apporté. Cet appui a pour but de s'assurer que les personnes vulnérables n'ont pas subi de préjudices ou que leur droit a été respecté.

## IX. GESTION DES LITIGES

---

**230.** Selon le principe de l'OP 4.12 de la Banque Mondiale, il est souhaitable de résoudre tout problème au niveau local et à l'amiable. Ainsi, des recours alternatifs doivent être recherchés avant de procéder par la voie légale. Il convient donc de favoriser la mise en place d'un mécanisme extrajudiciaire de règlement des litiges faisant appel à la médiation à travers les comités locaux de conciliation. Les dispositifs et mécanismes qui seront mis en place pour la gestion des éventuels litiges doivent accorder une priorité à la négociation et à la conciliation. Le recours aux instances locales est suggéré afin de faciliter l'accessibilité et d'assurer aux PAP une gestion de proximité des litiges.

**231.** Le fait de s'appuyer sur les systèmes locaux de résolution de conflits donne des solutions durables et efficaces et peut éviter d'avoir recours à la voie judiciaire. Dans ce dernier cas, les personnes affectées devront être informées des possibilités de recours.

**232.** Le mécanisme proposé pour la réparation des éventuels préjudices comprend plusieurs étapes et procédures. En outre, il sera mis en place une communication spécifique surtout pour les femmes, et ce dans le cadre des sensibilisations à effectuer, afin qu'elles puissent comprendre tous les aspects et accepter de faire recours si elles se sentent brimées.

### IX.1 PROCÉDURES INFORMELLES

**233.** Il est proposé que lors de la mise en œuvre du PSR des comités locaux de gestion des litiges soient mis en place au niveau de chaque village pour recevoir les éventuels litiges.

**234.** Si le litige ne trouve pas de solution au niveau du village, le comité de suivi de la mise en œuvre peut être sollicité. À ce niveau, le litige sera enregistré et une suite sera donnée.

**235.** En dernier recours, si une solution n'est pas trouvée, la PAP pourra recourir de façon ultime aux tribunaux. La gestion des plaintes issues de la réinstallation sera dans ces cas traitée entre le Gouvernement de Guinée Bissau et la PAP. Toutes les PAP devront être bien informées sur toutes les dispositions prévues pour gérer les éventuels litiges.

#### IX.1.1 GESTION DES COMITÉS LOCAUX

**236.** Lors de la mise en œuvre du PSR, il est recommandé la création de comités locaux de gestion des litiges pour recueillir les éventuelles réclamations ou litiges en vue de leur traitement. Le suivi du traitement devra se faire en étroite collaboration avec la DGIT et l'appui du Consultant chargé de l'assister dans la mise en œuvre.

**237.** Il est souhaitable que les comités mis en place puissent statuer dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de la réception de la réclamation.

**238.** Les comités locaux de gestion des litiges joueront entre autres, les rôles suivants :

- servir d'interface entre les PAP, le Consultant et la DGIT notamment en ce qui concerne la gestion des plaintes et les réclamations qui pourront survenir au cours de la mise en œuvre du PSR ;
- recevoir une plainte d'une partie affectée par le projet, l'examiner en vue de trouver des solutions, et faire les recommandations qui s'imposent ;
- mettre en œuvre les solutions adoptées par rapport aux plaintes ;
- signer le document matérialisant la résolution ou non du litige en utilisant les formulaires fournis à cet effet.

**239.** On s'assurera que les membres des comités locaux de règlement des litiges mis en place sont sensibles aux préoccupations des groupes vulnérables qui ne sont pas spécifiquement protégés par la législation nationale en vue de leur prêter une attention particulière pendant la réparation des torts. Dans le cas contraire, on prendra des mesures idoines pour renforcer leurs capacités dans ce sens, afin que, dans la réalisation de leurs tâches, ils ne perdent pas de vue l'équité genre.

**240.** Enfin, une communication spécifique (surtout pour les femmes) sera mise en place dans le cadre des sensibilisations afin qu'elles puissent comprendre tous les aspects et accepter faire recours, si elles se sentent brimer.

#### **IX.1.2 GESTION ADMINISTRATIVE**

**241.** Selon le type de réclamation, une personne peut présenter ses plaintes au niveau du Secteur Administratif de Québo dans la première instance, ou au niveau de l'Assistance de la DGIT.

**242.** Au niveau du Secteur Administratif de Québo, une commission locale sera constituée pour la gestion des litiges. Cette commission comprendra un représentant du Secteur Administratif de Québo, un représentant des PAP et un représentant de la DGIT et un représentant du Consultant assistant.

**243.** La commission aura l'autorité de trouver, de proposer et de négocier des solutions. De cette manière, la population affectée a la possibilité de porter plainte à un niveau supérieur contre une décision qui lui paraîtrait non acceptable à partir du niveau local.

**244.** Il est prévu qu'à défaut d'un accord à l'amiable, la juridiction chargée des expropriations soit saisie pour réparer éventuellement les torts. Ainsi, il est possible, en principe de faire appel à la voie judiciaire. Cependant, la population affectée est souvent sous informée et n'a pas de connaissance des procédures et textes légaux. Il sera donc de la responsabilité de l'organe de mise en œuvre du PSR d'assurer la circulation de l'information au niveau des personnes affectées afin de faciliter l'accès à cette voie légale.

#### **IX.2 PROCÉDURES FORMELLES**

**245.** Dans le cas où une PAP jugerait qu'aucune des options proposées n'est satisfaisante, elle dispose la possibilité de saisir la juridiction chargée des expropriations pour régler la question.

## X. RESPONSABILITÉS ORGANISATIONNELLES

---

**246.** La mise en œuvre du PSR des PAP sera réalisée par la DGIT avec l'assistance technique d'un Consultant qui lui apportera son assistance pour l'exécution.

**247.** La mise en œuvre du PSR se fera de concert et en étroite collaboration avec les différents acteurs, en particuliers avec les PAP, les services techniques et les Autorités locales concernés par le projet.

**248.** Pourront être aussi associés les autres acteurs comme l'AAAC, les Personnes Ressources des localités traversées (Chefs Coutumiers et Religieux), etc.

**249.** L'organe d'exécution de la mise en œuvre du PSR comprend trois principales entités : la DGIT et ses structures rattachées, le Comité de Mise en Œuvre du PSR (CMOPSR) et le Comité de Suivi du PSR (CSPSR).

### X.1 DGIT ET SES STRUCTURES RATTACHÉES

**250.** La mise en œuvre du PSR sera réalisée par la DGIT avec l'assistance technique d'un Consultant. Ainsi, la DGIT aura à sa charge la gestion directe de l'ensemble du processus de la mise en œuvre avec l'assistance du Consultant.

### X.2 COMITÉ DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION

**251.** La mise en œuvre du PSR sera assurée par un CMOPSR qui sera spécifiquement constitué par la DGIT pour cette opération. Les principales missions assignées à ce Comité sont les suivantes :

- veiller à la mise en œuvre adéquate du PSR, à travers un suivi de toutes les activités y afférentes ;
- apporter un appui technique à la mise en œuvre du PSR sur le terrain ;
- apprécier les documents nécessaires à l'exécution du PSR ;
- tenir le Comité de Suivi informé de toutes les questions se rapportant à la mise en œuvre du PSR ;
- etc.

**252.** À titre indicatif, le CMOPSR pourrait être composé des structures suivantes :

- DGIT : 02 représentants,
- Secteur Administratif de Québo : 1 représentant,
- Ministère en charge de l'Action Sociale : 1 représentant ;
- AAAC : 1 représentant ;
- Consultant Assistant de la DGIT: 1 représentant.

### X.3 COMITÉ DE SUIVI DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION

**253.** Il est également recommandé la mise en place d'un CSPSR qui jouera le rôle de comité de pilotage de la mise en œuvre du PSR. Il sera chargé de la coordination, du contrôle et du suivi global des activités relatives à la mise en œuvre du PSR. On s'assurera que le genre a été pris en considération dans la mise en place du CSPSR.

**254.** Présidé par la DGIT, ce comité est chargé de suivre régulièrement l'état d'avancement de la mise en œuvre du PSR pour le compte de toutes les parties concernées. A titre indicatif, le CSPSR peut être composé comme suit :

- DGIT : 1 représentant,
- AAAC : 1 représentant,
- Secteur Administratif de Québo : 1 représentant,
- Ministère en charge de l'Action Sociale : 1 représentant.

**255.** En outre, il sera assuré que les femmes sont représentées dans ce comité au même titre que les jeunes.

#### X.4 ASSISTANCE TECHNIQUE À LA MISE EN ŒUVRE

**256.** La mise en œuvre du PSR requiert l'assistance technique d'un Consultant en appui à la DGIT. L'assistant aura à mettre en place des ressources humaines compétentes en la matière pour l'opérationnalisation des mesures consignées dans le PSR.

**257.** La mise en œuvre du PSR requiert le déploiement par le Contractant Assistant de ressources humaines compétentes et d'une logistique appropriée. Le Consultant doit disposer d'une expérience dans le domaine de la mise en œuvre d'un PSR. Il devrait mettre en place une équipe d'experts expérimentés ayant au moins les profils suivants :

- un expert en Réinstallation, Chef de mission,
- un juriste,
- un expert en communication et en approche participative.

**258.** Les liaisons avec la DGIT, l'élaboration et la transmission des rapports d'activités relèveront de la responsabilité du Consultant Assistant. En outre, il assurera la préparation et la transmission à la DGIT des demandes de décaissement, ainsi que le suivi financier.

**259.** En tant qu'organe d'exécution du projet, la DGIT assumera la coordination de l'ensemble des activités du projet et sa gestion administrative et financière.



## XI. PROGRAMME D'EXÉCUTION DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION

### XI.1 DURÉE DE LA MISSION

**260.** La durée de mise en œuvre du PSR est estimée à 12 mois. Cette durée comprend essentiellement la phase de négociations avec les PAP, la compensation monétaire, des prestations de services complémentaires, l'assistance au PAP, etc.

### XI.2 TÂCHES ET RESPONSABILITÉ DE MISE EN ŒUVRE DU PSR

**261.** La liste des tâches ci-dessous n'est certainement pas exhaustive. Elle pourra évoluer en fonction des engagements que l'État de Guinée Bissau prendra vis-à-vis des PAP. En tout état de cause, l'agencement de l'exécution des tâches devra tenir compte de la date butoir qui sera fixée pour la mise en œuvre du PSR.

**Tableau n° 11 : Tâches et responsabilités de la planification et de la mise en œuvre du PSR**

N°	Tâches	Responsabilité	Exécution
01	Planification des activités de mise en œuvre du PSR	DGIT	DGIT
02	Divulgateion du PSR	DGIT	DGIT
03	Mise en place du CMOPSR	DGIT	DGIT
04	Mise en place du CSPSR	DGIT	DGIT
05	Information et sensibilisation sur les compensations	DGIT	CMOPSR
06	Identification, recensement, actualisation des données des PAP	DGIT	Consultant Assistant
07	Signatures des accords sur les compensations	DGIT	CMOPSR
08	Mobilisation des fonds relatifs aux compensations, aux travaux et aux prestations de services	État de Guinée Bissau	État de Guinée Bissau
09	Païement des compensations en espèces des personnes affectées	DGIT	DGIT/Consultant Assistant
10	Suivi de la libération de l'emprise des travaux	DGIT	DGIT/Consultant Assistant
11	Constat de l'état des lieux de l'emprise des travaux libérée	DGIT	DGIT/Consultant Assistant
12	Transmission aux instances juridiques des dossiers litigieux	DGIT	DGIT/Consultant Assistant
13	Consignation des compensations pour les dossiers transmis aux instances juridiques	DGIT	DGIT/Consultant Assistant
14	Païement des compensations en attente amiable	DGIT	DGIT/Consultant Assistant
15	Évaluation de l'exécution du PSR	DGIT	DGIT/CMOPSR/CSPSR
16	Rapport provisoire de fin de projet	DGIT	DGIT/CMOPSR/CSPSR
17	Rapport final de projet	DGIT	DGIT/CMOPSR/CSPSR

### XI.3 CHRONOGRAMME DES ACTIVITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION

**262.** Les activités de mise en œuvre du PSR seront réalisées selon le chronogramme prévisionnel indicatif présenté dans le tableau suivant :

**Tableau n° 12 : Calendrier prévisionnel de mise en œuvre du PSR**

N°	Activités	Responsable	Délais de réalisation
01	Planification des activités de mise en œuvre du PSR	DGIT	T0 +2 semaines
02	Divulgence du PSR	DGIT	T0 +4 semaines
03	Mise en place du CMOPSR	DGIT	T0 + 4 semaines
04	Mise en place du CSPSR	DGIT	T0 +4 semaines
05	Information et sensibilisation sur les compensations	DGIT/Consultant Assistant	T0 + 18 semaines
06	Identification, recensement, actualisation des données des PAP	DGIT/Consultant Assistant	T0 +34 semaines
07	Signatures des accords sur les compensations	DGIT/Consultant Assistant	T0 + 36 semaines
08	Mobilisation des fonds relatifs aux compensations, aux travaux et aux prestations de services	État de la Guinée Bissau/DGIT	T0 + 40 semaines
09	Paiement des compensations en espèces des personnes affectées	DGIT/Consultant Assistant	T0 +41 semaines
10	Suivi de la libération des emprises du projet	DGIT/Consultant Assistant	T0 + 42 semaines
11	Constat de l'état des lieux de l'emprise du projet libérée	DGIT/Consultant Assistant	T0 + 42 semaines
12	Transmission aux instances juridiques des dossiers litigieux	DGIT/Consultant Assistant	T0 + 42 semaines
13	Consignation des compensations pour les dossiers transmis aux instances juridiques	DGIT/Consultant Assistant	T0 + 42 semaines
14	Paiement des compensations en attente amiable	DGIT/Consultant Assistant	T0 + 44 semaines
15	Évaluation de l'exécution du PSR	DGIT/CMOPSR/CSPSR t	T0 + 46 semaines
16	Rapport provisoire de fin de projet	DGIT/CMOPSR/CSPSR	T0 + 46 semaines
17	Rapport final de projet	DGIT/CMOPSR/CSPSR	T0 + 48 semaines

T0 = Date de démarrage de la mission.

### XI.4 BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION OU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION ABRÉGÉ

**263.** Le tableau suivant donne les coûts des opérations de mise en œuvre du PSR pour le projet de construction et de bitumage du tronçon de la route Boké-Québo (23 km).

**Tableau n° 13 : Budget d'exécution du PSR**

Libellé	Montant (FCFA)
Compensation des PAP dans l'emprise du tronçon de la route	445 653 066
Assistance aux personnes vulnérables	5 000 000
Assistance à la mise en œuvre du PSR (Consultant Assistant)	35 000 000
Fonctionnement du CMOPSR et du CSPSR	10 000 000
Suivi et évaluation du PSR	10 000 000
<b>Total</b>	<b>505 653 066</b>
<b>Imprévus (10%)</b>	<b>50 565 307</b>
<b>Total général</b>	<b>556 218 373</b>

556 Le budget indicatif global du PSR des PAP est de ***cinq cent cinquante-six millions deux cent dix-huit mille trois cent soixante-treize (556 218 373) FCFA*** y compris 10 % d'imprévus.

#### XI.5 FINANCEMENT DU PSR

557 L'exécution du PSR est entièrement à la charge de l'État de la Guinée Bissau. Les fonds destinés aux dépenses du plan proviendront de la contrepartie Guinéenne au financement du projet, donc du Budget de l'État.

558 Le budget indicatif du PSR est estimé à ***cinq cent cinquante-six millions deux cent dix-huit mille trois cent soixante-treize (556 218 373) FCFA***. Il sera pris en charge par l'État de la Guinée Bissau.

559 Pour réaliser l'opération de compensation des personnes affectées par le projet dans un délai court, il est nécessaire d'assouplir au maximum le mécanisme de financement du PSR. Ainsi, les procédures de décaissement devront être rapides.

## XII. SUIVI ET ÉVALUATION DU PLAN SUCCINCT DE RÉINSTALLATION

---

### XII.1 DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

560 Le but du volet suivi de la mise en œuvre du PSR est de/ (d') :

- vérifier que les actions menées sont exécutées conformément aux recommandations du PSR, au mandat et selon le calendrier ;
- identifier tout imprévu susceptible d'influencer le travail de l'opérateur ou d'en réduire l'efficacité ;
- recommander, dans les meilleurs délais, aux instances responsables concernées des mesures correctives appropriées, dans le cadre de procédures ordinaires ou exceptionnelles de programmation.

561 Comme première étape, le Consultant qui assistera la DGIT dans la mise en œuvre du PSR déterminera quels sont les indicateurs de performance à retenir afin d'évaluer efficacement l'avancement et les résultats des activités.

562 Une fois les indicateurs élaborés et validés avec la DGIT, il est possible d'identifier les sources des données. Ainsi, pour chaque indicateur proposé, la source d'où proviendront les données sera spécifiée. Dans certains cas, les données proviendront des agents de la compensation sur le terrain, alors que, dans d'autres cas, ces données pourront provenir du Secteur Administratif concerné ou directement des PAP sur le terrain.

563 Le but du volet évaluation du PSR est de s'assurer que le niveau de vie des PAP est supérieur ou au moins égal à celui qu'elles avaient avant le projet. Pour cela, il sera nécessaire :

- d'établir et d'interpréter la situation de référence des populations affectées, avant le démarrage du projet ;
- de définir, à intervalles réguliers, tout ou une partie des paramètres ci-dessus afin d'en apprécier et de comprendre les évolutions ;
- d'établir, en fin de projet, une nouvelle situation de référence pour évaluer les impacts du PSR en matière socio-économique.

564 Le suivi-évaluation sera effectué par la DGIT avec l'appui des Consultants, des entités de mise en œuvre et des différents acteurs locaux.

### XII.2 INDICATEURS DE SUIVI

565 Le tableau ci-dessous fournit une liste non limitative des mesures et indicateurs de suivi-évaluation.

**Tableau n° 14 : Exemples de mesures de suivi du PSR**

Composante	Mesure de suivi	Indicateur/périodicité	Objectif de performance
Information et consultation	Vérifier que la diffusion de l'information auprès des PAP et les procédures de consultation sont effectuées en accord avec les principes présentés dans le PSR.	Nombre et types de séances d'information à l'intention des PAP effectuées au niveau des sites/Avant le début des travaux.	Au moins trois séances d'information par site impacté (au démarrage des indemnités, lors du paiement des compensations et lors de la clôture du programme).
Qualité et niveau de vie	S'assurer que les mesures de compensation et d'indemnisation sont effectuées en accord avec les principes présentés dans le PSR.	Compensations et indemnités versées aux PAP et dates de versement.	Les compensations et indemnités financières sont versées avant le déplacement à l'ensemble des PAP. Toutes les PAP ont été compensées et indemnisées comme prévu.
Équité entre les genres	S'assurer que les femmes recevront des compensations justes et adéquates telles que proposées dans le PSR.	Compensations versées aux femmes affectées par le projet et dates de versement	Toutes les femmes affectées par le projet ont été compensées à leur satisfaction. Aucune plainte des femmes n'est restée non résolue.
Propriétaires d'infrastructures	S'assurer que les mesures d'accompagnement, de compensation et d'indemnisation prévues pour les propriétaires d'infrastructures sont effectuées en accord avec les principes présentés dans le PSR.	Accompagnement, compensations et indemnisation versées. Nombre de plaintes.	Aucune plainte provenant des propriétaires d'infrastructures. Tous les propriétaires d'infrastructures ont été accompagnés, indemnisés et compensés comme prévu.
Habitations	S'assurer que les mesures d'accompagnement, de compensation et d'indemnisation prévues pour les pertes d'habitats sont prises en accord avec les principes présentés dans le PSR	Nombre de plaintes provenant des PAP affectées.	Aucune plainte provenant des PAP dont les maisons d'habitation sont affectées. Toutes les PAP dont les maisons d'habitation sont affectées sont accompagnées, indemnisées et compensées comme prévu.

566 Quant au tableau ci-après, il donne des exemples de mesures d'évaluation du PSR lors des deux premières années après le dédommagement des PAP.



**Tableau n° 15 : Exemples de mesures d'évaluation du PSR**

Composante	Mesure d'évaluation	Indicateur/Périodicité	Objectif de performance
Qualité et niveau de vie des PAP	S'assurer que le niveau de vie des ménages affectés ne s'est pas détérioré depuis la réinstallation.	Nombre de plaintes des PAP relatives au niveau de vie (suivi à faire une fois chaque trimestre). Nombre de problèmes vécus par les PAP/séances de consultation annuelle sur les sites d'accueil.	Aucune plainte relative à la qualité ou au niveau de vie sur le site d'accueil ne demeure non résolue. Aucun problème majeure vécu par les PAP.
Qualité de vie des groupes vulnérables	S'assurer que le niveau de vie ne s'est pas détérioré depuis le dédommagement.	Nombre de plaintes des PAP relatives au niveau de vie (suivi à faire une fois chaque trimestre). Nombre de problèmes vécus par les veuves/ séances de consultation (chaque trimestre).	Aucune plainte relative à la qualité ou au niveau de vie des personnes vulnérables. Aucun problème majeure vécu par les PAP.
Réparation des torts	Suivi à long terme des dédommagements	Nombre de compensations négociées versés. Nombre de compensations à verser/suivi continu et rapports mensuels. Nombre de plaintes liées aux compensations enregistrées (suivi continu). Nombre de plaintes résolues (suivi continu). Nombre de litiges portés en justice (suivi continu).	100 % des dédommagements sont négociés à l'amiable. S'il y a des plaintes, avoir un taux de résolution à l'amiable de 100 %. Aucun litige porté devant la justice.

---

### XIII. CONCLUSION

---

567 Le projet de construction et de bitumage du tronçon de la route Boké-Québo (23 km) entraînera des expropriations dans l'emprise des travaux. C'est pourquoi, suivant les lois, les réglementations et les pratiques en Guinée Bissau, tout en tenant compte des pratiques de certains bailleurs de fonds et particulièrement celles de la BAD et de la Banque Mondiale, le présent PSR a été élaboré.

568 En effet, de par le passé et dans certains projets comme les voiries urbaines de la ville de Bissau, les populations affectées ont été accompagnées. Dans le cas présent, la jurisprudence recommande fortement de procéder de la même manière.

569 Le budget indicatif global du PSR des PAP est de ***cinq cent cinquante-six millions deux cent dix-huit mille trois cent soixante-treize (556 218 373) FCFA*** y compris 10 % d'imprévus. Il sera pris en charge par l'État de la Guinée Bissau.

570 Des rapports de suivi permettront de confirmer que les dédommagements ont été versés conformément à ce qui a été prévu dans le PSR. Ainsi, la DGIT et le bailleur de fonds (BAD) pourront également suivre de près le processus de dédommagement.

571 Il est recommandé d'adopter une approche participative lors de la mise en œuvre du PSR pour que le projet s'intègre de façon harmonieuse et durable dans son milieu.

---

## XIV. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

---

**Banque Africaine Développement**, 2012. Rapport d'avancement du Système de Sauvegarde Intégré (SSI)/Choix stratégiques apportés à la conception du Système de Sauvegarde Intégré (SSI) : projet de rapport sur les options du SSI, 72 p.

**BAD/Département Régional Ouest II**, 2011. Document de stratégie Pays 2012-2016, 60 p.

**Commission Européenne**, 2012. Analyse économique et financière du secteur de l'eau et de l'assainissement, 352 p.

**DEA/UEMOA**, 2013. Assistance à la réalisation de l'enquête agricole campagne agricole - 2013/2014, 21 p.

**DGE**, 1997. Communication nationale initiale de la Guinée Bissau sur le changement climatique. Projet GBS/97/G32/GEF/PNUD, 223 p.

**Direction Générale du Trésor/Publications des Services économiques**, 2011. Principaux indicateurs socio-économiques de la Guinée Bissau, 3 p.

**FAO**, 2014. Rapport de la mission conjointe CILSS/FAO/PAM/Gouvernement d'évaluation préliminaire des récoltes 2014/2015 en République de Guinée Bissau, 34 p.

**FAO**, 2011. Résultat de l'enquête approfondie sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages ruraux, 81 p.

**IFC**, 2012. Normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale, 57p.

**INE**, 2013. Projections démographiques en Guinée Bissau 2009 – 2030, 56 p.

**J. BIA et A. S. DA SILVA**, 2011. Étude pour la démonstration de la contribution économique des zones humides dans l'économie nationale en Afrique de l'Ouest «Valeur économique du Parc Naturel du Fleuve Cacheu, dans la région de Cacheu en Guinée-Bissau», 42 p.

**MADR**, 2009. Recensement national du cheptel : Présentation des résultats, 116 p.

**MENCJS**, 2013. Rapport d'état du système éducatif : Marges de manœuvre pour le développement du système éducatif dans une perspective d'universalisation de l'enseignement de base et de réduction de la pauvreté, 164 p.

**MI/DGIT/Groupement GETECS/BETRAP-SARL**, 2016. Volume 7 : rapport d'étude d'impact environnemental & social/Étude technico-économique détaillée, d'impact environnemental et social et d'élaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour l'aménagement et le bitumage de 145 km de routes en terre en Guinée Bissau, 123 p.

**MERN/DGRE/PNUD**, 2011. Mise à jour du Schéma Directeur de l'Eau et de l'Assainissement de la Guinée-Bissau (2011-2020)/ Plan d'actions OMD-SMDD pour l'Approvisionnement en Eau Potable et l'Assainissement (AEPA), 101 p.

**MEPIR**, 2011. Deuxième Document de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (DENARP II 2011-2015), 127 p.

**MTPCU/Louis Berger S.AS**, 2004. Rapport d'étude d'impact sur l'environnemental/Rapport définitif Avant Projet Détaillé, 89 p + annexes.

**NATION UNIES**, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992.

**PNUD**, 2014. Normes environnementales et sociales, 64 p.

**PNUD**, 2006. Document de synthèse/Reformer les politiques les Objectifs du Millénaire pour le Développement en Guinée Bissau, 16 p.

**PNUD**, 2006. Rapport National sur le développement humain en Guinée-Bissau 2006, 154 p.

**UE/MWH**, 2007. Élaboration du Profil Environnemental de Pays – Guinée Bissau, 122 p.

**République de Guinée Bissau/Groupe de la BAD**, 2018. Aide mémoire de la mission d'évaluation du projet de construction de la route Boké-Quebo (du 06 au 14 mars 2018), 31 p.

**République de Guinée Bissau/Nations Unies**, 2016. Cadre de Partenariat entre la Guinée-Bissau et les Nations Unies 2016 -2020, 45 p.

---

## XV. ANNEXES

---

**ANNEXE 1** : Liste des personnes ressources consultées.

**ANNEXE 2** : Procès-Verbaux des séances d'informations et de consultations publiques.

**Annexe 3** : Fiche d'enquêtes socio-économiques des PAP

**Annexe 4** : Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens affectés par le projet dans la localité de Ga-Duru

**Annexe 5** : Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens affectés par le projet dans la localité de Ga-Dembele

**Annexe 6** : Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens affectés par le projet dans la localité de Balana

**Annexe 7** : Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens affectés par le projet dans la localité de Darkar Sinho

**Annexe 8** : Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens affectés par le projet dans la localité de Tchangué Jaia

**Annexe 9** : Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens affectés par le projet dans la localité de Boela 1

**Annexe 10** : Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens affectés par le projet dans la localité de Boela 2

**Annexe 11** : Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens affectés par le projet dans la localité de Dagala

**Annexe 12** : Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens affectés par le projet dans la localité de Tchaimara

**Annexe 13** : Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens affectés par le projet dans la localité de Mampata

**Annexe 14** : Liste des PAP et des coûts de compensation des biens affectés

**Annexe 15** : Barèmes des coûts unitaires des biens affectés par le projet

**Annexe 16** : Fiche de recensement des PAP

## **ANNEXE 1 :**

### **Liste des personnes ressources consultées**



## **Liste des personnes ressources consultées**

N°	NOMS ET PRÉNOM (S)	FONCTION	LOCALITÉ	CONTACT
01	Luis Miguel DA SILVA MALÙ	Directeur Général des Infrastructures de Transport	Bissau	+245 955 201 298
02	LUIS CARLOS DIARI	Directeur Technique des Infrastructures de Transport	Bissau	
03	MARIO BIAGUE	Directeur Général AAAC	Bissau	+245 663 54 94
04	PÉDRO IALA	Chef de projet DGIT	Bissau	+245 955 25 44 00
05	VANIA D'ALMEIDA	Assistante Sociale et Environnementale/DGIT	Bissau	+245 955 544 747
06	OSVALDO AFONSO VIEIRA	Représentant Ministère des Infrastructures	Buba	+245 955 231 734/ +245 966 383 333
07	SEKOU KEITA	Représentant de la Guinée Conakry dans le projet	Quebo	+245 966 621 054/ +245 966 621 054
08	IDRIÇA DJALO	Fonctionnaire préfecture	Quebo	
09	AMADU CAMARA	Chef de Gaduru	Gaduru	+245 955 415 749
10	ADUL DJALO	Chef de Balana	Balana	+245 955 391 000

**ANNEXE 2 :**  
**Procès Verbaux des séances d'information et des consultations  
publiques**

Procès verbal de Consultation des populations  
de la localité de Ga-duru dans le cadre  
de l'actualisation de ~~proj~~ l'Etude d'Impact  
Environnemental et Social du projet d'aménagement  
de la route Boké-Quebo.

N° 01

L'an deux mille dix-huit et le jeudi vingt et  
neuf mars s'est tenue dans la localité de  
Ga-duru la consultation des populations dans  
le cadre du projet ci-dessus cité.

Etaient présents (Conférez liste de présence)

Après les salutations d'usage, l'Environnementaliste  
a procédé à la présentation sommaire du projet  
aux participants, à savoir les emprunts, les impacts  
potentiels positifs et négatifs, les mesures qui seront  
proposées pour compenser, réduire les impacts.  
Par la suite, il a expliqué la procédure qui  
sera utilisée pour faire le recensement des biens  
qui seront impacts.

La parole a ensuite été aux participants pour  
exposer leurs préoccupations et suggestions afin que le  
projet s'intègre de façon harmonieuse dans son milieu.

La population souhaite la construction d'une école  
dans le village car l'école la plus proche est à  
environ 2km du village.

La population souhaite également la réalisation d'un  
terrain de foot-ball.



- La construction d'un centre de santé est aussi nécessaire car n'ayant pas de centre de Santé 02 dans la zone, elles sont obligées de consulter à Quéro.
- Souhait de construire un marché ;
- Les femmes demandent la réalisation de forage car le village n'en a pas.
- Il est strictement interdit aux étrangers d'encercler les femmes de la localité,
- Il est aussi strictement interdit aux étrangers de la localité de frapper un enfant,
- Pour finir, la population souhaite l'indemnisation et la réinstallation des personnes et leurs biens affectés.
- Par ailleurs, les jeunes du village souhaitent des accompagnements en tenue de sport, chaussures pour leur football.
- Le souhait du recensement de la main d'œuvre locale pour les travaux.
- Les femmes souhaitent avoir des déshiquettes pour le riz ;

Débutée à 11h10mn, la séance a pris fin à 13h03mn

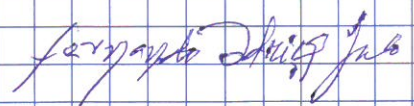
Ont signé :

Le Président de séance



Amadou CANABA

Le Secrétaire de séance



Driéba Djalo



**LISTE DE PRESENCE**
**OBJET :** Consultations publiques NGA-Duou

**DATE :** 29-03-2018

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
01	Amadi Camata	Leveador				
02	Hamadi Mané	Mecanicien		95.5731417		
03	Hamadee Djalo	Conducutor		95.5321833		
04	Amadee Camata	Leveador		95.5924198		
05	Samba Momo Mané	Conducutor		95.5238979		
06	Sadio Gueide	Conducutor		95.5443666		
07	Laminé Sané	Conducutor		95.5136176		
08	Lixi Couara	Leveador		95.5804877		
09	Amadee Toké	Leveador		95.5283360		
10	Braina Ojalo	Conducutor		95.5225642		
11	Hamadee Djiguile	Leveador		95.5769134		
12	Hamadee Mee Barry	Leveador				



N° Gauduwa

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
1	Uzi Bala Dfalo		17 Sairu Turo		33 Boraima Camara	
2	Mazi Sadio Cointe		18 Fati Camara		34 Sana Camara	
3	Salmana Balde		19 Alba Dfalo		35 Amadu Bala Cuiate	
4	Mamata Bangura	955125648	20 Sira Dfalo		36 Balar Turo	
5	Adama Bari		21 Lumba Balde		37 Aissa Cuiate	
6	Taibo Balde		22 Aissatu Mame		38 Fati Dfalo	
7	Alsaime Balde	955784373	23 Hadiatu Mame		39 Laba Camara	
8	Samba Balde		24 Lumba Mame		40 Sore Culubali	
9	Gale Cuiate		25 Adama Bari		41 Ramatu SO	
10	Musa Dfalo		26 Lobe Culubali		42 Sazibu Dfalo	
11	Sordfo Cuiate		27 Um-Mo Camara		43 Sira Dfalo	
12	Boraima Balde	955621674	28 Aissatu Camara		44 Djenabo Mame	
13	Umara Dfalo		29 Dfiba Dfalo		45 Ham-Mode Mame	
14	Salai Camara		30 Lumba Camara		46 Ramatu Mame	
15	Sandra Umou Mame		31 Camdeira Dfalo		47 Ussai Camara	
16	Iaio Camara		32 Boraima Dfalo		48 Mamadu Sima	



# Localité de N Ga-Dum

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
13	Anha Djoko	Surveiller		95 536 8021		
14	Ala Vante	-u-				
15	Dacoda Djoko	Surveiller		95 551 6114		
16	Heminata Sane	-u-		?		
17	Cubaer Kopubali	-u-		?		
18	Lufai Baldi	Conducteur		96 635 2814		
19	Bai Kopubali	Surveiller		95 519 190946		
20	Lafie Pama	Surveiller		?		
21	Gendou Pama	Officier		95 557 2849		
22	Hama Pama			95 532 1833		

N'gaderer

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
50	Djenabo Balde					
51	Salim Dfalo					
52	Manasaliu Dfalo					
53	Iancuba mané	955702917				
54	Salamato Balde					
55	Aissatu Balde					
56	Adubai Dfalo					
57	Abasane Sone					
58	Dfabuba mané					
59	Ayadeu wizi Dfalo					
60	Iabirina Dfalo					
61	Hawa Balde					
62	Fatu Dfalo					
63	Ioua Dfalo					
64	Mariama Dfalo mané					
65	Amadou Cuate					



# Procès Verbal de Consultation des populations de la localité Gã Dembel dans le cadre de l'Étude N° 03 l'actualisation de l'Étude d'Impact Environnemental et social du projet d'aménagement du tronçon Bakel - Quebo

L'an deux mille dix huit et le vendredi trente mars s'est tenue dans la localité de Gã Dembel, la consultation publique de la population dans le cadre du projet ci-dessus cité.

Étaient présents à cette rencontre (Conferé liste de présence)

Après les salutations d'usage et présentations, l'équipe de l'Environnementaliste a procédé à la présentation sommaire du projet aux participants, à savoir les emprises concernées, les impacts potentiels positifs et négatifs du projet, les mesures qui seront proposées pour compenser, réduire les impacts. Ensuite, il a expliqué qui sera utilisée pour faire l'identification et le recensement des biens qui seront impactés.

La parole a ensuite été donnée aux participants pour exposer leurs préoccupations et suggestions afin que le projet puisse s'intégrer de façon harmonieuse dans son milieu.

- les populations sont très content et espèrent vraiment voir le projet se réaliser car il y a longtemps qu'ils attendent cela.

- les femmes souhaitent l'aménagement d'un marché,



et l'acquisition de décorhiqueuses de xig. Elles  
pourraient également la construction d'un N° 04  
magasin de stockage de leurs marchandises et  
faciliter les ventes.

- les femmes pourraient également la construction et  
l'aménagement d'un centre de santé car il n'y en a  
pas dans leur localité et les consultations les envoient  
jusqu'à Quebo au Bureau.

- Les femmes voudraient également acquérir, avoir des  
machines à presse de l'huile de palm et machines  
à presse du manioc.

En rappel, dans la localité de Gardembé les femmes  
sont organisées en groupement appelé "Aide moi dje  
l'aide" en français et "Walam Hi Wale" en langue locale.

- les femmes pourraient également la construction d'une  
"maison des femmes", la réalisation de pirogues,  
l'acquisition d'une ambulance pour faciliter les  
évacuations sanitaires;

- les femmes de la localité voudraient être formées dans le  
domaine de la couture.

- Faciliter le recrutement de la main d'œuvre locale  
pour les travaux;

- la population pourrait la construction d'un centre de  
formation pour les jeunes (nouvelle technologie)

- l'aménagement des bas-fonds ( $\approx 100$ ha) pour leur  
permettre de mieux travailler.

- l'aménagement d'un terrain de foot-ball et d'un  
centre culturel



- Les populations demandent l'indemnisation des biens  
impactés ainsi que la réinstallation des personnes affectées 05

- Il est strictement interdit au personnel de chantier de  
caustiquer les femmes de la localité.

Débutée à 9h38 mn, la séance a pris fin à 11h15 mn  
après les remerciements et salutations des chefs de village.

Le Président de Séance

~~Amadou Balde~~

Amadou BALDE

Le Secrétaire de séance

~~Driga Djalo~~  
Driga Djalo

**LISTE DE PRESENCE**

**OBJET :** Consultation publique de Gardembel

**DATE :** 30-03-2018

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
01	IBRAHIMA BA			95548018		
02	IÈRO JUMA CULUBALI			955461005		
03	Calijuma Queita			955553761		
04	MANOUBOI BARI			955429388		
05	MAHMAN CAMARA			955756276		
06	SÉRIFO COLUBALI			955436080		
07	BUBACAR CAMARA			955626899		
08	BRADIMA BARI			956169751		
09	SACALISA CAMARA			9555567994		
10	ALSENÈ CAMARA			955134397		
11	DJANURY DJALLO			955367174		
12	MAMADIA BALLO DJALLO			955433575		



Ga-dembel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
13	MARLIDO BÉ			95 5138334		
14	SAÏON SIDIBÉ			95 560879		
15	MARMASSALIE DJALÉ			95 5452875		
16	URI KUËNDA CAMARA			95 5864520		
17	MAMABE DJABI DJALÉ			95 5382228		
18	BRIMA BALDÉ			95 6261017		
19	LUNUSSA CAMARA			95 5290552		
20	MAMADO DJUMA DJALÉ			95 5161244		
21	SAÏUMA DJALÉ			95 5573754		
22	BRIMA DJALÉ			95 5487369		
23	DOUMINGO N'HA GA			95 5879516		
24	DIANE KARA			95 5279865		
25	MAMABE DJALÉ			95 5297002		
26	TALA URI DJALÉ			95 5539927		
27	ALUA OUSSEAMA			95 5414081		
28	MARIMA CAMARA			95 5434691		

Ga-dembel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
29	URIBEL Bnde			95.5212758		
30	SIPICO SANÈ			96.6441735		
31	UMO AWA COLUBALI			95.6433262		
32	SIRI DJALO			95.5715822		
33	MARIA MELE			95.6445201		
34	SAMUËL SANHA			96.643.0994		
35	MARIA JALO			95.5406042		
36	BINTA BÈ			95.595.1161		
37	DALANDA CAMARA			95.5898168		
38	MARIAMA DJALO			95.5419688		
39	Fatoumata JALO			95.6297989		
40	SIRA DJALO 2e			95.5539920		
41	Bebé Oumbā			95.613461		
42	BACAR SANÈ			95.5134231		
43	MAMAH SEITA			95.6280672		
44	GAËO SEITA			95.5621537		



Ga-dern bel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
45	Mamadou Sylla	cultivateur				
46	Sayon Sidibé	Blacé		955 08 79		
47	Mamadou Salou Diak	Cultivateur		545 28 75		
48	Ibourahima Balde	Tahies		626-1017		
49	Lamarana Bah	Karamoko		527 80 52		
50	Ibrahima Balde	Cultivateur		646 97 51		
51	Aboubacar Keita	Forçeron		536-70 80		
52	Dian Oury Diak	Cultivateur		545-4843		
53	Gahla nampah	cultivateur		544-4805		
54	Mamadou Kouyate	Cultivateur		571-58-04		
55	Mamadou Diouma bah	cultivateur		575 62-51		
56	Ibourahima Diak	cultivateur		548-7369		
57	Aboubacar Camara	cultivateur		562.6899		
58	Al-Sémé Diak	cultivateur		545 96-73		
59	Mamadou Salou Diak	cultivateur		521 29-72		
60	Kadiatou Diak	cultivateur		545-8272		

Ga-dembel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
61	enSSomané diallo	Cultivateur		617 33-44		<del>122</del>
62	Sira diallo	Cultivateur		547 4115		122
63	Bangaly Bah	Cultivateur		604-8896		122
64	Samba Tonébohy	Cultivateur		5556482		122
65	Fatoumata Camara	Cultivateur		628 13 16		122
66	Lamarama Camara	Cultivateur		541 4474		122
67	Sakumatoru mané	Cultivateur		529 8782		122
68	Zénabou diallo	Cultivateur				4
69	Zénabou Coulobali	Cultivateur				X
70	Mariama Coulobali	Cultivateur		527 9865		X
71	Latanda Camara	Cultivateur				122
72	Adoumarané Touré	Cultivateur		559 2146		<del>122</del>
73	Aïssatou Bello diallo	Cultivateur		588 6496		122
74	oumé hama barry	Cultivateur				122
75	Fatoumata Touré	Cultivateur		540 1827		122
76	Mariama Barry	Cultivateur		562 5468		122



Gadembel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
77	Fatoumata Djoude Touré	cultivateur		521 27 63		Fit
78	Salumateu Touré	cultivateur		559 67 28		Fit
79	Adama Wouy Bah	cultivateur		513 37 20		Fit
80	Fatoumata Bintou mari	cultivateur		517 05 66		Fit
81	Amadou dialla	cultivateur		599-7012		Fit
82	Djouma dialla	cultivateur		516-7244		Fit
83	Sumama djopou	cultivateur		535-1937		Fit
84	Mamadou diabodialla	cultivateur		530-1677		Fit
85	Mamadou pt pathe	Cultivateur		535 30 12		Fit
86	Aboubacar dialla	Cultivateur		542-6563		Fit
87	yeno diallo mara	Cultivateur		545-8408		Fit
88	Dian Wouy dialla	Cultivateur		592-7503		Fit
89	Aboubacar mara	Cultivateur		513-3720		Fit



Procès Verbal de consultation de la population de la localité de Balanne dans le cadre No 06 de l'actualisation de l'étude d'impact environnemental et social du projet d'aménagement du tronçon Boké - Québo (23km).

---

L'an deux mille dix huit et le samedi trent et un mars s'est tenue dans la localité de Balanne la consultation publique de la population dans le cadre du projet ci dessus cité.

Etaient présents à cette consultation (cf. liste de présence)

Après les salutations d'usage et présentations, le responsable du village a pris la parole et a souhaité la bienvenue à l'équipe de l'environnementaliste. L'environnementaliste a ensuite procédé à la présentation sommaire du projet, les différents impacts négatifs et positifs du projet, les mesures qui seront proposées pour minimiser, réduire et compenser les impacts négatifs. Il a également procédé à l'explication de la procédure qui sera utilisée pour l'identification et le recensement des personnes et de leurs biens.

La parole a ensuite été donnée aux participants pour exposer leurs préoccupations et suggestions afin que le projet s'intègre de façon harmonieuse dans son milieu.

- les femmes souhaitent la construction d'une école car le village n'en a pas. Elles voudraient



également la construction d'une mosquée. Cependant elle souligne que l'école la plus proche est N° 07 environ 3km du village, ce qui rend la fréquentation difficile pour les petits enfants.

- Les femmes de la localité souhaitent également avoir des forages et surtout un centre de santé pour avoir accès aux soins facilement.

- Les populations voudraient également avoir un moulin à grain.

NB: les populations sont organisées en association nommée " A Associação dos Agricultores de Ponte Balana (A.F.P.B).

- Les jeunes de la localité souhaitent l'aménagement d'un terrain de foot-ball.

- Prévoir des formations en couture pour les femmes,

- Prévoir des formations pratiques dans le domaine de l'agriculture, le maraîchage, ...

- Prioriser le recrutement de la main-d'œuvre lors des travaux,

Debutée à 10h00, la séance a pris fin à 11h20mn. après les remerciements des participants. Ont signé:

Le président de séance

Le Secrétaire de séance

Alissavini Dialo  
ALISSAVINI DJALO

Jorgepaulo Djaló  
DJALO Djaló



**LISTE DE PRESENCE**

**OBJET :** Consultation publique de la population de Balanna

**DATE :** 31-03-2018

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
01	ADUC DJALO			95.5311000		
02	SATTO TURE			95.5568479		
03	ASSAINE DJALO			95.5212903		
04	MADO BANGURA			95.5766065		
05	LAMBA BALOE			95.5865345		
06	MANGA JAWWURI DJALO			95.5281909		
07	TAKIBE BALOE			95.5224859		
08	ABUBACAR BALOE			95.5768752		
09	ABUHANÉ BA			95.5418835		
10	AMADOURI DJALO			95.6147413		
11	MAMADOURI DJALO					
12	SAYBA TRAÏ CARAYAT					

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
13	AYADEJUMA CATARA			95 5621730		
14	DESAINE SANE			95 5793586		
15	SADJO BANGURA			95.6065781		
16	SARAI CULUBALI			96 6045259		
17	ISSABEEL TCHUO			96 6853430		
18	MARIAMA DUESO SANE					
19	AIMATU DIALO					
20	SIRA TENEN DIALO					
21	CADJATU TURE					
22	ADAMATO CULUBALI					
23	TALUMATA CULUBALI			95.5930617		
24	AUA CANOE					
25	DOMINGAS DUADE					
26	AMINATA CULUBALI					
27	ADAMATULAI DIALO					
28	USBAI NETU BANGURA					

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
29	ADANA CULUBALI			955225748		
30	AISSATA DJI QUIATÉ					
31	SIRA CAMARA					
32	ADAMA TOURÉ					
33	QUINTA TORINTAKA					
34	DAN CRIMA					
35	CADJATU CAMARA			955948436		
36	MAMASSAMBA TOURÉ					
37	MAMADOU COO DJALO					
38	ANA BIDAN					
39	BINTUA INDJAY					
40	AMATU BARRY					
41	BATOLI CANTÉ					
42	MARIAMA DJALO					
43	AISSATA DJI CULUBALI					
44	ASSIMIO BALOE			955908608		

**ANNEXE 3 :**

**Fiche d'enquêtes socio-économiques des PAP**

## ENQUÊTES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DU TRONÇON DE ROUTE BOKE-QUEBO

Région	:	
Secteur	:	
Localité/Village	:	
Numéro de recensement	:	
Coordonnées du site (GPS)	:	
Date de l'enquête	:	

### 1 - Identité et activité(s) de la Personne Affectée par le Projet

Identité : Propriétaire	Locataire	Activité principale	Activité secondaire
Nom :			
Prénom (s) :			
Sexe : M F			
Date de naissance :			
Lieu de naissance :			
Pièce d'identité :			
Ethnie :			
Situation matrimoniale :			
Niveau d'instruction :			
Religion :			
Condition physique:			

### 2 - Cette place destinée à l'activité est-elle officiellement enregistrée auprès des Autorités administratives ?



3 - Depuis combien de temps cette place est-elle opérationnelle ?  
\_\_\_\_\_ ans \_\_\_\_\_ mois

4 - Pourquoi avez-vous choisi cet emplacement ?

5 - Si vous louez cet emplacement, quel est le loyer payé par mois ?

6 - Depuis combien de temps êtes-vous présent dans le quartier ?  
\_\_\_\_\_ ans \_\_\_\_\_ mois

7 - Quelle est la période d'activité la plus intense ? (mois, jour de marché,...)

8 - Au cours d'une bonne journée d'activité, combien de clients peuvent se présenter en moyenne à votre place d'activités ? \_\_\_\_\_ clients

9 - Quel est votre chiffre d'affaires moyen par semaine ? .....

10 - Combien de personnes vous employez ? \_\_\_\_\_ employés

11 - Informations sur les personnes employées dans l'activité affectée

N°	Nom	Prénoms	Sexe	Age	Niveau d'éducation	Type d'emploi	Salaire mensuel

12 - Principales dépenses (en FCFA) de la personne affectée :

- Scolarisation des enfants :
- Santé et soins :
- Logement (location) :
- Alimentation :
- Eau potable :
- Électricité :
- Téléphone :
- Autres :

13 - Membres de la famille de la personne affectée (les lister en verso de cette page : Nom et prénom (s), sexe, âge, niveau d'éducation, activités menées)

14- Identification des biens affectés (voir fiche de recensement en annexe 16)

15 - Recommandations ou suggestions particulières de l'enquêté

**ANNEXE 4 :**

**Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens  
affectés par le projet dans la localité de Ga-Duru**

CODE	LOCALITE/ VILLAGE	NOM	PRENOM	N°CNI	N°TELEPHONE	TYPE DE BIENS	QUANTITE	COÛT UNITAIRE	COÛT TOTAL	COÛT TOTAL COMPENSATION	SEXE
1	NGA-DURU	CAMARA	AMADU	131051 du 26/01/1982 Bissau	955415749	Maison en banco enduit en ciment tôle	194,22	55 000	10 682 100	17 722 388	M
						Case ronde	11,3354	35 000	396 739		
						Maison en banco tôle	69,125	45 000	3 110 625		
						Case ronde	21,2264	35 000	742 924		
						Colatier	1	20 000	20 000		
						Bananier	105	10 000	1 050 000		
						Manguier	11	30 000	330 000		
						Oranger	3	30 000	90 000		
						Puits traditionnel	1	500 000	500 000		
						Anacardier	32	25 000	800 000		
2	NGA-DURU	DJALO	MARIAMA TOURE		955731417	Case ronde	11,3354	35 000	396 739	584 239	F
						Manguier	5	30 000	150 000		
						Tamarinier	1	15 000	15 000		
						Papayer	1	10 000	10 000		
						Jardin potager	25	500	12 500		
3	NGA-DURU	DIALLO	OUMAR DIARY			Maison en banco enduit en ciment tôle	33	55 000	1 815 000	2 259 945	M
						Terrasse d'habitation cimentée	12,75	5 000	63 750		
						Hangar toit en paille	7,065	3 000	21 195		
						Maison en banco avec toit en paille	9	40 000	360 000		
4	NGA-DURU	DJALO	MAMADU		955321833	Maison en banco enduit en ciment tôle	111,8	55 000	6 149 000	12 044 000	M
						Terrasse d'habitation cimentée	30	5 000	150 000		
						Hangar tôle	30	10 000	300 000		
						Anacardier	167	25 000	4 175 000		
						Palmier	55	10 000	550 000		
						Manguier	24	30 000	720 000		
5	NGA-DURU	CAMARA	AMADU		955924198	Maison en banco tôle	31,635	45 000	1 423 575	1 423 575	M
6	NGA-DURU	CAMARA	MAMADU SANUSSI		955138488	Case ronde	13,19585	35 000	461 855	1 019 050	M
						Case carré	12,6	35 000	441 000		
						Terrasse d'habitation cimentée	7	5 000	35 000		
						Hangar toit en paille	7,065	3 000	21 195		
						Manguier	2	30 000	60 000		
7	NGA-DURU	SAMBA	NUMO MANE		955238979	Manguier	1	30 000	30 000	30 000	M
8	NGA-DURU	CUIATE	MAMADU SADJO	1A1-00513231-27 DU 23/11/2016 BISSAU	955443666	Case ronde	19,625	35 000	686 875	686 875	M
9	NGA-DURU	SIDIBE	AMADU		966985442	Case ronde	13,8474	35 000	484 659	484 659	M
10	NGA-DURU	SANE	LAMINA	1A1-00513909-27 DU 29/11/2016 BISSAU	955136176	Case ronde	18,0864	35 000	633 024	793 024	M
						Manguier	4	30 000	120 000		
						Papayer	2	10 000	20 000		
						Palmier	2	10 000	20 000		
11	NGA-DURU	SILA	AISSATU		955807877	Case ronde	12,56	35 000	439 600	1 597 600	F
						Maison en banco avec toit en paille	25,2	40 000	1 008 000		
						Toilettes	1	150 000	150 000		



CODE	LOCALITE/ VILLAGE	NOM	PRENOM	N°CNI	N°TELEPHONE	TYPE DE BIENS	QUANTITE	COÛT UNITAIRE	COÛT TOTAL	COÛT TOTAL COMPENSATION	SEXE
12	NGA-DURU	CULUBALI	MAMADU SELO		955966074	Case ronde	11,3354	35 000	396 739	845 942	M
						Case ronde	8,54865	35 000	299 203		
						Manguier	5	30 000	150 000		
13	NGA-DURU	DJALO	BRAIMA		955967114	Case ronde	13,8474	35 000	484 659	2 433 992	M
						Maison en banco avec toit en paille	20,58	40 000	823 200		
						Case ronde	10,74665	35 000	376 133		
						Bananier	75	10 000	750 000		
14	NGA-DURU	JAGUITE	ANSUMANE			Bananier	95	10 000	950 000	2 295 000	M
						Manguier	5	30 000	150 000		
						Anacardier	35	25 000	875 000		
						Palmier	32	10 000	320 000		
15	NGA-DURU	DIAKITE	MAMADU		955769134	Case ronde	10,1736	35 000	356 076	416 076	M
						Manguier	2	30 000	60 000		
16	NGA-DURU	BARRY	MAMADU			Maison en banco enduit en ciment tôle	56,8	55 000	3 124 000	3 405 344	M
						Case ronde	8,0384	35 000	281 344		
17	NGA-DURU	DJALO	ANHA		955568021	Maison en banco tôle	119,7	45 000	5 386 500	12 012 576	M
						Case ronde	10,1736	35 000	356 076		
						Anacardier	175	30 000	5 250 000		
						Palmier	90	10 000	900 000		
						Oranger	4	30 000	120 000		
18	NGA-DURU	DJALO	AMADU BELA	1A4-06006822-27 DU 31/10/2014 BISSAU		Case ronde	10,74665	35 000	376 133	376 133	M
19	NGA-DURU	DJALO	ALFA UMARO	1A4-06040082-27 DU 02/02/2018 BISSAU	955453318	Maison en banco avec toit en paille	53,96	40 000	2 158 400	3 810 533	M
						Maison en banco avec toit en paille	20,4	40 000	816 000		
						Case ronde	10,74665	35 000	376 133		
						Bananier	39	10 000	390 000		
						Palmier	1	10 000	10 000		
						Manguier	2	30 000	60 000		
20	NGA-DURU	CANTE	ALARVAURU		S/C 955865148	Maison en banco tôle	60,68	45 000	2 730 600	12 442 875	F
						Case ronde	7,065	35 000	247 275		
						Tamarinier	1	15 000	15 000		
						Bananier	95	10 000	950 000		
						Manguier	1	30 000	30 000		
						Anacardier	230	25 000	5 750 000		
						Palmier	272	10 000	2 720 000		
21	NGA-DURU	SANE	MUMINATU			Maison en banco tôle	42,21	45 000	1 899 450	2 310 526	F
						Case ronde	10,1736	35 000	356 076		
						Goyavier	1	25 000	25 000		
						Manguier	1	30 000	30 000		
22	NGA-DURU	COLIBALI	BUBACAR			Case ronde	10,1736	35 000	356 076	356 076	M
23	NGA-DURU	CULUBALI	ALCEINE	214733 DU 25/09/1986 BISSAU		Maison en banco non tôle	11,9025	35 000	416 588	4 483 664	M
						Maison en banco non tôle	10,1736	35 000	356 076		
						Maison en banco tôle	79,8	45 000	3 591 000		
						Manguier	3	30 000	90 000		
						Oranger	1	30 000	30 000		
24	NGA-DURU	CAMARA	MAMADU SALIU			Maison en banco tôle	90,78	45 000	4 085 100	4 289 100	M
						Terrasse d'habitation cimentée	40,8	5 000	204 000		
25	NGA-DURU	SILA	MOUSSA			Case ronde	13,19585	35 000	461 855	725 890	
						Case ronde	7,54385	35 000	264 035		
26	NGA-DURU	BARI	SAMBA DJUMA		955144834	Mosquée en banco tôle	31,51	35 000	1 102 850	1 132 850	M
						Manguier	1	30 000	30 000		

CODE	LOCALITE/ VILLAGE	NOM	PRENOM	N°CNI	N°TELEPHONE	TYPE DE BIENS	QUANTITE	COÛT UNITAIRE	COÛT TOTAL	COÛT TOTAL COMPENSATION	SEXE
27	NGA-DURU	BALDE	IBRAIMA	1A4-06014034-27 DU 08/06/2017 BISSAU	955622674	Maison en banco tolée	45,75	45 000	2 058 750	2 672 819	
						Case ronde	9,61625	35 000	336 569		
						Manguier	7	30 000	210 000		
						Terrasse d'habitation cimentée	13,5	5 000	67 500		
28	NGA-DURU	BALDE	SULAI	1A5-00112394- DU11/09/2014 BISSAU	955519112	Maison en banco avec toit en paille	7,84	40 000	313 600	3 221 200	M
						Maison en banco tolée	58,08	45 000	2 613 600		
						Terrasse d'habitation cimentée	17,6	5 000	88 000		
						Hangar tôle	17,6	10 000	176 000		
						Manguier	1	30 000	30 000		
29	NGA-DURU	CAMARA	MAMADU SANUSSI		955138488	Maison en banco tolée	59,2	45 000	2 664 000	2 694 000	M
						Manguier	1	30 000	30 000		
30	NGA-DURU	TURE	AMADU		955283960	Maison en banco tolée	245,7	45 000	11 056 500	15 191 375	M
						Maison en banco tolée	40,975	45 000	1 843 875		
						Terrasse d'habitation cimentée	77,2	5 000	386 000		
						Palmier	4	10 000	40 000		
						Bananier	181	10 000	1 810 000		
						Oranger	1	30 000	30 000		
						Manguier	1	25 000	25 000		
31	NGA-DURU	CAMARA	ADAMA		955321833	Maison en banco tolée	36,57	45 000	1 645 650	1 750 500	M
						Terrasse d'habitation cimentée	8,97	5 000	44 850		
						Manguier	2	30 000	60 000		
32	NGA-DURU	DJALO	URUBELA		95515207	Case ronde	8,54865	35 000	299 203	299 203	M
33	NGA-DURU	DJALO	ALPHA		956201948	Hangar toit en paille	8,41	3 000	25 230	25 230	M
34	NGA-DURU	AMARILO	GONSALVES		969137289	Anacardier	85	25 000	2 125 000	2 275 000	M
						Palmier	15	10 000	150 000		
35	NGA-DURU	MONE	MANGA			Anacardier	150	25 000	3 750 000	4 750 000	M
						Palmier	100	10 000	1 000 000		
36	NGA-DURU	DJALO	UMARO		955138253	Anacardier	180	25 000	4 500 000	4 770 000	M
						Palmier	27	10 000	270 000		
37	NGA-DURU	MANE	MAMADOU	1A1-00519258-27 DU 06/01/2017 BISSAU	955621445	Anacardier	45	25 000	1 125 000	1 525 000	M
						Palmier	40	10 000	400 000		
									-	129 156 256	

**ANNEXE 5 :**

**Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens  
affectés par le projet dans la localité de Ga-Dembele**

CODE	LOCALITE/ VILLAGE	NOM	PRENOM	N°CNI	N°TELEPHONE	TYPE DE BIENS	QUANTITE	COÛT UNITAIRE	COÛT TOTAL	COÛT TOTAL COMPENSATION	SEXE
1	GA-DEMBEL	SANE	BOUBACAR	1A4-06040097-27 DU 02/02/2014	955134031	Anacardier	2	25 000	50 000	50 000	M
2	GA-DEMBEL	BALDE	SULEMANE			Maison en banco tôle	38,28	45 000	1 722 600	1 803 795	M
						Hangar toit en paille	7,065	3 000	21 195		
						Manguier	2	30 000	60 000		
3	GA-DEMBEL	CAMARA	URI QUENDA		955864520	Manguier	3	30 000	90 000	860 000	M
						Bananier	15	10 000	150 000		
						Palmier	2	10 000	20 000		
						Papayier	2	10 000	20 000		
						Oranger	1	30 000	30 000		
						Anacardier	22	25 000	550 000		
4	GA-DEMBEL	COLUBALI	MAMADI TALATA		955190950	Manguier	1	30 000	30 000	60 000	F
						Oranger	1	30 000	30 000		
5	GA-DEMBEL	DJALO	ALASSANA		955224906	Manguier	2	30 000	60 000	60 000	M
6	GA-DEMBEL	BAH	IBRAHIMA	81413030321007 Guinée Conak	955216918	Hangar toit en paille	38,16	3 000	114 480	6 369 990	M
						Maison en banco tôle	43,35	45 000	1 950 750		
						Maison en banco tôle	92,92	45 000	4 181 400		
						Hangar toit en paille	21,12	3 000	63 360		
						Manguier	2	30 000	60 000		
7	GA-DEMBEL	DIALLO	MAMADOU ALPHA		955391086	Maison en banco toit en paille	24,94	40 000	997 600	997 600	M
8	GA-DEMBEL	CAMARA	AMADU		S/C 955886526	Manguier	1	30 000	30 000	30 000	M
9	GA-DEMBEL	FANHA	NGHALA		955144805	Manguier	19	30 000	570 000	620 000	M
						Anacardier	2	25 000	50 000		
10	GA-DEMBEL	DJALO	SADJUMA		955573754	Anacardier	12	25 000	300 000	300 000	M
11	GA-DEMBEL	DJALO	SULEIMANE		955564074	Anacardier	30	25 000	750 000	750 000	M
12	GA-DEMBEL	SANE	SACAMISSA		955567994	Anacardier	12	25 000	300 000	300 000	M
13	GA-DEMBEL	COLUBALI	SANA		965012995	Mosquée en banco toit en paille	38	40 000	1 520 000	1 520 000	M
14	GA-DEMBEL	MATRE	FRANCISCO		955446081	Manguier	4	30 000	120 000	120 000	M
15	GA-DEMBEL	COLUBALI	SULAIMANA		95531792	Anacardier	15	25 000	375 000	375 000	M
16	GA-DEMBEL	SIDIBE	SAIO	1A4-06003863-27 DU 18/02/2013 BISSAU	956085079	Manguier	4	30 000	120 000	145 000	M
						Goyavier	1	25 000	25 000		
17	GA-DEMBEL	CAMARA	BUBACAR		955626899	Maison en banco tôle	54,4	45 000	2 448 000	3 248 000	M
						Manguier	10	30 000	300 000		
						Puits traditionnel	1	500 000	500 000		
18	GA-DEMBEL	SEIDI	SAJO	1A1-00004075 DU 23/05/2016	955621537	Maison en banco tôle	109,88	45 000	4 944 600	12 414 600	M
						Manguier	2	30 000	60 000		
						Oranger	17	30 000	510 000		
						Anacardier	144	25 000	3 600 000		
						Manguier	110	30 000	3 300 000		
19	GA-DEMBEL	MANE	SADJO	1A1-00171606-22 24/05/2010 BISSAU	955240269	Maison en banco tôle	27	45 000	1 215 000	2 744 200	M
						Maison en banco tôle	23,76	45 000	1 069 200		
						Manguier	2	30 000	60 000		
						Douche en tôle	1	100 000	100 000		
						Oranger	1	30 000	30 000		
						Bananier	27	10 000	270 000		



CODE	LOCALITE/ VILLAGE	NOM	PRENOM	N°CNI	N°TELEPHONE	TYPE DE BIENS	QUANTITE	COÛT UNITAIRE	COÛT TOTAL	COÛT TOTAL COMPENSATION	SEXE
20	GA-DEMBEL	DJALO	MAMA SALIU		955452875	Maison en banco toit en paille	18,4	40 000	736 000	6 988 533	M
						Maison en banco toit en paille	45,1	40 000	1 804 000		
						Maison en banco toit en paille	51,06	40 000	2 042 400		
						Case ronde	10,74665	35 000	376 133		
						Bananier	143	10 000	1 430 000		
						Manguier	9	30 000	270 000		
						Oranger	11	30 000	330 000		
21	GA-DEMBEL	JALO	AMADU		955997002	Maison en banco tolée	75	45 000	3 375 000	13 481 550	M
						Maison en banco tolée	147,96	45 000	6 658 200		
						Maison en banco tolée	30,09	45 000	1 354 050		
						Maison en banco tolée	39,42	45 000	1 773 900		
						Maison en banco toit en paille	5,76	40 000	230 400		
						Manguier	3	30 000	90 000		
22	GA-DEMBEL	QUETA	BUBACAR		955367080	Maison en banco toit en paille	17,22	40 000	688 800	752 806	M
						Hangar toit en paille	11,3354	3 000	34 006		
						Manguier	1	30 000	30 000		
23	GA-DEMBEL	DJOP	LIMANA		955351937	Maison en banco tolée	22,26	45 000	1 001 700	5 496 100	M
						Maison en banco tolée	89,44	45 000	4 024 800		
						Case ronde	12,56	35 000	439 600		
						Manguier	1	30 000	30 000		
24	GA-DEMBEL	CAMARA	ALSENY	81 501 010 005 014	955134397	Maison en banco tolée	23,49	45 000	1 057 050	1 558 865	M
						Case ronde	13,19585	35 000	461 855		
						Hangar toit en paille	13,32	3 000	39 960		
25	GA-DEMBEL	CENTRE DE SANTE				Maison en parpaings tolée	59,86	75 000	4 489 500	9 489 500	
						Forage non fonctionnel	1	5 000 000	5 000 000		
26	GA-DEMBEL	CAMARA	INUSSA	1A7-00055398 DU 15/05/2015 BISSAU	955290552	Case ronde	8,54865	35 000	299 203	7 991 190	M
						Hangar toit en paille	11,93985	3 000	35 820		
						Maison en banco tolée	46,2	45 000	2 079 000		
						Hangar toit en paille	5,72265	3 000	17 168		
						Manguier	2	30 000	60 000		
						Puits traditionnel	1	500 000	500 000		
						Forage non fonctionnel	1	5 000 000	5 000 000		
27	GA-DEMBEL	DJALO	CUMBA		956085086	Case ronde	3,46185	35 000	121 165	2 587 734	F
						Case ronde	9,61625	35 000	336 569		
						Anacardier	74	25 000	1 850 000		
						Manguier	7	30 000	210 000		
						Bananier	7	10 000	70 000		
28	GA-DEMBEL	DJASSI	SAMBU		955540568	Manguier	4	30 000	120 000	145 000	M
						Jardin potager (pieds de manioc)	25	1 000	25 000		
29	GA-DEMBEL	MELE	BIOFTE		955795780	Manguier	2	30 000	60 000	60 000	M
30	GA-DEMBEL	SEIDI	MALAM		956280672	Maison en banco toit en paille	64,97	40 000	2 598 800	3 485 144	M
						Case ronde	8,0384	35 000	281 344		
						Palmier	2	10 000	20 000		
						Papayier	3	10 000	30 000		
						Oranger	1	30 000	30 000		
						Citronnier	10	25 000	250 000		
						Anacardier	11	25 000	275 000		

[illegible]

**ANNEXE 6 :**

**Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens  
affectés par le projet dans la localité de Balana**

CODE	LOCALITE/ VILLAGE	NOM	PRENOM	N°CNI	N°TELEPHONE	TYPE DE BIENS	QUANTITE	COÛT UNITAIRE	COÛT TOTAL	COÛT TOTAL COMPENSATION	SEXE
1	BALANA	ABSENT				Manguier	9	30 000	270 000	2 170 000	M
						Oranger	4	25 000	100 000		
						Anacardier	72	25 000	1 800 000		
2	BALANA	DJALO	BASSIRU	1A9-00138768	966625029	Anacardier	50	25 000	1 250 000	1 280 000	M
						Manguier	1	30 000	30 000		
3	BALANA	BANGURA	UMARU	1A1-00298313-27 DU 08/01/2013 BISSAU	956063660	Anacardier	154	25 000	3 850 000	3 850 000	M
4	BALANA	CULUBALI	AISSATU		955311000	Anacardier	232	25 000	5 800 000	5 890 000	F
						Manguier	3	30 000	90 000		
5	BALANA	DJALO	MUSSA		955225743	Case ronde	14,51465	35 000	508 013	1 106 026	M
						Case ronde	14,51465	35 000	508 013		
						Manguier	1	30 000	30 000		
						Oranger	2	30 000	60 000		
6	BALANA	DJALO	SULAMANA		955227896	Maison en banco toit en paille	45,6	40 000	1 824 000	2 263 600	M
						Case ronde	12,56	35 000	439 600		
7	BALANA	CAMARA	AMA JUMA		955621730	Anacardier	81	25 000	2 025 000	2 385 000	M
						Manguier	5	30 000	150 000		
						Oranger	7	30 000	210 000		
8	BALANA	BANGURA	USSUMANE		955418833	Case ronde	14,51465	35 000	508 013	4 628 513	M
						Maison en banco tôle	42,9	45 000	1 930 500		
						Manguier	9	30 000	270 000		
						Oranger	4	30 000	120 000		
						Anacardier	72	25 000	1 800 000		
9	BALANA	ABSENT				Anacardier	5	25 000	125 000	125 000	M
10	BALANA	CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE				Maison en parpaings tôle	65,6	75 000	4 920 000	4 920 000	
11	BALANA	DJAGUITE	SARA		956107779	Hangar toit en paille	20,21	3 000	60 630	60 630	M
12	BALANA	BALDE	SADJO		955224859	Case ronde	10,74665	35 000	376 133	436 133	M
						Bananier	3	10 000	30 000		
						Manguier	1	30 000	30 000		
13	BALANA	JALO	ALCEINE		955212903	Maison en banco tôle	72,54	45 000	3 264 300	3 926 071	M
						Maison en banco non tôle	15,75	35 000	551 250		
						Hangar toit en paille	10,1736	3 000	30 521		
						Colatier	1	20 000	20 000		
						Manguier	2	30 000	60 000		
14	BALANA	URNA			S/C 955224334	Case ronde	8,0384	35 000	281 344	1 200 376	M
						Case ronde	8,0384	35 000	281 344		
						Case ronde	8,0384	35 000	281 344		
						Case ronde	8,0384	35 000	281 344		
						Grenier en banco	1	75 000	75 000		
15	BALANA	DJALO	MAMADU URI		956045259	Case ronde	15,89625	35 000	556 369	616 369	M
						Manguier	2	30 000	60 000		
16	BALANA	CAMARA	AMINATA		S/C 955793586	Manguier	1	30 000	30 000	60 000	F
						Oranger	1	30 000	30 000		
17	BALANA	CAMARA	BACAR		956897527	Anacardier	66	25 000	1 650 000	1 650 000	M



[illegible]

## **ANNEXE 7 :**

**Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens  
affectés par le projet dans la localité de Dakar Sinho**

CODE	LOCALITE/ VILLAGE	NOM	PRENOM	N°CNI	N°TELEPHONE	TYPE DE BIENS	QUANTITE	COÛT UNITAIRE	COÛT TOTAL	COÛT TOTAL COMPENSATION	SEXE
1	DAKARSINHO	DJALO	MAMADU IAIA	1A1-000996658 DU 19/01/205 BISSAU	955388301/ 966869609	Maison en banco tôleée crépis en ciment	190,35	55 000	10 469 250	15 359 250	M
						Manguier	44	30 000	1 320 000		
						Bananier	32	10 000	320 000		
						Anacardier	128	25 000	3 200 000		
						Palmier	5	10 000	50 000		
2	DAKARSINHO	CAMARA	LANDO		955138635	Case ronde	11,93985	35 000	417 895	417 895	M
3	DAKARSINHO	JALO	ABDUL RAHMANE	1A1-002149666-22	955952544	Case ronde	14,51465	35 000	508 013	508 013	M
4	DAKARSINHO	BARI	SADO NILA		955254312	Manguier	3	30 000	90 000	325 000	M
						Anacardier	9	25 000	225 000		
						Bananier	1	10 000	10 000		
5	DAKARSINHO	BALDE	CADIJATU	1A1-00458685-27 DU 21/12/2015 BISSAU	955110438	Puits traditionnel	1	500 000	500 000	17 283 737	F
						Manguier	20	30 000	600 000		
						Bananier	39	10 000	390 000		
						Hangar tôle	31,08	10 000	310 800		
						Four en banco	1	150 000	150 000		
						Case ronde	18,0864	35 000	633 024		
						Maison en banco tôleée crépis en ciment	207,05	55 000	11 387 750		
						Maison en banco tôleée	21,5	45 000	967 500		
						Réservoir d'eau en banco	3,61728	15 000	54 259		
						Case ronde	6,1544	35 000	215 404		
						Anacardier	83	25 000	2 075 000		
6	DAKARSINHO	JALO	MAMADO		956186275	Anacardier	10	25 000	250 000	420 000	M
						Palmier	2	10 000	20 000		
						Oranger	2	30 000	60 000		
						Manguier	3	30 000	90 000		
7	DAKARSINHO	DJALO	MAMADU ALI		956160964	Case ronde	10,1736	35 000	356 076	356 076	M
8	DAKARSINHO	DJALO	BUBACAR			Manguier	1	30 000	30 000	190 000	M
						Anacardier	6	25 000	150 000		
						Palmier	1	10 000	10 000		
9	DAKARSINHO	DABO	AMADU		966662366/ 955865133	Manguier	20	30 000	600 000	1 450 000	M
						Palmier	20	10 000	200 000		
						Anacardier	6	25 000	150 000		
						Puits traditionnel	1	500 000	500 000		
10	DAKARSINHO	BALDE	DIARA	S/C BALDA CADIJATU	955110438	Anacardier	35	25 000	875 000	1 175 000	M
						Manguier	10	30 000	300 000		
11	DAKARSINHO	ABSENT				Anacardier	3	25 000	75 000	135 000	
						Manguier	2	30 000	60 000		
12	DAKARSINHO	BALDA	BRAIMA	1A1-00085976-22 DU 25/03/2008 BISSAU	966133781	Anacardier	21	25 000	525 000	805 000	M
						Manguier	4	30 000	120 000		
						Oranger	4	30 000	120 000		
						Palmier	4	10 000	40 000		

CODE	LOCALITE/ VILLAGE	NOM	PRENOM	N°CNI	N°TELEPHONE	TYPE DE BIENS	QUANTITE	COÛT UNITAIRE	COÛT TOTAL	COÛT TOTAL COMPENSATION	SEXE
13	DAKARSINHO	BARI	MAMA SAMBA	1A1-00249460-27	956112320/ 966210518	Anacardier	114	25 000	2 850 000	3 740 000	M
						Manguier	18	30 000	540 000		
						Palmier	20	10 000	200 000		
						Toilette en banco	1	150 000	150 000		
14	DAKARSINHO	SANE	BRAIMA		955479882	Anacardier	68	25 000	1 700 000	2 185 000	M
						Citronnier	5	25 000	125 000		
						Manguier	12	30 000	360 000		
15	DAKARSINHO	BALDE	BRAIMA THIERNO		955511217	Anacardier	5	25 000	125 000	185 000	
						Manguier	2	30 000	60 000		
16	DAKARSINHO	CAMARA	BABA	1A1-00067904 DU 15/05/2017 BISSAU	955878420	Anacardier	5	25 000	125 000	245 000	M
						Manguier	4	30 000	120 000		
									-	44 779 971	

**ANNEXE 8 :**

**Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens  
affectés par le projet dans la localité de Tchangue Jaia**



[illegible]

**ANNEXE 9 :**

**Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens  
affectés par le projet dans la localité de Boela 1**

[illegible]

**ANNEXE 10 :**

**Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens  
affectés par le projet dans la localité de Boela 2**

[illegible]



**ANNEXE 11 :**

**Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens  
affectés par le projet dans la localité de Dagala**

[illegible]

**ANNEXE 12 :**

**Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens  
affectés par le projet dans la localité de Tchaimara**

[illegible]

**ANNEXE 13 :**


**Liste des PAP, des biens et des coûts de compensation des biens  
affectés par le projet dans la localité de Mampata**





[illegible]

**ANNEXE 14 :**


**Liste des PAP et des coûts de compensation des biens affectés**


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>	131051 du 26/01/1982 Bissau	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955415749	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco enduit en ciment tôle	10 682 100	<b>17 722 388</b>
Case ronde	396 739	
Maison en banco tôle	3 110 625	
Case ronde	742 924	
Colatier	20 000	
Bananier	1 050 000	
Manguier	330 000	
Oranger	90 000	
Puits traditionnel	500 000	
Anacardier	800 000	


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MARIAMA TOURE	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955731417	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	396 739	<b>584 239</b>
Manguier	150 000	
Tamarinier	15 000	
Papayer	10 000	
Jardin potager	12 500	


<b>NOM</b>	DIALLO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	OUMAR DIARY	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco enduit en ciment tôle	1 815 000	<b>2 259 945</b>
Terrasse d'habitation cimentée	63 750	
Hangar toit en paille	21 195	
Maison en banco avec toit en paille	360 000	




<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955321833	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco enduit en ciment tôle	6 149 000	<b>12 044 000</b>
Terrasse d'habitation cimentée	150 000	
Hangar tôle	300 000	
Anacardier	4 175 000	
Palmier	550 000	
Manguier	720 000	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955924198	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	1 423 575	<b>1 423 575</b>


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU SANUSSI	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955138488	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	461 855	<b>1 019 050</b>
Case carré	441 000	
Terrasse d'habitation cimentée	35 000	
Hangar toit en paille	21 195	
Manguier	60 000	


<b>NOM</b>	SAMBA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	NUMO MANE	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955238979	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	30000	<b>30 000</b>


<b>NOM</b>	CUIATE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU SADJO	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>	1A1-00513231-27 DU 23/11/2016 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955443666	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	686 875	<b>686 875</b>




<b>NOM</b>	SIDIBE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966985442	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	484 659	<b>484 659</b>


<b>NOM</b>	SANA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	LAMINA	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>	1A1-00513909-27 DU 29/11/2016 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955136176	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	633 024	<b>793 024</b>
Manguier	120 000	
Papayer	20 000	
Palmier	20 000	


<b>NOM</b>	SILA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AISSATU	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955807877	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	439 600	<b>1 597 600</b>
Maison en banco avec toit en paille	1 008 000	
Toilettes	150 000	


<b>NOM</b>	CULUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU SELO	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955966074	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	396 739	<b>845 942</b>
Case ronde	299 203	
Manguier	150 000	


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BRAIMA	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955967114	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	484 659	<b>2 433 992</b>
Maison en banco avec toit en paille	823 200	
Case ronde	376 133	
Bananier	750 000	




<b>NOM</b>	JAGUITE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ANSUMANE	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Bananier	950 000	<b>2 295 000</b>
Manguier	150 000	
Anacardier	875 000	
Palmier	320 000	


<b>NOM</b>	DIAKITE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955769134	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	356 076	<b>416 076</b>
Manguier	60 000	


<b>NOM</b>	BARRY	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco enduit en ciment tôle	3 124 000	<b>3 405 344</b>
Case ronde	281 344	


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ANHA	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955568021	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	5 386 500	<b>12 012 576</b>
Case ronde	356 076	
Anacardier	5 250 000	
Palmier	900 000	
Oranger	120 000	


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMADU BELA	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>	1A4-06006822-27 DU 31/10/2014 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	376 133	<b>376 133</b>





<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALFA UMARO	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>	1A4-06040082-27 DU 02/02/2018 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955453318	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco avec toit en paille	2 158 400	<p><b>3 810 533</b></p>
Maison en banco avec toit en paille	816 000	
Case ronde	376 133	
Bananier	390 000	
Palmier	10 000	
Manguier	60 000	

<b>NOM</b>	CANTE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALARVAURU	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	S/C 955865148	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	2 730 600	<b>12 442 875</b>
Case ronde	247 275	
Tamarinier	15 000	
Bananier	950 000	
Manguier	30 000	
Anacardier	5 750 000	
Palmier	2 720 000	


<b>NOM</b>	SANE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MUMINATU	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	1 899 450	<b>2 310 526</b>
Case ronde	356 076	
Goyavier	25 000	
Manguier	30 000	


<b>NOM</b>	COLIBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BUBACAR	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	356 076	<b>356 076</b>


<b>NOM</b>	CULUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALCEINE	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>	214733 DU 25/09/1986 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco non tôle	416 588	<b>4 483 664</b>
Maison en banco non tôle	356 076	
Maison en banco tôle	3 591 000	
Manguier	90 000	
Oranger	30 000	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU SALIU	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	4 085 100	<b>4 289 100</b>
Terrasse d'habitation cimentée	204 000	





<b>NOM</b>	SILA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MOUSSA	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	461 855	<b>725 890</b>
Case ronde	264 035	

<b>NOM</b>	BARI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SAMBA DJUMA	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955144834	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Mosquée en banco tôle	1 102 850	<b>1 132 850</b>
Manguier	30 000	


<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	IBRAIMA	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>	1A4-06014034-27 DU 08/06/2017 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955622674	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	2 058 750	<b>2 672 819</b>
Case ronde	336 569	
Manguier	210 000	
Terrasse d'habitation cimentée	67 500	


<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SULAI	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>	1A5-00112394-DU11/09/2014 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955519112	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco avec toit en paille	313 600	<b>3 221 200</b>
Maison en banco tôle	2 613 600	
Terrasse d'habitation cimentée	88 000	
Hangar tôle	176 000	
Manguier	30 000	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU SANUSSI	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955138488	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	2 664 000	<b>2 694 000</b>
Manguier	30 000	


<b>NOM</b>	TURE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955283960	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	11 056 500	<b>15 191 375</b>
Maison en banco tôle	1 843 875	
Terrasse d'habitation cimentée	386 000	
Palmier	40 000	
Bananier	1 810 000	
Oranger	30 000	
Manguier	25 000	





<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ADAMA	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955321833	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	1 645 650	<b>1 750 500</b>
Terrasse d'habitation cimentée	44 850	
Manguier	60 000	

<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	URUBELA	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	95515207	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	299 203	<b>299 203</b>


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALPHA	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956201948	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Hangar toit en paille	25 230	<b>25 230</b>

<b>NOM</b>	AMARILO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	GONSALVES	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	969137289	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	2 125 000	<b>2 275 000</b>
Palmier	150 000	


<b>NOM</b>	MONE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MANGA	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	3 750 000	<b>4 750 000</b>
Palmier	1 000 000	


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	UMARO	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955138253	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	4 500 000	<b>4 770 000</b>
Palmier	270 000	





<b>NOM</b>	MANE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADOU	
<b>LOCALITÉ</b>	NGA-DURU	
<b>N° CNI</b>	1A1-00519258-27 DU 06/01/2017 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955621445	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 125 000	<b>1 525 000</b>
Palmier	400 000	

**LOCALITÉ DE GADEMBEL**


<b>NOM</b>	SANE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BOUBACAR	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>	1A4-06040097-27 DU 02/02/2018	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955134031	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	50 000	<b>50 000</b>


<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SULEMANE	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	1 722 600	<b>1 803 795</b>
Hangar toit en paille	21 195	
Manguier	60 000	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	URI QUENDA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955864520	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	90 000	<b>860 000</b>
Bananier	150 000	
Palmier	20 000	
Papayer	20 000	
Oranger	30 000	
Anacardier	550 000	


<b>NOM</b>	COLUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADI TALATA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955190950	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	30 000	<b>60 000</b>
Oranger	30 000	





<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALASSANA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955224906	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	60 000	60 000

<b>NOM</b>	BAH	
<b>PRÉNOM (S)</b>	IBRAHIMA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>	081413030321007 Guinée Conakry	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955216918	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Hangar toit en paille	114 480	<p><b>6 369 990</b></p>
Maison en banco tôle	1 950 750	
Maison en banco tôle	4 181 400	
Hangar toit en paille	63 360	
Manguier	60 000	


<b>NOM</b>	DIALLO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADOU ALPHA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955391086	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco toit en paille	997 600	<b>997 600</b>


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	S/C 955886526	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	30 000	<b>30 000</b>


<b>NOM</b>	FANHA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	NGHALA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955144805	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	570 000	<b>620 000</b>
Anacardier	50 000	


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SADJUMA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955573754	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	300 000	<b>300 000</b>





<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SULEIMANE	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955564074	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	750 000	<b>750 000</b>

<b>NOM</b>	SANE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SACAMISSA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955567994	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	300 000	<b>300 000</b>


<b>NOM</b>	COLUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SANA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	965012995	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Mosquée en banco toit en paille	1 520 000	<b>1 520 000</b>


<b>NOM</b>	MATRE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	FRANCISCO	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955446081	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	120 000	<b>120 000</b>


<b>NOM</b>	COLUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SULAIMANA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	95531792	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	375 000	<b>375 000</b>


<b>NOM</b>	SIDIBE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SAIO	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>	1A4-06003863-27 DU 18/02/2013 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956085079	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	120 000	<b>145 000</b>
Goyavier	25 000	





<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BUBACAR	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955626899	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	2 448 000	<b>3 248 000</b>
Manguier	300 000	
Puits traditionnel	500 000	

<b>NOM</b>	SEIDI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SAJO	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>	1A1-00004075 DU 23/05/2016	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955621537	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	4 944 600	<b>12 414 600</b>
Manguier	60 000	
Oranger	510 000	
Anacardier	3 600 000	
Manguier	3 300 000	


<b>NOM</b>	MANE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SADJO	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>	1A1-00171606-22 24/05/2010 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955240269	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	1 215 000	<b>2 744 200</b>
Maison en banco tôle	1 069 200	
Manguier	60 000	
Douche en tôle	100 000	
Oranger	30 000	
Bananier	270 000	


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMA SALIU	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955452875	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco toit en paille	736 000	<b>6 988 533</b>
Maison en banco toit en paille	1 804 000	
Maison en banco toit en paille	2 042 400	
Case ronde	376 133	
Bananier	1 430 000	
Manguier	270 000	
Oranger	330 000	


<b>NOM</b>	JALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955997002	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	3 375 000	<b>13 481 550</b>
Maison en banco tôle	6 658 200	
Maison en banco tôle	1 354 050	
Maison en banco tôle	1 773 900	
Maison en banco toit en paille	230 400	
Manguier	90 000	


<b>NOM</b>	QUETA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BUBACAR	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955367080	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco toit en paille	688 800	<b>752 806</b>
Hangar toit en paille	34 006	
Manguier	30 000	





<b>NOM</b>	DJOP	
<b>PRÉNOM (S)</b>	LIMANA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955351937	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	1 001 700	<b>5 496 100</b>
Maison en banco tôle	4 024 800	
Case ronde	439 600	
Manguier	30 000	

<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALSENY	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>	81501010005014	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955134397	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	1 057 050	<b>1 558 865</b>
Case ronde	461 855	
Hangar toit en paille	39 960	


<b>NOM</b>	CENTRE DE SANTE	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en parpaings tôle	4 489 500	<b>9 489 500</b>
Forage non fonctionnel	5 000 000	

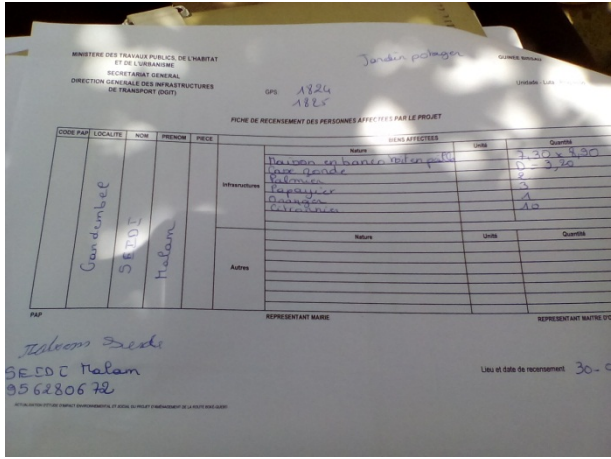
<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	INUSSA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>	1A7-00055398 DU 15/05/2015 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955290552	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	299 203	<b>7 991 190</b>
Hangar toit en paille	35 820	
Maison en banco tôleée	2 079 000	
Hangar toit en paille	17 168	
Manguier	60 000	
Puits traditionnel	500 000	
Forage non fonctionnel	5 000 000	


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	CUMBA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956085086	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	121 165	<b>2 587 734</b>
Case ronde	336 569	
Anacardier	1 850 000	
Manguier	210 000	
Bananier	70 000	


<b>NOM</b>	DJASSI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SAMBU	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955540568	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	120 000	<b>145 000</b>
Jardin potager (pieds de manioc)	25 000	





<b>NOM</b>	MELE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BIOFTE	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955795780	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	60 000	<b>60 000</b>

<b>NOM</b>	SEIDI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MALAM	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956280672	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco toit en paille	2 598 800	<p><b>3 485 144</b></p>
Case ronde	281 344	
Palmier	20 000	
Papayer	30 000	
Oranger	30 000	
Citronnier	250 000	
Anacardier	275 000	


<b>NOM</b>	SANE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	TALI DJUMA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956045547	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	376 133	<b>2 739 133</b>
Maison en banco toit en paille	2 158 000	
Manguier	180 000	
Goyavier	25 000	


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	PENDA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955430962	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	911 250	<b>3 503 550</b>
Maison en banco tôle	2 562 300	
Manguier	30 000	


<b>NOM</b>	SANE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	LAMARANE	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955457526	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	531 916	<b>531 916</b>


<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	CAMA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956294792	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Mosquée en banco tôle	3 398 850	<b>5 076 350</b>
Clôture en banco	1 177 500	
Puits traditionnel	500 000	




<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	LAMARANA	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>	1A4-00162029- DU 24/04/2015 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955939077	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	356 076	<b>1 991 752</b>
Case ronde	356 076	
Case ronde	439 600	
Manguier	90 000	
Anacardier	750 000	

<b>NOM</b>	COLUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU SARIFO	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>	1A4-00154817 DU 14/10/2016 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955436080	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	625 000	<b>625 000</b>


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ADAMA AUA COLUBALI	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>	1A4-06002970-27 DU 04/01/2017 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955863795	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	581 371	<b>644 811</b>
Hangar toit en paille	15 920	
Hangar toit en paille	47 520	


<b>NOM</b>	JALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ADULAI	
<b>LOCALITÉ</b>	GADEMBEL	
<b>N° CNI</b>	1A4-06004793-27 DU 05/08/2013 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955702939	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 975 000	<b>1 975 000</b>


**BALANA**


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BASSIRU	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>	1A9-00138768	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966625029	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 250 000	<b>1 280 000</b>
Manguier	30 000	





<b>NOM</b>	BANGURA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	UMARU	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>	1A1-00298313-27 DU 08/01/2013 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956063660	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	3 850 000	<b>3 850 000</b>

<b>NOM</b>	CULUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AISSATU	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955311000	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	5 800 000	<b>5 890 000</b>
Manguier	90 000	

<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MUSSA	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955225743	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	508 013	<b>1 106 026</b>
Case ronde	508 013	
Manguier	30 000	
Oranger	60 000	


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SULAMANA	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955227896	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco toit en paille	1 824 000	<b>2 263 600</b>
Case ronde	439 600	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMA JUMA	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955621730	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	2 025 000	<b>2 385 000</b>
Manguier	150 000	
Oranger	210 000	


<b>NOM</b>	BANGURA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	USSUMANE	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955418833	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	508 013	<b>4 628 513</b>
Maison en banco tôleée	1 930 500	
Manguier	270 000	
Oranger	120 000	
Anacardier	1 800 000	





<b>NOM</b>	ABSENT	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	125 000	<b>125 000</b>

<b>NOM</b>	CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en parpaings tôlée	4 920 000	<b>4 920 000</b>


<b>NOM</b>	DJAGUITE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SARA	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956107779	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Hangar toit en paille	60 630	<b>60 630</b>


<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SADJO	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955224859	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	376 133	<b>436 133</b>
Bananier	30 000	
Manguier	30 000	


<b>NOM</b>	JALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALCEINE	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955212903	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	3 264 300	<b>3 926 071</b>
Maison en banco non tôle	551 250	
Hangar toit en paille	30 521	
Colatier	20 000	
Manguier	60 000	


<b>NOM</b>	URNA	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	S/C 955224334	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	281 344	<b>1 200 376</b>
Case ronde	281 344	
Case ronde	281 344	
Case ronde	281 344	
Grenier en banco	75 000	





<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU URI	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956045259	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	556 369	<b>616 369</b>
Manguier	60 000	

<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMINATA	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	S/C 955793586	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	30 000	<b>60 000</b>
Oranger	30 000	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BACAR	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956897527	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 650 000	<b>1 650 000</b>


<b>NOM</b>	SANE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALCEINE	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955793586	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	850 000	<b>880 000</b>
Manguier	30 000	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BRAIMA	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955287986	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	3 312 000	<b>3 332 000</b>
Cassia	20 000	


<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955908608	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	892 663	<b>1 424 579</b>
Case ronde	531 916	





<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MALADO	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955768752	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	581 371	<b>641 371</b>
Oranger	60 000	

<b>NOM</b>	BAH	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALPHA TALIBE	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955224859	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	508 013	<b>508 013</b>


<b>NOM</b>	BARRY	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SADY	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955459401	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	633 024	<b>633 024</b>


<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	LAMARANA	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955865345	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	1 009 800	<b>1 057 680</b>
Hangar toit en paille	47 880	

<b>NOM</b>	BAH	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMADOU BELLA	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>	5078713 DU 11/07/2014	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955315284	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	439 600	<b>439 600</b>

<b>NOM</b>	TURE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SAIDO	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>	1A4-06013038-27 DU 29/05/2017 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	9555568479	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	247 275	<b>1 767 275</b>
Maison en banco toit en paille	1 430 000	
Manguier	90 000	




<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALASSANA	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955453336	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en paille	451 350	<b>611 350</b>
Poulailler	50 000	
Manguier	60 000	
Citronnier	25 000	
Anacardier	25 000	

<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ADUL	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955391000	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	2 000 000	<b>2 396 739</b>
Case ronde	396 739	

<b>NOM</b>	SANE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MARIAMA QUESSO	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955930617	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	425 000	<b>425 000</b>

<b>NOM</b>	SILA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 600 000	<b>1 600 000</b>


<b>NOM</b>	ABSENT	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	625 000	<b>715 000</b>
Manguier	90 000	


<b>NOM</b>	ABSENT	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	BALANA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	270 000	<b>2 170 000</b>
Oranger	100 000	
Anacardier	1 800 000	





**DAKARSINHO**

<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU IAIA	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>	1A1-000996658 DU 19/01/205 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955388301/ 966869609	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôlée crépis en ciment	10 469 250	<b>15 359 250</b>
Manguier	1 320 000	
Bananier	320 000	
Anacardier	3 200 000	
Palmier	50 000	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	LANDO	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955138635	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	417 895	<b>417 895</b>


<b>NOM</b>	JALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ABDUL RAHMANE	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>	1A1-002149666- 22	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955952544	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	508 013	<b>508 013</b>


<b>NOM</b>	BARI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SADO NILA	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955254312	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	90 000	<b>325 000</b>
Anacardier	225 000	
Bananier	10 000	


<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	CADIJATU	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>	1A1-00458685-27 DU 21/12/2015 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955110438	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Puits traditionnel	500 000	<p><b>17 283 737</b></p>
Manguier	600 000	
Bananier	390 000	
Hangar tôle	310 800	
Four en banco	150 000	
Case ronde	633 024	
Maison en banco tôle crépis en ciment	11 387 750	
Maison en banco tôle	967 500	
Réservoir d'eau en banco	54 259	
Case ronde	215 404	
Anacardier	2 075 000	





<b>NOM</b>	JALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADO	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956186275	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	250 000	<b>420 000</b>
Palmier	20 000	
Oranger	60 000	
Manguier	90 000	

<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU ALI	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956160964	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	356 076	<b>356 076</b>


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BUBACAR	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	30 000	<b>190 000</b>
Anacardier	150 000	
Palmier	10 000	


<b>NOM</b>	DABO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966662366/ 955865133	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	600 000	<b>1 450 000</b>
Palmier	200 000	
Anacardier	150 000	
Puits traditionnel	500 000	

<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	DIARA	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>	S/C BALDA CADIJATU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955110438	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	875 000	<b>1 175 000</b>
Manguier	300 000	

<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMIDU	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	75 000	<b>135 000</b>
Manguier	60 000	




<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BRAIMA	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>	1A1-00085976-22 DU 25/03/2008 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966133781	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	525 000	<b>805 000</b>
Manguier	120 000	
Oranger	120 000	
Palmier	40 000	

<b>NOM</b>	BARI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMA SAMBA	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>	1A1-00249460-27	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956112320/ 966210518	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	2 850 000	<b>3 740 000</b>
Manguier	540 000	
Palmier	200 000	
Toilette en banco	150 000	

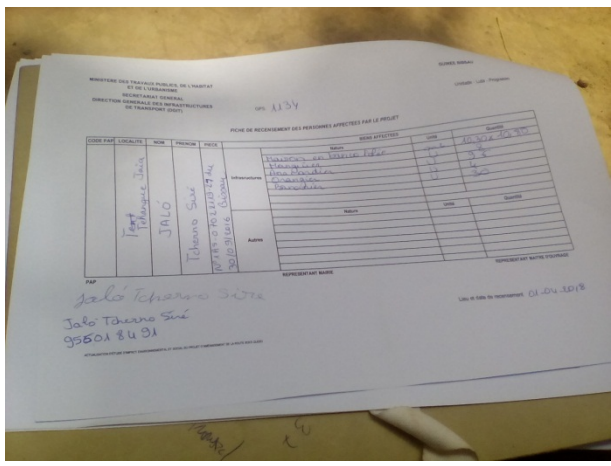
<b>NOM</b>	SANE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BRAIMA	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955479882	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 700 000	<b>2 185 000</b>
Citronnier	125 000	
Manguier	360 000	


<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BRAIMA THIERNO	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955511217	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	125 000	<b>185 000</b>
Manguier	60 000	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BABA	
<b>LOCALITÉ</b>	DAKARSINHO	
<b>N° CNI</b>	1A1-00067904 DU 15/05/2017 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955878420	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	125 000	<b>245 000</b>
Manguier	120 000	


**TCHANGUE IAIA**





<b>NOM</b>	JALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	TCHERNO SERE	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHANGUE JAIA	
<b>N° CNI</b>	1A5-07-022119-27 DU 30/09/2016 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956018491	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	5 005 800	<p><b>8 065 800</b></p>
Manguier	240 000	
Anacardier	2 400 000	
Oranger	120 000	
Bananier	300 000	

<b>NOM</b>	COLUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MADIU	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHANGUE IAIA	
<b>N° CNI</b>	1A1-00520591-27 DU16/01/2017 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955740948	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 475 000	<b>7 748 000</b>
Manguier	630 000	
Hangar tôle	90 000	
Maison en banco tôle	5 202 000	
Maison en banco tôle	351 000	


<b>NOM</b>	CAMNATE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	DOMINGOS	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHANGUE JAIA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966605364	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Hangar toit en paille	43 560	<b>1 695 299</b>
Case ronde	396 739	
Manguier	480 000	
Anacardier	775 000	


<b>NOM</b>	CULUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MANGA	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHANGUE IAIA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955456366/ 966494376	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	336 569	<b>426 569</b>
Oranger	30 000	
Manguier	60 000	


<b>NOM</b>	DIABI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	CARAMBA	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHANGUE JAIA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	S/C 955556241	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Bananier	500 000	<b>1 000 000</b>
Anacardier	500 000	

<b>NOM</b>	CULUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHANGUE JAIA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	S/C 966494375	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	120 000	<b>120 000</b>





<b>NOM</b>	CULUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SARA	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHANGUE JAIA	
<b>N° CNI</b>	1A4-06030028-27 DU 01/12/2017 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955155742	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	396 739	<b>3 220 128</b>
Case ronde	396 739	
Maison en banco non tôlée	1 686 650	
Manguier	510 000	
Oranger	30 000	
Bananier	200 000	

<b>NOM</b>	INDAMI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	CARLOS	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHANGUE JAIA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955766950	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	60 000	<b>135 000</b>
Anacardier	75 000	


<b>NOM</b>	JALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AMADU UAM	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHANGUE JAIA	
<b>N° CNI</b>	1A4-06007915-27 DU 15/06/2015 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955917059/ 966524769	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	2 825 000	<b>2 825 000</b>


**BOELA 1**


<b>NOM</b>	ABSENT	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 1	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	2 050 000	<b>2 120 000</b>
Palmier	10 000	
Manguier	60 000	

<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ADULAI	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 1	
<b>N° CNI</b>	BI N°00343672-27 DU 30/12/2013	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955212372	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	2 600 000	<b>3 000 000</b>
Manguier	180 000	
Oranger	120 000	
Bananier	100 000	





<b>NOM</b>	JALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ADULAI	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 1	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	S/C 95525234	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	1 140 000	<b>2 245 000</b>
Oranger	780 000	
Anacardier	525 000	

<b>NOM</b>	TURE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SAMBA	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 1	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955933824	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	720 000	<b>750 000</b>
Manguier	30 000	


<b>NOM</b>	DJALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALFA UMARO	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 1	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955761843	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	2 050 000	<b>2 050 000</b>


**BOELA 2**


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SOSSO	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956112753	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco toit en paille	911 600	<b>1 411 600</b>
Puits traditionnel	500 000	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MARIAMA DJELO	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966400359	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	3 146 400	<b>3 502 476</b>
Case ronde	356 076	





<b>NOM</b>	ABSENT	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	356 076	<b>356 076</b>

<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SIRA	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955981614	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	439 600	<b>439 600</b>


<b>NOM</b>	KALITAMBA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALPHA	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955215066	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	396 739	<b>793 478</b>
Case ronde	396 739	


<b>NOM</b>	BANA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MARIAMA T NA	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	996513496	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco toit en paille	707 200	<b>4 625 950</b>
Maison en banco tôle	3 813 750	
Anacardier	50 000	
Goyavier	25 000	
Manguier	30 000	


<b>NOM</b>	CULUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SAMBA	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Case ronde	356 076	<b>856 076</b>
Anacardier	500 000	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SOSSO	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956112753	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	5 420 700	<b>6 827 439</b>
Case ronde	396 739	
Manguier	120 000	
Oranger	90 000	
Bananier	800 000	




<b>NOM</b>	TURE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	OUMARU	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966997448	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	1 597 950	<b>1 877 950</b>
Manguier	60 000	
Bananier	220 000	

<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU ALIMU	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>	A14-06005176-27 DU 07/12/2013 BISSAU	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	969140154	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	425 000	<b>425 000</b>


<b>NOM</b>	DANSO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AULATO	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	9556289940	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	3 194 100	<b>4 749 100</b>
Anacardier	1 525 000	
Manguier	30 000	


<b>NOM</b>	COLUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SERIENE PATE	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956928560/ 955502013	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	850 000	<b>880 000</b>
Manguier	30 000	


<b>NOM</b>	COLUBALI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ABDUL CARIMO	
<b>LOCALITÉ</b>	BOELA 2	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955525835/ 955124964	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	3 386 700	<p><b>7 325 333</b></p>
Maison en banco tôle	1 642 500	
Case ronde	376 133	
Anacardier	1 200 000	
Manguier	630 000	
Oranger	90 000	


**DAGALA**




<b>NOM</b>	QUEIA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	QUICIFE	
<b>LOCALITÉ</b>	DAGALA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966984188	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco non tôle	847 000	<b>1 962 000</b>
Manguier	240 000	
Anacardier	825 000	
Bananier	30 000	
Jaca (langue locale)	20 000	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	BUBACAR	
<b>LOCALITÉ</b>	DAGALA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	955425617	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	2 570 400	<b>3 233 650</b>
Hangar toit en paille	68 250	
Manguier	300 000	
Palmier	20 000	
Oranger	120 000	
Bananier	30 000	
Anacardier	125 000	

<b>NOM</b>	SILA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	DJAM	
<b>LOCALITÉ</b>	DAGALA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966955775	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	5 000 000	<b>6 000 000</b>
Manguier	750 000	
Bananier	250 000	


<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MAMADU BACAR	
<b>LOCALITÉ</b>	DAGALA	
<b>N° CNI</b>	1A4-06005327-27	
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966247982	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Maison en banco tôle	582 750	<b>19 104 650</b>
Maison en banco tôle	4 356 900	
Anacardier	13 325 000	
Bananier	450 000	
Manguier	390 000	

**TCHAIMARA**


<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	FATIMATA	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHAIMARA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966776762	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Oranger	90 000	<b>145 000</b>
Manguier	30 000	
Goyavier	25 000	

<b>NOM</b>	BALDE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ANHA	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHAIMARA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	956602788	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	60 000	<b>110 000</b>
Oranger	30 000	
Papayer	20 000	



<b>NOM</b>	CAMARA	
<b>PRÉNOM (S)</b>	ALASSANA	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHAIMARA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	60 000	<b>60 000</b>


<b>NOM</b>	SAMBU	
<b>PRÉNOM (S)</b>	DOMINGO	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHAIMARA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 475 000	<b>1 475 000</b>

<b>NOM</b>	ABSENT	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	TCHAIMARA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	120 000	<b>645 000</b>
Anacardier	525 000	


<b>NOM</b>	DJAO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	MOUTAR	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHAIMARA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 700 000	<b>1 700 000</b>

<b>NOM</b>	ABSENT	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	TCHAIMARA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 275 000	<b>1 275 000</b>

<b>NOM</b>	BAMBE	
<b>PRÉNOM (S)</b>	KANDE	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHAIMARA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	90 000	<b>115 000</b>
Anacardier	25 000	

<b>NOM</b>	DJAO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	AISSATO	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHAIMARA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966178099	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Manguier	150 000	<b>1 325 000</b>
Anacardier	1 175 000	



<b>NOM</b>	EMBALO	
<b>PRÉNOM (S)</b>	JABU	
<b>LOCALITÉ</b>	TCHAIMARA	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	S/C 966378240	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Mosquée en banco tôle	1 879 200	<b>1 879 200</b>

**MAMPATA**

<b>NOM</b>	ABSENT	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	Mampata	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 000 000	<b>1 000 000</b>


<b>NOM</b>	ABSENT	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	Mampata	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	675 000	<b>675 000</b>

<b>NOM</b>	ABSENT	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	Mampata	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	625 000	<b>625 000</b>

<b>NOM</b>	ABSENT	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	Mampata	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	2 000 000	<b>2 000 000</b>

<b>NOM</b>	ABSENT	
<b>PRÉNOM (S)</b>		
<b>LOCALITÉ</b>	Mampata	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>		
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 125 000	<b>1 125 000</b>



<b>NOM</b>	M'BOS	
<b>PRÉNOM (S)</b>	CLAIE NA	
<b>LOCALITÉ</b>	Mampata	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	966516756	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	1 575 000	<b>1 695 000</b>
Oranger	120 000	

<b>NOM</b>	SEDI	
<b>PRÉNOM (S)</b>	SADA	
<b>LOCALITÉ</b>	Mampata	
<b>N° CNI</b>		
<b>N° TÉLÉPHONE</b>	9552533737	
<b>INFRASTRUCTURES AFFECTÉES</b>	<b>COÛT DE COMPENSATION (F CFA)</b>	<b>COÛT TOTAL (F CFA)</b>
Anacardier	2 875 000	<b>3 175 000</b>
Manguier	300 000	

## **ANNEXE 15 :**

### **Barèmes des coûts unitaires des biens affectés par le projet**

## Coûts unitaires des biens affectés

Désignation des biens touchés	Unité	Coût unitaire
Maison en banco tôleée enduit en ciment	m <sup>2</sup>	55 000
Maison en banco tôleée	m <sup>2</sup>	45 000
Maison en banco non tôleée	m <sup>2</sup>	35 000
Maison en banco toit en paille	m <sup>2</sup>	40 000
Maison en parpaings tôleée	m <sup>2</sup>	75 000
Maison en paille	m <sup>2</sup>	15 000
Grenier en banco	U	75 000
Four en banco	U	150 000
Terrasse d'habitation cimentée	m <sup>2</sup>	5 000
Case ronde	m <sup>2</sup>	35 000
Case carré	m <sup>2</sup>	35 000
Hangar toit en paille	m <sup>2</sup>	3 000
Hangar tôle	m <sup>2</sup>	10 000
Manguier	U	30 000
Bananier	U	10 000
Anacardier	U	25 000
Palmier	U	10 000
Oranger	U	30 000
Papayer	U	10 000
Citronnier	U	25 000
Goyavier	U	25 000
Tamarinier	U	15 000
Cassia	U	10 000
Colatier	U	20 000
Jaca (langue locale)	U	10 000
Puits traditonnel	U	500 000
Mosquée en banco tôleée (1)	m <sup>2</sup>	35 000
Forage non fonctionnel	U	5 000 000
Forage Fonctionnel	U	10 000 000
Réservoir d'eau en banco	m <sup>2</sup>	15 000
Jardin potager	m <sup>2</sup>	300
Jardin potager (pieds de manioc)	U	1 000
Poulailler	U	50 000
Clôture en banco	m <sup>2</sup>	25 000
Douche	U	100 000
Toilettes	U	150 000

**ANNEXE 16 :**

**Fiche de recensement des PAP**

GPS:

Unidade - Luta - Progresso

FICHE DE RECENSEMENT DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET

CODE PAP	LOCALITE	NOM	PRENOM	PIECE	BIENS AFFECTEES			
					Infrastructures	Nature	Unité	Quantité
					Autres	Nature	Unité	Quantité

PAP

REPRESENTANT MAIRIE

REPRESENTANT MAITRE D'OUVRAGE

Lieu et date de recensement